

OFF
A11E8
63/97 TS

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 6 novembre 1965

Quebec, Saturday, November 6, 1965

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiés plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis, aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

8903 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

8903 — 1-52-0

Lettres patentes**A. & M. Sales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Albert Sheydwasser, aussi connu comme Shade, marchand, Esther Silverman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Sheydwasser, aussi connu comme Shade, tous deux de 1240, St-Aubin, Montréal, Marvin Freedman, marchand, et Rose Monas, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marvin Freedman, ces deux derniers de 25, Corwin Crescent, Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles, matériaux et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « A. & M. Sales Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4259-65

Altronic Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Samuel Godinsky, 731, Upper Belmont, Reuben Resin, 5510, avenue Robinson, et Michael Greenblatt, 1745, avenue des Cèdres, tous trois avocats et conseils en Loi de la reine, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils électriques, réseaux d'intercommunication pièces constituantes

Letters Patent**A. & M. Sales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Sheydwasser also known as Shade, merchant, Esther Silverman, housewife, wife separate as to property of the said Albert Sheydwasser also known as Shade, both of 1240 St. Aubin, Montreal, Marvin Freedman, merchant, and Rose Monas, housewife, wife separate as to property of the said Marvin Freedman, the latter two of 25 Corwin Crescent, Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To deal in goods, wares, materials and merchandise of all kinds, under the name of "A. & M. Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0

4259-65

Altronic Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Godinsky, 731 Upper Belmont, Reuben Resin, 5510 Robinson Avenue, and Michael Greenblatt, 1745 Cedar Avenue, all three advocates and Queen's Counsels, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances, inter-communication systems, component

et marchandises de même nature et en faire le commerce sous le nom de « Altronic Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4290-65

Amalgamated Valve & Diesel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Ronald Barnes, 134, rue Victoria, Longueuil, Roy Gordon Alexander, 30, rue Dieppe, St-Bruno-de-Montarville, et Edwin Billinton, 193, rue Gardenville, Longueuil, tous trois mécaniciens, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier les matériaux, machines, machinerie, pièces d'iceux, accessoires, instruments, dispositifs, approvisionnements, attaches et équipement, sous le nom de « Amalgamated Valve & Diesel Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4283-65

L'Association des Gauvin d'Amérique inc. The Association of Gauvins of America Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Dominique Gauvin, chimiste, 1570, St-Cyrille, ouest, Paul-Henri Gauvin, fourreur, 1348, De Montmorency, Raymond Gauvin, industriel, 910, Eymard, Fernando Gauvin, marchand, 1164, Brown, Jean Gauvin, avocat, 1350, Garnier, Jacqueline Gauvin, secrétaire, fille majeure, 930, Père-Marquette, tous sic de Québec, Laurent Gauvin, fonctionnaire, 2030, Nadeau, Duberger, Maurice Gauvin, gérant, 2661, Châteaufort, Ste-Foy, et Antoinette Gauvin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Hamel, 1520, St-Cyrille, L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts sociaux, économiques et culturels des Gauvin d'Amérique, sous le nom de « L'Association des Gauvin d'Amérique inc.—The Association of Gauvins of America Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera 910, rue Eymard, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

4281-65

parts and kindred merchandise, under the name of "Altronic Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0

4290-65

Amalgamated Valve & Diesel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ronald Barnes, 134 Victoria Street, Longueuil, Roy Gordon Alexander, 30 Dieppe Street, St-Bruno-de-Montarville, and Edwin Billinton, 193 Gardenville Street, Longueuil, all three mechanics, for the following purposes:

To manufacture and deal in means, machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Amalgamated Valve & Diesel Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares having a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0

4283-65

L'Association des Gauvin d'Amérique inc. The Association of Gauvins of America Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dominique Gauvin, chemist, 1570 St-Cyrille West, Paul-Henri Gauvin, furrier, 1348 De Montmorency, Raymond Gauvin, industrialist, 910 Eymard, Fernando Gauvin, merchant, 1164 Brown, Jean Gauvin, lawyer, 1350 Garnier, Jacqueline Gauvin, secretary, fille majeure, 930 Père-Marquette, all six of Quebec, Laurent Gauvin, civil servant, 2030 Nadeau, Duberger, Maurice Gauvin, namager, 2661 Châteaufort, Ste-Foy, and Antoinette Gauvin, housewife, wife contractually separate as to property of Gérard Hamel, 1520 St-Cyrille, L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To promote the social, economic and cultural interests of Gauvin d'Amérique, under the name of "L'Association des Gauvin d'Amérique inc.—The Association of Gauvins of America Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 910 Eymard Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4281-65

Bélangier tabaconiste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gianvincenzo Melfi, Joseph Melfi, tabaconistes, et Robert Melfi, assistant-comptable, tous trois de 11272, Edger, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce du tabac et autres produits généralement vendus chez un tabaconiste, sous le nom de « Bélangier tabaconiste inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5362, rue Bélangier, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

3995-65

Brodeur Hydromecanix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Robert Desjardins, avocat, 629, rue Alepin, LaSalle, Denise Coutu, avocat, fille majeure, 1070, rue Rielle, Verdun, et Marie-José Cantin, stagiaire, fille majeure, 185, avenue de L'Élysée, Laval, pour les objets suivants:

Monter et entretenir toute machine fixe servant à la fabrication de quelque produit commercial ou industriel, ou servant à l'exploitation des richesses naturelles, sous le nom de « Brodeur Hydromecanix Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1615, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

2955-65

Club Richelieu Lucerne-Aylmer

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Lacoursière, 12, Chapel, Alexandre Ouimet, 2, chemin Fraser, et J.-Roger Collette, 1, Montclair, tous trois fonctionnaires, de Domaine Glenwood, Aylmer, pour les objets suivants:

Soulager l'enfance malheureuse, développer et stimuler l'entraide entre les membres de la corporation, sous le nom de « Club Richelieu Lucerne-Aylmer ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Lucerne, district judiciaire de Hull.

Bélangier tabaconiste inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gianvincenzo Melfi, Joseph Melfi, tobacconists, and Robert Melfi, assistant-accountant all three of 11272 Edger, Montreal-North, for the following purposes:

To deal in tobacco and all other products ordinarily sold in a tobacconist's shop, under the name of "Bélangier tabaconiste inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5362 Bélangier St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

3995-65

Brodeur Hydromecanix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Desjardins, lawyer, 629 Alepin Street, LaSalle, Denise Coutu, lawyer, fille majeure, 1070 Rielle Street, Verdun, and Marie-José Cantin, probationer, fille majeure, 185 de L'Élysée Avenue, Laval, for the following purposes:

To set up and maintain all fixed machines serving for the manufacturing of any commercial or industrial product, or serving for the exploitation of natural resources, under the name of "Brodeur Hydromecanix Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 3,000 common shares of \$5 each and into 9,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 1615 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

2955-65

Club Richelieu Lucerne-Aylmer

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Lacoursière, 12 Chapel, Alexandre Ouimet, 2 Fraser Road, and J.-Roger Collette, 1 Montclair, all three civil servants, Domaine Glenwood, Aylmer, for the following purposes:

To succour needy children, develop and stimulate mutual aid among the members of the corporation, under the name of "Club Richelieu Lucerne-Aylmer".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Lucerne, judicial district of Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 2369-65

Corporation d'immeubles & d'hypothèques de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1965, constituant en corporation: J.-Ernest Poulin, vendeur, 424, 68e rue, ouest, Charlesbourg, Paul Dion, avocat, 870, avenue Duchesneau, et Paul Duval, notaire, 1294, de la Vigerie, ces deux derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Corporation d'immeubles & d'hypothèques de Québec inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 836, rue Myrand, sud, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4309-65

Dedco Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, avenue Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de « Dedco Distributors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 4257-65

Design Collaborative Montreal Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Laszlo Szemenyei, 5012, King Edward, Eugene Jurisic, 4870, Côte-des-Neiges, tous deux avocats, de Montréal, Renée Mignault, secrétaire, célibataire, 2185, Sauriol, Montréal, et Marie Marston, secrétaire, épouse séparée de biens de Richard Marston, 1292, Godin, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'art graphique commercial et industriel et décorations d'intérieur de toutes sortes, sous le nom de « Design Collaborative Montreal Limited », avec un capital total

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 2369-65

Corporation d'immeubles & d'hypothèques de Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Ernest Poulin, salesman, 424, 68th Street West, Charlesbourg, Paul Dion, lawyer, 870 Duchesneau Avenue, and Paul Duval, notary, 1294 de la Vigerie, the latter two of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Corporation d'immeubles & d'hypothèques de Québec inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 836 Myrand Street South, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4309-65

Dedco Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 chemin Finchley, Hampstead, Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, and Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Dedco Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o 4257-65

Design Collaborative Montreal Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laszlo Szemenyei, 5012 King Edward, Eugene Jurisic, 4870 Côte-des-Neiges, both advocates, of Montréal, Renée Mignault, secretary, spinster, 2185 Sauriol, Montréal, and Marie Marston, secretary, wife separate as to property of Richard Marston, 1292 Godin, Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of commercial and industrial graphic and interior designer of all kinds, under the name of "Design Collaborative Montreal Limited", with a total capital stock

de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4112-65

Gaston Dupuis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gaston Dupuis, courtier d'assurances, Thérèse Robert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Dupuis, tous deux de 11621, rue Racette, Montréal-Nord, et Claire Leblanc, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Bourbonnais, 10390, rue Rancourt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Gaston Dupuis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11621, rue Racette, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

4031-65

Enseignes Fecteau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Marcel Fecteau, gentilhomme, 230, 2^e rue, Jean-Guy Brissette, gentilhomme, 2245, Trépanier, et Guy Boisvert, comptable, 153, rue Lavoisier, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'enseignes et réclames électriques, au néon ou autres, sous le nom de « Enseignes Fecteau limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, rue Proulx, Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

4313-65

Les Entreprises Labonté Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Régent Labonté, garagiste, Gabrielle Veilleux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Régent

of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0

4112-65

Gaston Dupuis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Dupuis, insurance broker, Thérèse Robert, housewife, wife contractually separate as to property of said Gaston Dupuis, both of 11621 Racette Street, Montreal-North, and Claire Leblanc, secretary, wife contractually separate as to property of René Bourbonnais, 10390 Rancourt Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents, under the name of "Gaston Dupuis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 11621 Racette Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, 28th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4031-65

Enseignes Fecteau limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Fecteau, gentleman, 230, 2nd Street, Jean-Guy Brissette, gentleman, 2245 Trépanier, and Guy Boisvert, accountant, 153 Lavoisier Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of electric, neon or other signs and advertisement, under the name of "Enseignes Fecteau limitée", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7 Proulx Street, Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4313-65

Les Entreprises Labonté Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Régent Labonté, garage keeper, Gabrielle Veilleux, housewife, wife separate as to property of the said Régent

Labonté, et Marie-Anne Bolduc, bourgeoise, veuve d'Émile Veilleux, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Les Entreprises Labonté Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4280-65

**Les Entreprises Miche Lyn Itée
Miche Lyn Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Cécile Contant, secrétaire, fille majeure, 5060, Pie IX, Gertrude Bourdeau, secrétaire, fille majeure, 2320, Bercy, toutes deux de Montréal, et J.-René Paiement, avocat, 112, 9e Rue, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, de chaussures et d'articles en cuir, sous le nom de « Les Entreprises Miche Lyn Itée — Miche Lyn Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 44, 4e Avenue, sud, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4305-65

Erdick Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: George Erdman, entrepreneur, 881, Alexis-Nihon, St-Laurent, Leon Erdman, entrepreneur, 5714, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, Israel Erdman, tailleur, 6105, avenue Eastern, Washington D. C., Paul Erdman, propriétaire de taverne, 244, Crystal Terrace, Hillside, N. J., et Meyer Dicker, boulanger, 34, avenue Winifred, Worcester, Mass., ces trois derniers des États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Erdick Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 881, Alexis-Nihon, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4208-65

Forestville 5. 10. 15. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé,

Labonté, and Marie-Anne Bolduc, gentlewoman, widow of Émile Veilleux, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Les Entreprises Labonté Itée", with a total capital of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4280-65

**Les Entreprises Miche Lyn Itée
Miche Lyn Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cécile Contant, secretary, fille majeure, 5060 Pie IX, Gertrude Bourdeau, secretary, fille majeure, 2320 Bercy, of Montreal, and J.-René Paiement, lawyer, 112, 9th Street, Roxboro, for the following purposes:

To deal in clothing, shoes and leather articles, under the name of "Les Entreprises Miche Lyn Itée — Miche Lyn Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 44, 4th Avenue South, Roxboro, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4305-65

Erdick Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Erdman, contractor, 881 Alexis-Nihon, St-Laurent, Leon Erdman, contractor, 5714 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, Israel Erdman, tailor, 6105 Eastern Avenue, Washington, D. C. Paul Erdman, tavernkeeper, 244 Crystal Terrace, Hillside, N. J. and Meyer Dicker, baker, 34 Winifred Avenue, Worcester, Mass., the latter three of the United States of America, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Erdick Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 881 Alexis-Nihon, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4208-65

Forestville 5. 10. 15. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, avocat, 159, Principale, St-Romuald-d'Etchemin, et Gabrielle Vallée, avocat, fille majeure, 798, de Longpré, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises généralement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de « Forestville 5. 10. 15. inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,700 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,300 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4306-65

Garage Moisan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Claude Moisan, industriel, St-Eustache, Marie-Rose Veillet, rentière, veuve non remariée de J.-Alexandre Moisan, 925, Myrand, Ste-Foy, et Jean-Paul Rouleau, comptable, 240, Pigeon, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Moisan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4344-65

Gigi (Valleyfield) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Paul Leclerc, commis, Gabrielle Fontaine, marchande, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Leclerc, tous deux de 890, boulevard Monseigneur-Langlois, et Lucille Fontaine, commis, fille majeure et usant de ses droits, 890, boulevard Monseigneur-Langlois, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de robes et autres vêtements, sous le nom de « Gigi (Valleyfield) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4263-65

the 28th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Michaud, advocate, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, advocate, 159 Main, St-Romuald-d'Etchemin, and Gabrielle Vallée, advocate, fille majeure, 798 de Longpré, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in all goods generally sold in a departmental store, under the name of "Forestville 5. 10. 15. inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,700 common shares of \$10 each and 3,300 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4306-65

Garage Moisan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Moisan, industrialist, St-Eustache, Marie-Rose Veillet, annuitant, unmarried widow of J.-Alexandre Moisan, 925 Myrand, Ste-Foy, and Jean-Paul Rouleau, accountant, 240 Pigeon, Beloeil, for the following purposes:

To deal in automobile vehicles and to carry on business as garagemen, under the name of "Garage Moisan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4344-65

Gigi (Valleyfield) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Leclerc, clerk, Gabrielle Fontaine, merchant, wife contractually separate as to property of the said Paul Leclerc, both of 890 Monseigneur-Langlois Boulevard, and Lucille Fontaine, clerk, fille majeure et usant de ses droits, 890 Monseigneur-Langlois Boulevard, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To operate shops and stores of dresses and other clothing, under the name of "Gigi (Valleyfield) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4263-65

**Granby Plaza inc.
Plaza Granby Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, 11, chemin De Casson, Westmount, David Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne, Westmount, et Graham Nesbitt, 1519, avenue des Pins ouest, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, construire, mettre en valeur et détenir des propriétés immobilières pour des fins d'un centre commercial et agir comme bailleur et administrateur d'immeubles, sous le nom de « Granby Plaza inc. — Plaza Granby Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 84, 3 Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667 4170-65

Grand Royal Asphalt Paving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Nick Rizzuto, Domenico Manno, tous deux de 7919, de Lorimier, et Liborio, Iacono, 7190 Lacordaire, tous trois entrepreneurs de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Grand Royal Asphalt Paving Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0 3947-65

Green Gable Estates Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: George Bernard Shepherd, vendeur, 21, Jean-Brillant, Roxboro, Douglas Anderson Sinclair, administrateur, 111, Les Érables, Laval, et Clarence Carl Gavel, administrateur, 6460, avenue Monkland, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, d'embellissement, de mise en valeur, de placements, de terrains et d'immeubles, et sous ce rapport agir comme gérants et consultants et conseillers, sous le nom de « Green Gable Estates Corporation », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

**Granby Plaza inc.
Plaza Granby Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Eric Parsons, 11 De Casson Road, Westmount, David Terence Dingle, 561 Lansdowne Avenue, Westmount, and Graham Nesbitt, 1519 Pine Avenue West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To acquire, construct, develop and hold immoveable property for the purposes of a shopping centre and to act as real estate lessor and administrator, under the name of "Granby Plaza inc. — Plaza Granby Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 1,900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at suite 84, 3 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0 4170-65

Grand Royal Asphalt Paving Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nick Rizzuto, Domenico Manno, both of 7919 de Lorimier, and Liborio Iacono, 7190 Lacordaire, all three contractors of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Grand Royal Asphalt Paving Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 12,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,800 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 3947-65

Green Gable Estates Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Bernard Shepherd, salesman, 21 Jean-Brillant, Roxboro, Douglas Anderson Sinclair, executive, 111 Les Érables, Laval, and Clarence Carl Gavel, executive, 6460 Monkland Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, improvement, development, investment, land and real estate company and in connection therewith to act as managers and consultants and advisors, under the name of "Green Gable Estates Corporation", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667

4253-65

**Les Habitations familiales
de Saint-Bruno Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Simonne Monet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Michel Chartrand, 260, rue Saint-Laurent, Violet Vera Chambers, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gabriel Chartrand, 50, boulevard Quinn, toutes deux de Longueuil, et Nicole Beauchamp, esthéticienne, épouse contractuellement séparée de biens de François Rousseau, 242, rue Logan, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de constructeurs, marchands de matériaux de construction et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les Habitations familiales de Saint-Bruno Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4184-65

Infranor Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Marcel Piché, avocat, 1405, rue Peel, Simone Rolland, secrétaire, célibataire, 515, Cherrier, app. 310, Léo Limoges, comptable, 6812, Lemay, et Jeanne Valentine, secrétaire, célibataire, 2361, Madison, app. 21, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier de l'équipement et des appareils d'éclairage de toutes sortes, sous le nom de « Infranor Canada Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667

4041-65

Isolation Kébec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Réal-L. Charland, industriel, Lina Bissonnette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal-L.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4253-65

**Les Habitations familiales
de Saint-Bruno Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Simonne Monet, housewife, wife contractually separate as to property of Michel Chartrand, 260 Saint-Laurent Street, Violet Vera Chambers, housewife, wife contractually separate as to property of Gabriel Chartrand, 50 Quinn Boulevard, both of Longueuil, and Nicole Beauchamp, aesthetician, wife contractually separate as to property of François Rousseau, 242 Logan Street, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on the operations of builders, merchants of building materials and general contractors, under the name of "Les Habitations familiales de Saint-Bruno Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667

4184-65

Infranor Canada Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Piché, solicitor, 1405 Peel Street, Simone Rolland, secretary, spinster, 515 Cherrier, Apt. 310, Léo Limoges, accountant, 6812 Lemay, and Jeanne Valentine, secretary, spinster, 2361 Madison, Apt. 21, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lighting equipment and apparatus of all kinds, under the name of "Infranor Canada Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4041-65

Isolation Kébec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal-L. Charland, industrialist, Lina Bissonnette, housewife, wife separate as to property of the said

Charland, et Joseph-Wilfrid Charland, industriel, tous trois de 1770, Sauvé, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des isolants et de tous produits semblables, sous le nom de « Isolation Kébec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune

Le siège social de la compagnie sera 1770, rue Sauvé, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4186-65

Les Laboratoires Halin limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1965, constituant en corporation: François Hamelin, vendeur, St-Thuribe, Jean-Guy St-Arnauld, administrateur, 3085, Croissant Belcourt, Laval, et Gérard de la Chevrotière, avocat, St-Marc-des-Carières, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de produits chimiques, sous le nom de « Les Laboratoires Halin limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

3896-65

Jean Paul Labrecque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Labrecque, entrepreneur, Jean-Guy Racicot, comptable, et Paul-Henri Poitras, comptable, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Jean Paul Labrecque inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4196-65

Laiterie Jacques-Cartier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Anne-Marie Hallé, 163, de l'Espinay, Québec, Marcelle Magnan, 11, Dumoncel, Beauport,

Réal-L. Charland, and Joseph-Wilfrid Charland, industrialist, all three of 1770 Sauvé, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insulators and all similar products, under the name of "Isolation Kébec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1770 Sauvé Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4186-65

Les Laboratoires Halin limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Hamelin, salesman, St-Thuribe, Jean-Guy St-Arnauld, executive, 3085 Croissant Belcourt, Laval, and Gérard de la Chevrotière, advocate, St-Marc-des-Carières, for the following purposes:

Manufacturing and commerce of chemical products, under the name of "Les Laboratoires Halin limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

3896-65

Jean Paul Labrecque inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Labrecque, contractor, Jean-Guy Racicot, accountant, and Paul-Henri Poitras, accountant, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business as contractors and general building contractors and to deal in building materials, under the name of "Jean Paul Labrecque inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4196-65

Laiterie Jacques-Cartier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anne-Marie Hallé, 163 de l'Espinay, Québec, Marcelle Magnan, 11 Dumoncel, Beauport, both secretaries

toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, et Marc Choquette, avocat, 425, Lemesurier, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laiterie Jacques-Cartier inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4292-65

Laiterie Milot & Milot Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1965, constituant en corporation: Nicole Tardif, Monique Tardif, toutes deux secrétaires, filles majeures, de 6776, rue St-Denis, et Monique Bergeron, secrétaire, fille majeure, 3380, avenue Maplewood, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laiterie Milot & Milot Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 630, rue Poisson, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour d'octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 2385-65

J. et C. Lavoie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Ernest Robillard, notaire, 4014, rue du Mont-Royal, est, Jacques Brien, notaire, 1255, rue Panet, et Mireille Moineau, secrétaire, fille majeure, 589, rue Cuvillier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre des travaux de décoration intérieure et extérieure, d'embellissement et de rénovation, sous le nom de « J. et C. Lavoie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 780 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 3988-65

Les Locations Brault inc. Brault Rentals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Jean-Paul Robillard, agent, rue Swail, Richelieu, Denyse Cadieux, réceptionniste, fille

filles majeures using their rights, and Marc Choquette, lawyer, 425 Lemesurier, Quebec, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Laiterie Jacques-Cartier inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 4292-65

Laiterie Milot & Milot Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nicole Tardif, Monique Tardif, both secretaries, filles majeures, 6776 St-Denis Street, and Monique Bergeron, secretary, fille majeure, 3380 Maplewood Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a dairy with all its specialties, under the name of "Laiterie Milot & Milot Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 630 Poisson Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of October, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 2385-65

J. et C. Lavoie inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Robillard, notary, 4014, Mont-Royal St., East, Jacques Brien, notary, 1255 Panet St., and Mireille Moineau, secretary, fille majeure, 589 Cuvillier St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in interior and exterior decoration, home embellishment and improvement, under the name of "J. et C. Lavoie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 780 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 3988-65

Les Locations Brault inc. Brault Rentals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821, Briand Boulevard, Chambly, Jean-Paul Robillard, agent, Swail Street, Richelieu, Denyse Cadieux, receptionist, fille majeure,

majeure, 410, Prieur, est, Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, Durocher, app. 31, et Guy Bissonnette, avocat, 4351, Oxford, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Les Locations Brault inc. — Brault Rentals Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4079-65

Yves Longpré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Yves Longpré, vendeur, Lucille Proulx, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yves Longpré, tous deux de 16, rue Stanley, et Fernand Bolduc, journalier, 174, rue St-Jacques, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits et du gaz naturel, sous le nom de « Yves Longpré inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 16, rue Stanley, Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4272-65

Marvel Kote Distribution Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gilles Trépanier, ingénieur civil, 1390 Leblanc, Sillery, Dr Martin Laberge, médecin, 820, des Érables, Québec, Pierre Méthot, courtier en assurances, 2692, Dautrive, Marcel Fortin, courtier en immeubles, 827, Bellevue, et Dr Maurice Beaulieu, médecin, 1281, Bishop, ces trois derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Agir comme distributeurs et agents manufacturiers de produits de toutes sortes, sous le nom de « Marvel Kote Distribution Inc. », avec un capital total de \$330,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Centre Industriel, St-Romuald-d'Échemin, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4139-65

410 Prieur, East, Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, 3450 Durocher, apt. 31, and Guy Bissonnette, advocate, 4351 Oxford, the last three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles and to act as garage keepers, under the name of "Les Locations Brault inc. — Brault Rentals Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4079-65

Yves Longpré inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Longpré, salesman, Lucille Proulx, housewife, wife contractually separate as to property of said Yves Longpré, both of 16 Stanley St., and Fernand Bolduc, workman, 174 St. James St., all three of Magog, for the following purposes:

To deal in oils, greases, petroleum and all their products and natural gas, under the name of "Yves Longpré inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 16 Stanley St., Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4272-65

Marvel Kote Distribution Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Trépanier, civil engineer, 1390 Leblanc, Sillery, Dr. Martin Laberge, physician, 820 Maple, Quebec, Pierre Méthot, insurance broker, 2692 Dautrive, Marcel Fortin, real estate broker, 827 Bellevue, and Dr. Maurice Beaulieu, physician, 1281 Bishop, the latter three of Ste-Foy, for the following purposes:

To act as manufacturer's distributors and agents of all kinds of products, under the name of "Marvel Kote Distribution Inc.", with a total capital stock of \$330,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Industrial Center, St-Romuald-d'Échemin, county of Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4139-65

M. Mayer Realities Inc.
Les Immeubles M. Mayer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Maurice Mayer, courtier en immeubles, 7881, boulevard Décarie, Montréal, Morden Lazarus, étudiant en droit, 5606, avenue Borden, Côte-St-Luc, et Alan M. Stein, avocat, 5092, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de "M. Mayer Realities Inc. — Les Immeubles M. Mayer inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667

4288-65

Mercerie Le Cavalier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Maurice Fecteau, opérateur, 302, St-Alphonse, ouest, Marcel Grondin, employé des postes, et Louise Fecteau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Grondin, ces deux derniers de 1279, d'Youville, tous trois de Thetford Mines, comté de Mégantic, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de chaussures, sous le nom de « Mercerie Le Cavalier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

4279-65

Les Meubles canadiens Forestville Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Antoine Zacharie, marchand, Sacré-Coeur-de-Jésus, comté de Saguenay, Jeannette Larouche, secrétaire, épouse commune en biens de Clifford Beauchamp, et Jeanne-d'Arc Barriault, secrétaire, épouse commune en biens d'Alexandre Gendron, ces deux dernières de Hauterive, comté de Saguenay, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et effets mobiliers de toutes sortes, sous le nom de « Les Meubles canadiens Forestville Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

M. Mayer Realities Inc.
Les Immeubles M. Mayer inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Mayer, realtor, 7881 Décarie Boulevard, Montreal, Morden Lazarus, law-student, 5606, Borden Avenue, Côte-St-Luc, and Alan M. Stein, advocate, 5092 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "M. Mayer Realities Inc. — Les Immeubles M. Mayer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-0

4288-65

Mercerie Le Cavalier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Fecteau, operator, 302 St-Alphonse West, Marcel Grondin, mail employee, and Louise Fecteau, secretary, wife contractually separate as to property of said Marcel Grondin, the latter two of 1279 d'Youville, all three of Thetford Mines, county of Mégantic, for the following purposes:

To deal in clothing and shoes, under the name of "Mercerie Le Cavalier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667

4279-65

Les Meubles canadiens Forestville Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Zacharie, merchant, Sacré-Coeur-de-Jésus, county of Saguenay, Jeannette Larouche, secretary, wife common as to property of Clifford Beauchamp, et Jeanne-d'Arc Barriault, secretary, wife common as to property of Alexandre Gendron, the latter two of Hauterive, county of Saguenay, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture goods of all kinds, under the name of "Les Meubles canadiens Forestville Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 3610-65

Millaire & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Aimé Millaire, entrepreneur, Rémi Millaire, Réal Millaire, Henri Millaire, Rolland Millaire et Rosaire Millaire, ces cinq dorniers commerçants de bois, tous six de Landrienne, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Millaire & fils inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Landrienne, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4299-65

Nav-Aids Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Edmund Llewellyn Buchanan, administrateur, Hannlore Inge Rattman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Edmund Llewellyn Buchanan, tous deux de 770, Lakeshore Drive, Dorval, John Edward Gilday, administrateur, 2950, Graham, Mount Royal, et Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en Loi de la reine, 5365, Prince de Galles, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments pour la navigation et d'équipement pour l'aviation et la navigation, sous le nom de « Nav-Aids Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667 4192-65

Ora Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Mount Royal, Solomon W. Weber, avocat, 1000, avenue Pratt, Outremont, et Dorothy Gunston, secrétaire, célibataire, 1433, Towers, Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce d'immeubles, sous le nom de « Ora Ltd. », avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 3610-65

Millaire & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aimé Millaire, contractor, Rémi Millaire, Réal Millaire, Henri Millaire, Rolland Millaire and Rosaire Millaire, the last five wood traders, all six of Landrienne, for the following purposes:

Industry and commerce of wood, under the name of "Millaire & fils inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Landrienne, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 4299-65

Nav-Aids Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edmund Llewellyn Buchanan, executive, Hannlore Inge Rattman, housewife, wife separate as to property of the said Edmund Llewellyn Buchanan, both of 770 Lakeshore Drive, Dorval, John Edward Gilday, executive, 2950 Graham, Mount Royal, and Jack Ralph Bogante, advocate and Queen's Counsel, 5365 Prince of Wales, Montreal, for the following purposes:

To deal in navigation instruments and equipment for aircraft and navigation, under the name of "Nav-Aids Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$10 each and 5,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o 4192-65

Ora Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Royal, Solomon W. Weber, advocate, 1000 Pratt Avenue, Outremont, and Dorothy Gunston, secretary, spinster, 1433 Towers, Montreal, for the following purposes:

To engage in the real estate business, under the name of "Ora Ltd.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667

4364-65

Ernest Ouellet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, Martin-C. Lepage, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles et marchandises, sous le nom de « Ernest Ouellet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4159-65

P. Paquette Construction Ltd.
P. Paquette construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Pierrette Paquette, industrielle, fille majeure, Roger Prud'Homme, industriel, tous deux de 894, Bellerive, Jacques-Cartier, et René Forté, industriel, route 9, Delson, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « P. Paquette Construction Ltd.—P. Paquette construction Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 700 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667

4359-65

Jan Pick Tricot Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Henry Robert Viberg, commis en loi, 6, Swallow, Dorval, Christabel Frances Grover, secrétaire, épouse séparés de biens de Roy Alan James Grover, 5522, avenue Van Horne, Montréal, Noreen Teresa Martineau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Lawrence Martineau, 4685, Bourret, Montréal, Mavis Hargrave Holmes, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Leslie Holmes, 148, Gordon, Châteauguay Heights, et Lise Nicole Romanelli, secrétaire, célibataire, 7653, 17^e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire l'industrie et le négoce de textiles et de produits connexes, sous le nom de « Jan Pick

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4364-65

Ernest Ouellet inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Claude Gagnon, Martin-C. Lepage, both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, fille majeure, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of all articles and merchandise, under the name of "Ernest Ouellet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667

4159-65

P. Paquette Construction Ltd.
P. Paquette construction Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Paquette, industrialist, spinster of the full age of majority, Roger Prud'Homme, industrialist, both of 894 Bellerive, Jacques-Cartier, and René Forté, industrialist, Route 9, Delson, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "P. Paquette Construction Ltd.—P. Paquette construction Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 700 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4359-65

Jan Pick Tricot Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry Robert Viberg, law clerk, 6 Swallow, Dorval, Christabel Frances Grover, secretary, wife separate as to property of Roy Alan James Grover, 5522 Van Horne Avenue, Montreal, Noreen Teresa Martineau, secretary, wife contractually separate as to property of Joseph Lawrence Martineau, 4685 Bourret, Montreal, Mavis Hargrave Holmes, secretary, wife contractually separate as to property of Robert Leslie Holmes, 148 Gordon, Châteauguay Heights, and Lise Nicole Romanelli secretary, spinster, 7653, 17th Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles and related products, under the name of "Jan Pick Tricot

Tricot Company Ltd.», avec un capital-actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

3927-65

**Les Placements Ronchar inc.
Ronchar Holding Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1965, constituant en corporation: André Perreault, avocat, 4353, Girouard, Normand Duval, avocat, 2185, Nicolas-Perrot, et Raymonde Lamarche, secrétaire, fille majeure, 8832, St-Denis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Ronchar inc. — Ronchar Holding Inc. », avec un capital total de \$24,000, divisé en 24 actions ordinaires de \$100 chacune et en 216 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 450, avenue Champagneur, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4115-65

Les Placements Succès Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Robert Girouard, notaire, 99, Grand Boulevard, Dr Alphonse Girouard, dentiste, et Mercedes Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alphonse Girouard, ces deux derniers de 4, 24e Avenue, tous trois de Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Succès Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 91, Grand Boulevard, Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4119-65

**Plani-Tec Steel Products Ltd.
Les Produits d'acier Plani-Tec Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Marcel Nadon, surintendant en production, 2311, rue Richmond, Laval, Ronald Pinson-

Company Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 7,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

3927-65

**Les Placements Ronchar inc.
Ronchar Holding Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, advocate, 4353 Girouard, Normand Duval, advocate, 2185, Nicolas-Perrot, and Raymonde Lamarche, secretary, fille majeure, 8832 St-Denis, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Placements Ronchar inc. — Ronchar Holding Inc.", with a total capital stock of \$24,000, divided into 24 common shares of \$100 each and 216 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 450 Champagneur, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4115-65

Les Placements Succès Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Girouard, notary, 99 Grand Boulevard, Dr. Alphonse Girouard, dentist, and Mercedes Tremblay, housewife, wife separate as to property of said Alphonse Girouard, the latter two of 4, 24th Avenue, all three of Ile-Perrot, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Succès Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 91 Grand Boulevard, Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4119-65

**Plani-Tec Steel Products Ltd.
Les Produits d'acier Plani-Tec Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Nadon, production superintendent, 2311 Richmond Street, Laval, Ronald Pinsonneault, sales repre-

neault, représentant de ventes, 460, rue Sabrevois, Jacques-Cartier, et Norman Gagné, contremaître, 5695, 3e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, acier, fer émaillé, fer blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Plani-Tec Steel Products Ltd. — Les Produits d'acier Plani-Tec ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4701, rue Forest, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4001-65

Promofonds inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Gratton, gérant régional, 8425, boulevard Châteauneuf, Anjou, Pierre Tremblay, vendeur, 6443, rue Le Breton, Montréal, et Guy Vary, comptable agréé, 522, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de toutes marchandises électriques et électroniques, sous le nom de « Promofonds inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8425, boulevard Châteauneuf, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4275-65

Quebec Floral Greens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Philip Shrague Garonce, avocat, 5577, avenue Alpine, Côte-St-Luc, Samuel Senzilet, notaire, 735, avenue Rockland, Outremont, et Abraham Polger, notaire, 11647, rue Joseph-Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes, maraîchers, et cultivateurs de graines, plantes et fleurs, sous le nom de « Quebec Floral Greens Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4287-65

sentative, 460 Sabrevois Street, Jacques-Cartier, and Norman Gagné, foreman, 5695, 3rd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchandise and articles in aluminum, steel, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal and other articles manufactured totally or in part with metals or wood, under the name of "Plani-Tec Steel Products Ltd. — Les Produits d'acier Plani-Tec ltée", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4701 Forest Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4001-65

Promofonds inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Gratton, regional manager, 8425 Châteauneuf Boulevard, Anjou, Pierre Tremblay, salesman, 6443 Le Breton Street, Montreal, and Guy Vary, chartered accountant, 522 Sherbrooke Street, East, Montreal, for the following purposes:

Manufacture and commerce of all electric and electronic merchandise, under the name of "Promofonds inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 8425 Châteauneuf Boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4275-65

Quebec Floral Greens Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Shrague Garonce, advocate, 5577 Alpine Avenue, Côte-St-Luc, Samuel Senzilet, notary, 735 Rockland Avenue, Outremont, and Abraham Polger, notary, 11647 Joseph-Casavant Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of florists, nursery men, market gardeners and cultivators of seeds, plants and flowers, under the name of "Quebec Floral Greens Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4287-65

Quebec Super Structure Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Rose-Aimée Fleury, comptable, fille majeure, 966, de Salaberry, Thérèse Tardif, sténographe, fille majeure, 274, St-Cyrille, ouest, et André Desmeules, avocat, 915, Cardinal-Rouleau, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; faire le commerce de matériaux en acier préfabriqués, sous le nom de « Quebec Super Structure Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune et en 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1275, boulevard Charest, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4270-65

Irénée Quintal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1965, constituant en corporation: Irénée Quintal, épicier, Henri Quintal, épicier, tous deux de 6490, 17e avenue, Laval-Ouest, Jean-Gaston Chatel, marchand, et Gilles Chatel, avocat, ces deux derniers de 717, Rockland, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de « Irénée Quintal inc. », avec un capital total de \$90,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 2529-65

Ranch Chez Hervé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Marcel Lacombe, gérant, 6180, Goncourt, Anjou, Guy Tremblay, marchand, 7880, d'Aubigny, Anjou, et Fernand Lachance, gérant, 1103, Trudeau, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Ranch Chez Hervé inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Route 18, Montée Masson, St-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4188-65

Quebec Super Structure Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rose-Aimée Fleury, accountant fille majeure, 966 de Salaberry, Thérèse Tardif, stenographer, fille majeure, 274 St-Cyrille, West, and André Desmeules, advocate, 915 Cardinal-Rouleau, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, to deal in prefabricated steel materials, under the name of "Quebec Super Structure Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 60 common shares of \$100 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1275 Boulevard Charest, West, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4270-65

Irénée Quintal inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irénée Quintal, grocer, Henri Quintal, grocer, both of 6490, 17th Avenue, Laval-West, Jean-Gaston Chatel, merchant, et Gilles Chatel, advocate, the latter two of 717 Rockland, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Irénée Quintal inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 650 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laval-West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of October, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 2529-65

Ranch Chez Hervé inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Lacombe, manager, 6180, Goncourt, Anjou, Guy Tremblay, merchant, 7880 d'Aubigny, Anjou, and Fernand Lachance, manager, 1103 Trudeau, St-Laurent, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Ranch Chez Hervé inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 4,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Route 18, Montée Masson, St-Henri-de-Mascouche, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4188-65

La Renaissance nationale du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Napoléon Piotte, administrateur, 2890, boulevard St-Joseph, est, Montréal, Jean-Paul Descoteaux, promoteur social, 692, St-Charles, Shawinigan, et Edgar Tissot, gérant de service, 3812 Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Constituer un organisme d'oeuvres patriotiques, philanthropiques, charitables, artistiques, éducatives, sociales et sportives, sous le nom de « La Renaissance nationale du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 5884, rue Madore, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

3871-65

Repro-Graphie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean-Marie Vidal, agent, 1105, Belvédère, Québec, Jean Cathelain, fonctionnaire, 2470, Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, et Fernand-Aurèle Royer, financier, 897, Pierre-Maufay, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire la reproduction de toutes sortes de documents y compris l'impression de plans, le microfilm, la photocopie et tout genre d'impression, sous le nom de « Repro-Graphie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune et en 399 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1105, Belvédère, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4350-65

**Restaurant Moonlight (Rimouski) Inc.
Restaurant Clair de Lune (Rimouski) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, rue de la Sapinière, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crevier, avocat, 211, St-Jean-Baptiste, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 26A, St-Laurent, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Moonlight (Rimouski) Inc. — Restaurant Clair de Lune (Rimouski) inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune, 500 actions privilégiées « A » de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

La Renaissance nationale du Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Napoléon Piotte, administrator, 2890, St-Joseph Boulevard East, Montreal, Jean-Paul Descoteaux, social promoter, 692 St-Charles, Shawinigan, and Edgar Tissot, service manager, 3812 Lafontaine Park, Montreal, for the following purposes:

To form a patriotic, philanthropic, charitable, artistic, educational, social and sportive good works organism, under the name of "La Renaissance nationale du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 5884 Madore Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

3871-65

Repro-Graphie inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Vidal, agent, 1105 Belvédère, Quebec, Jean Cathelain, civil servant, 2470 Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, and Fernand-Aurèle Royer, financier, 897 Pierre-Maufay, Ste-Foy, for the following purposes:

To make the reproduction of all kinds of documents including plan impressions, microfilm, photocopy and all kinds of impressions, under the name of "Repro-Graphie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each and into 399 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1105 Belvedere, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4350-65

**Restaurant Moonlight (Rimouski) Inc.
Restaurant Clair de Lune (Rimouski) inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, de la Sapinière Street, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crevier, advocate, 211 St-Jean-Baptiste, Annette Blais, secretary, fille majeure, 26A St-Laurent, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Moonlight (Rimouski) Inc.—Restaurant Clair de Lune (Rimouski) inc.", with a total capital stock \$75,000, divided into 150 common shares of \$100 each, 500 "A" preferred shares of \$100 each and 100 "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4236-65

Ste Catherine musique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Claude Poirier-Defoy, Gilles Audet, tous deux avocats, de 5004, rue St-Denis, suite 101, et Lise Boudreault, secrétaire, fille majeure, 3448, rue Iberville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques et d'instruments de musique, sous le nom de « Ste Catherine musique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1212, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4329-65

Les Salaisons V. Courchesne & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Victor Courchesne, 2640, rue Sicotte, Roger Courchesne, 2625, rue Morin, Rolland Courchesne, 1275, rue Desaulniers, Robert Courchesne, 1295, rue Desaulniers, Gérard Courchesne, 2630, rue Sicotte, et André Courchesne, 2650, rue Sicotte, tous six bouchers, de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la viande et de ses sous-produits, sous le nom de « Les Salaisons V. Courchesne & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2610, rue Sicotte, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 3870-65

Charles Simard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Charles Simard, marchand, Rita Cazalais, ménagère, épouse commune en biens dudit Charles Simard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 220, boulevard Monseigneur-Langlois, Salaberry-de-Valleyfield, et Robert Cazalais, commis, Grande-Ile, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce de boucherie, d'abattoir, de salaison et de charcuterie, sous le nom de « Charles

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 4236-65

Ste Catherine musique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Poirier-Defoy, Gilles Audet, both lawyers, of 5004 St-Denis Street, suite 101, and Lise Boudreault, secretary, fille majeure, 3448 Iberville Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in records and musical instruments, under the name of "Ste Catherine musique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1212 Ste-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 4329-65

Les Salaisons V. Courchesne & fils Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Victor Courchesne, 2640 Sicotte Street, Roger Courchesne, 2625 Morin Street, Rolland Courchesne, 1275 Desaulniers Street, Robert Courchesne, 1295 Desaulniers Street, Gérard Courchesne, 2630 Sicotte Street, and André Courchesne, 2650 Sicotte Street, all six butchers of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in meat and its by-products, under the name of "Les Salaisons V. Courchesne & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 common shares of \$100 each and into 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 2610 Sicotte Street, St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 3870-65

Charles Simard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Simard, merchant, Rita Cazalais, housewife, wife common as to property of said Charles Simard, and duly authorized by him for the presents, both of 220 Monseigneur-Langlois Boulevard, Salaberry-de-Valleyfield, and Robert Cazalais, clerk, Grande-Ile, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise which are generally the objects of a butcher shop, slaughter house, salting and pork-butcher's shop business, under the name of "Charles Simard

Simard inc., avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4121-65

Simga inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Drolet, 2924, de Courcelles, Eddy Giguère, 2825, Poitiers, tous deux de Ste-Foy, Denys Dionne, 1071, Ploermel, et Pierre Trahan, 880, Eymard, ces deux derniers de Québec, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de tissus, naturels ou synthétiques, tapis, couvre-planchers et tuiles de toutes sortes, sous le nom de « Simga inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 165, Grande-Allée, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

4261-65

Snowdon Residents' Association L'Association des résidents de Snowdon

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Melvin C. Zwaig, comptable, 6412, avenue Clanranald, James A. McMurray, représentant de comptabilité, 5432, avenue Clanranald, Norman Morantz, ingénieur, 6351, avenue Clanranald, Lewis Lutter, gérant de ventes et de publicité, 5675, avenue Macdonald, Nat Gurman, gérant de bureau, 6414, avenue Clanranald, Rita Goodman, ménagère, épouse séparée de biens de Lionel Goodman, 6250, avenue Clanranald, Sidney Cohen, vendeur, 5412, Plamondon, et Louis Capelovitch, conseiller d'assurance sur la vie, 6408, avenue Macdonald, tous les huit de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser le bien-être social des résidents de Snowdon, et organiser, exploiter et encourager les projets des résidents de Snowdon, sous le nom de « Snowdon Residents' Association — L'Association des résidents de Snowdon ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4064-65

Société de gestion Bernard, Héc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour

inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4121-65

Simga inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Drolet, 2924 de Courcelles, Eddy Giguère, 2825 Poitiers, both of Ste-Foy, Denys Dionne, 1071, Ploermel, and Pierre Trahan, 880 Eymard, the latter two of Quebec, all four lawyers, for the following purposes:

The manufacturing and commerce of fabrics, natural or synthetic, carpets, oilcloths and tiles of all kinds, under the name of "Simga inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 165 Grande-Allée East, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4261-65

Snowdon Residents' Association L'Association des résidents de Snowdon

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Melvin C. Zwaig, accountant, 6412 Clanranald Avenue, James A. McMurray, account representative, 5432 Clanranald Avenue, Norman Morantz, engineer, 6351 Clanranald Avenue, Lewis Lutter, sales and advertising manager, 5675 Macdonald Avenue, Nat Gurman, office manager, 6414 Clanranald Avenue, Rita Goodman, housewife, wife separate as to property of Lionel Goodman, 6250 Clanranald Avenue, Sidney Cohen, salesman, 5412 Plamondon, and Louis Capelovitch, life insurance consultant, 6408 Macdonald Avenue, all eight of Montreal, for the following purposes:

To promote the social welfare of the residents of Snowdon and to organize, operate and support residents of Snowdon projects, under the name of "Snowdon Residents' Association — L'Association des résidents de Snowdon".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4064-65

Société de gestion Bernard, Itéc

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

de septembre 1965, constituant en corporation: Sarto Bernard, gérant, 73, rue Hébert, Alain Bernard, comptable, 113, rue St-Gabriel, tous deux de Granby, et Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la reine, 1301, St-Viateur, Ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « Société de gestion Bernard, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,910 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4167-65

Sportique-Country Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Asher Kahn, avocat, 489, chemin Dufferin, Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la reine, 134, Finchley, tous deux de Hampstead, et Gloria McNeil, secrétaire, fille majeure, 6697, Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Sportique-Country Clothes Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 4349-65

**Tapis Maison Itée
Home Carpet Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Henri Lacroix, industriel, Georges Lacroix, industriel, et Maurice Gilbert, comptable, tous trois de St-Georges, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de tapis, sous le nom de « Tapis Maison Itée — Home Carpet Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4177-65

**Thibault Enterprises Limited
Les Entreprises Thibault limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1965, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, 11 chemin Decasson, David Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne,

Province of Quebec, incorporating: Sarto Bernard, manager, 73 Hébert Street, Alain Bernard, accountant, 113 St-Gabriel Street, both of Granby, and Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de gestion Bernard, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 900 common shares of \$1 each and into 3,910 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4167-65

Sportique-Country Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Asher Kahn, advocate, 489 Dufferin Road, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, both of Hampstead, and Gloria McNeil, secretary, fille majeure, 6697 Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Sportique-Country Clothes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o 4349-65

**Tapis Maison Itée
Home Carpet Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Lacroix, industrialist, Georges Lacroix, industrialist, and Maurice Gilbert, accountant, all three of St-Georges, county of Beauce, for the following purposes:

The manufacturing and commerce of carpets, under the name of "Tapis Maison Itée — Home Carpet Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Georges, county of Beauce, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4177-65

**Thibault Enterprises Limited
Les Entreprises Thibault limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Eric Parsons, 11 Decasson Road, David Terence Dingle, 561, Lansdowne Avenue, both advocates,

tous deux avocats, de Westmount, et Michael Kevin Smyth, avocat, 173, chemin Brittany, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Thibault Enterprises Limited — Les Entreprises Thibault limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 3858-65

Tibo Car Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Guy Thibault, industriel, Diane Haerincq, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Thibault, et Gilles Thibault, comptable, tous trois de Pierreville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de voitures de golf, de véhicules automobiles de toutes sortes, de moteurs et de machinerie, sous le nom de « Tibo Car Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Georges, Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-0 3975-65

Typographie Belly inc. Belly Typesetters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, app. 708, Montréal, Marvin Rosenhek, avocat, 335, Greenfell, Mont Royal, Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, et Bernice Budman, secrétaire, épouse séparée de biens de Reubin Budman, 295, boulevard Alexis Nihon, app. 207, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de typographes, d'imprimeurs généraux et agents de publicité, sous le nom de « Typographie Belley inc. — Belley Typesetters Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 4166-65

Les Usines de tapis St-Georges Itée St. George Carpet Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Henri Lacroix, Georges Lacroix, industriels, et

of Westmount, and Michael Kevin Smyth advocate, 173 Brittany Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Thibault Enterprises Limited — Les Entreprises Thibault limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 390 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-0 3858-65

Tibo Car Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Thibault, industrialist, Diane Haerincq, housewife, wife separate as to property of said Guy Thibault, and Gilles Thibault, accountant, all three of Pierreville, for the following purposes:

To deal in golf carts, automobile vehicles of all kinds, motors and machinery, under the name of "Tibo Car Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Georges Street, Pierreville, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 3975-65

Typographie Belly inc. Belly Typesetters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, Apt. 708, Montreal, Marvin Rosenhek, advocate, 335 Greenfell, Mount Royal, Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, and Bernice Budman, secretary, wife separate as to property of Reubin Budman, 295 Alexis Nihon Boulevard, Apt. 207, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of typesetters, general printers and advertising agents, under the name of "Typographie Belley inc. — Belley Typesetters Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-0 4166-65

Les Usines de tapis St-Georges Itée St. George Carpet Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Lacroix, Georges Lacroix, industrialists, and Maurice

Maurice Gilbert, comptable, tous trois de St-Georges, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de tapis, sous le nom de « Les Usines de tapis St-Georges Itée — St. George Carpet Mills Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

4036-65

Vic Metal Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er septembre 1965, autorisant la fusion de « Vic Metal Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de novembre 1954, et « Victoria Metallic Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de mars 1939, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de la tôle et autres produits métalliques, sous le nom de « Vic Metal Corporation », avec un capital total de \$675,000, divisé en 250,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 4,250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

3859-65 — 1291/88

Wall Magic Comb Rack Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Aurèle-E. Arbiq, homme d'affaires, 8325, boulevard L'Acadie, Gilles Dansereau, avocat, 507, Place d'Armes, suite 1207, et Annette Pelletier, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens de Laurent Pelletier, 3061, rue Sherbrooke, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Wall Magic Comb Rack Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

4190-65

Woodcrest Construction of Quebec, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Neil Franklin Phillips, 634, avenue Clarke, Melvin Leonard Rothman, 638, Roslyn Avenue, both advocates,

Gilbert, accountant, all three of St-Georges, for the following purposes:

The manufacturing and commerce of carpets, under the name of "Les Usines de tapis St-Georges Itée — St. George Carpet Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4036-65

Vic Metal Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Vic Metal Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 20th day of November, 1954, and "Victoria Metallic Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 29th day of March, 1939, all the above-mentioned letters patent having been issued under Part I of the Quebec Companies Act, for the following purposes:

The industry and commerce of sheet metal and other metallic products, under the name of "Vic Metal Corporation", with a total capital stock of \$675,000, divided into 250,000 common shares of a par value of \$1 each and into 4,250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

3859-65 — 1291/88

Wall Magic Comb Rack Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aurèle-E. Arbiq, businessman, 8325 L'Acadie Boulevard, Gilles Dansereau, lawyer, 507 Place d'Armes, Suite 1207, and Annette Pelletier, secretary, wife separate as to bed and board of Laurent Pelletier, 3061 Sherbrooke Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise and aluminium articles, enamelled iron, tin-plate, granit, galvanized metal, sheet-metal and other articles totally or partially manufactured in metal or wood, under the name of "Wall Magic Comb Rack Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

4190-65

Woodcrest Construction of Quebec, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil Franklin Phillips, 634 Clarke Avenue, Melvin Leonard Rothman, 638, Roslyn Avenue, both advocates,

tous deux avocats, de Westmount, et Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5020, Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Woodcrest Construction of Quebec, Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4255-65

of Westmount, and Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5020 Clanranald, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Woodcrest Construction of Quebec, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each...

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4255-65

Lettres patentes supplémentaires

Alliance Credit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Alliance Credit Corporation », 1^o annulant les 14,795 actions privilégiées subordonnées, émission de 1963; 2^o annulant les 275 actions privilégiées, subordonnées, émission de novembre 1964; 3^o augmentant son capital par la création de 30,000 actions privilégiées 6¼% subordonnées, remboursables, cumulatives émission de 1965, d'une valeur au pair de \$50 chacune (payables en fonds des É.-U.).

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

11271-55 — 1290/81

Amsel & Amsel (1962) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Amsel & Amsel (1962) Inc. », augmentant son capital de \$200,000 à \$280,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

14760-62 — 1292/11

Angreen Photo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Angreen Photo Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

12211-61 — 1291/61

Ashetex Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Asheville Textiles Canada Limited », constituée par lettres patentes en date du 31^e jour

Supplementary Letters Patent

Alliance Credit Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alliance Credit Corporation", 1. cancelling the 14,795 subordinated preferred shares, 1963, issue; 2. cancelling the 275 subordinated preferred shares, November 1964 issue; 3. increasing its capital by the creation of 30,000 6¼% cumulative redeemable subordinated preferred shares, 1965 issue, of the par value of \$50 each (payable in U.S. funds).

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12267-o

11271-55 — 1290/81

Amsel & Amsel (1962) Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Amsel & Amsel (1962) Inc.", increasing its capital from \$200,000 to \$280,000, the additional capital stock being divided into 8,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

14760-62 — 1292/11

Angreen Photo Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Angreen Photo Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$140,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

12211-61 — 1291/61

Ashetex Canada Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Asheville Textiles Canada Limited", incorporated by letters patent dated the 31st day of October, 1962;

d'octobre 1962, 1° changeant son nom en celui de « Ashetex Canada Ltd. »; 2° fixant son siège social à 1199, rue Bleury, Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 14309-62 — 1290/82

Les Autobus Hébert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de septembre 1965, à la compagnie « Autobus de Repentigny inc. », constituée par lettres patentes en date du 28 avril 1961, 1° changeant son nom en celui de « Les Autobus Hébert inc. »; 2° convertissant ses 500 actions ordinaires de \$100 chacune en 500 actions privilégiées de \$100 chacune; 3° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 11749-61 — 1292/12

Bélanger, Garneau, Joron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de septembre 1965, à la compagnie « Bélanger, Garneau, Joron inc. », augmentant son capital de \$210,000 à \$215,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 1909-65 — 1292/13

Les boulevards du Québec Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de septembre 1965, à « La Compagnie de construction des boulevards du Québec — Quebec Boulevards Construction Company », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1945, changeant son nom en celui de « Les boulevards du Québec Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 6698-45 — 1292/25

Calga inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de septembre 1965, à la compagnie « Senex Canada Ltd. — Senex Canada Itée », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « Calga inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 4967-64 — 1292/26

Colibri Company of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de septembre 1965, à la compa-

1. changing its name to that of "Ashetex Canada Ltd."; 2. fixing its head office at 1199 Bleury Street, Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o 14309-62 — 1290/82

Les Autobus Hébert inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Autobus de Repentigny inc.", incorporated by letters patent dated April 28, 1961, 1. changing its name into that of "Les Autobus Hébert inc."; 2. converting its 500 common shares of \$100 each into 500 preferred shares of \$100 each; 3. amending certain provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 11749-61 — 1292/12

Bélanger, Garneau, Joron inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bélanger, Garneau, Joron inc.", increasing its capital from \$210,000 to \$215,000, the additional capital stock being divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o 1909-65 — 1292/13

Les boulevards du Québec Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie de construction des boulevards du Québec — Quebec Boulevards Construction Company", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1945, changing its name to that of "Les boulevards du Québec Itée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 6698-45 — 1292/25

Calga inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Senex Canada Ltd. — Senex Canada Itée", incorporated by letters patent dated the 2nd day of December, 1964, changing its name to that of "Calga inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 4967-64 — 1292/26

Colibri Company of Canada Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Colibri

gnie « Colibri Company of Canada Ltd. », augmentant son capital de \$40,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées prioritaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

11134-53 — 1291/18

Compagnie pharmaceutique Vita Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27^e jour de septembre 1965, à la « Compagnie pharmaceutique Vita Itée », augmentant son capital de \$40,000 à \$65,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune; 2^o modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

2589-64 — 1292/14

De Laval Excavation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Barbel Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27^e jour de septembre 1963, changeant son nom en celui de « De Laval Excavation Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4163-63 — 1292/29

Dion Frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8^e jour de juillet 1965, à la compagnie « Dion Frères inc. », augmentant son capital de \$350,000 à \$1,100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées 6½% cumulatives de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

2711-44 — 1283/23

Domon automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Domon automobiles inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$90,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

164-64 — 1291/69

Dubois & Frères limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

Company of Canada Ltd.", increasing its capital from \$40,000 to \$50,000, the additional capital stock being divided into 1,000 prior preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

11134-53 — 1291/18

Compagnie pharmaceutique Vita Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Compagnie pharmaceutique Vita Itée", increasing its capital from \$40,000 to \$65,000, the additional capital shares being divided into 5,000 common shares of a par value of \$5 each; 2. amending certain provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

2589-64 — 1292/14

De Laval Excavation Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Barbel Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of September, 1963, changing its name to that of "De Laval Excavation Inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4163-63 — 1292/29

Dion Frères inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Dion Frères inc.", increasing its capital from \$350,000 to \$1,100,000, the additional capital shares being divided into 5,000 6½% cumulative preferred shares of \$100 each and into 2,500 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

2711-44 — 1283/23

Domon automobiles inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Domon automobiles inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$90,000, the additional capital shares being divided into 500 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

164-64 — 1291/69

Dubois & Frères limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor

mentaires, en date du 18e jour de mai 1965, à la compagnie « Dubois & Frères limitée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 13295-55 — 1275/19

Dynaworth Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de septembre 1965, à la compagnie « Dynatrust Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1965, changeant son nom en celui de « Dynaworth Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 2648-65 — 1292/31

Fondation P. Rodolphe Baril

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de septembre 1965, à la corporation « Fondation P. Rodolphe Baril », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 2295-65 — 1290/26

Laurent Gendron Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de septembre 1965, à la compagnie « Laurent Gendron Itée », augmentant son capital de \$100,000 à \$300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 10881-57 — 1292/15

Gordon Miner, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de septembre 1965, à la compagnie « Gordon Miner, Limited », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667 1488-65 — 1292/19

Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi constituant en corporation la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de juillet 1965, à la corporation « Hôpital Saint-Jean-de-Dieu », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 15100-60 — 1289/99

vernor of the Province of Quebec, to "Dubois & Frères limitée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 13295-55 — 1275/19

Dynaworth Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dynatrust Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1965, changing its name to that of "Dynaworth Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o 2648-65 — 1292/31

Fondation P. Rodolphe Baril

Notice is hereby given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fondation P. Rodolphe Baril", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 2295-65 — 1290/26

Laurent Gendron Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurent Gendron Itée", increasing its capital from \$100,000 to \$300,000, the additional capital shares being divided into 2,000 preferred class "B" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 10881-57 — 1292/15

Gordon Miner, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gordon Miner, Limited", modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667-o 1488-65 — 1292/19

Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

Notice is hereby given that under the provisions of the Act incorporating the Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapter 176, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has granted supplementary letters patent dated July 28, 1965, to "Hôpital Saint-Jean-de-Dieu", amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 15100-60 — 1289/99

Michel Hubert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Michel Hubert inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

720-64 — 1292/16

Industrial Stampings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Industrial Stampings Limited », 1^o réduisant son capital par l'annulation de 7,740 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o augmentant son capital par la création de 17,740 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

1492-42 — 1292/40

Laurierville industries limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Laurierville industries limitée », 1^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2^o augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

12207-55 — 1292/17

Lauzanne construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Lauzanne construction ltée », convertissant ses 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

10940-62 — 1292/18

Lightolier Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Modulite Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9^e jour d'avril 1954, changeant son nom en celui de « Lightolier Canada Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

10952-54 — 1292/45

Michel Hubert inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Michel Hubert inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

12667

720-64 — 1292/16

Industrial Stampings Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Industrial Stampings Limited", 1. reducing its capital by the cancellation of 7,740 preferred shares of the par value of \$10 each; 2. increasing its capital by the creation of 17,740 preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

12667-0

1492-42 — 1292/40

Laurierville industries limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurierville industries limitée", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital shares being divided into 400 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

12667-0

12207-55 — 1292/17

Lauzanne construction ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lauzanne construction ltée", converting its 250 common shares of a nominal value of \$100 each into 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

12667

10940-62 — 1292/18

Lightolier Canada Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Modulite Inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of April, 1954, changing its name to that of "Lightolier Canada Limited".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

12667-0

10952-54 — 1292/45

**Minoil Explorations Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de septembre 1965, à la compagnie « West Mattagami Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour d'octobre 1958, changeant son nom en celui de « Minoil Explorations Ltd. » (No Personal Liability).

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667 13667-58 — 1292/47

Montroy Coat Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de septembre 1965, à la compagnie « Montroy Cloak Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour de décembre 1928, changeant son nom en celui de « Montroy Coat Company Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667 2395-28 — 1292/48

Pelletier Électrique Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de septembre 1965, à la compagnie « Pelletier Électrique Itée », augmentant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0 13126-59 — 1291/80

**Normandy Chibougamau Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de septembre 1965, à la compagnie « Normandy Chibougamau Mines Limited » (No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,000,000 à \$6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667 4773-47 — 1291/40

N. Plamondon Auto Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de août 1965, à la compagnie « N. Plamondon Auto Itée », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-0 638-63 — 1291/46

**Minoil Explorations Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "West Mattagami Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 15th day of October, 1958, changing its name to that of "Minoil Explorations Ltd." (No Personal Liability).

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0 13667-58 — 1292/47

Montroy Coat Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montroy Cloak Company Limited", incorporated by letters patent dated the 22nd day of December, 1928, changing its name to that of "Montroy Coat Company Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0 2395-28 — 1292/48

Pelletier Électrique Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pelletier Électrique Itée", increasing its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 13126-59 — 1291/80

**Normandy Chibougamau Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Normandy Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from \$3,000,000 to \$6,000,000, the additional capital stock being divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0 4773-47 — 1291/40

N. Plamondon Auto Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "N. Plamondon Auto Itée", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital shares being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 638-63 — 1291/46

Polycarpe Moreau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Polycarpe Moreau inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

10584-52 — 1292/20

Produits Esto limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Produits Esto limitée », 1^o refondant ses 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune; 2^o augmentant son capital de \$200,000 à \$2,000,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 18,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o

3640-65 — 1291/81

A. Stern Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Imperial Fur Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20^e jour de décembre 1954, 1^o changeant son nom en celui de « A. Stern Corp. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

13150-54 — 1292/22

Viv Knit Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21^e jour de septembre 1965, à la compagnie « Textile Progress Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25^e jour de novembre 1963, 1^o changeant son nom en celui de « Viv Knit Corp. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667

4834-63 — 1292/23

Polycarpe Moreau inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Polycarpe Moreau inc.", increasing its capital from \$100,000 to \$150,000, the additional capital shares being divided into 250 preferred class "A" shares of \$100 each and into 250 preferred class "B" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

10584-52 — 1292/20

Produits Esto limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Produits Esto limitée", 1. converting its 15,000 common shares of \$10 each into 1,500 common shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$200,000 to \$2,000,000, the additional capital shares being divided into 18,000 common shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667

3640-65 — 1291/81

A. Stern Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Imperial Fur Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of December, 1954, 1. changing its name to that of "A. Stern Corp."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

13150-54 — 1292/22

Viv Knit Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Textile Progress Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1963, 1. changing its name to that of "Viv Knit Corp."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-o

4834-63 — 1292/23

Arrêtés en Conseil**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1303

Québec, le 5 juillet 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la création d'un service de photogrammétrie et de cartographie au ministère des terres et forêts.

Orders in Council**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1303

Quebec, July 5, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the creation of a photographic surveying and cartography service in the Department of Lands and Forests.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 1790, du 25 août 1961, a donné comme mandat au service de photogrammétrie du ministère des richesses naturelles:

« QUE le ministère des richesses naturelles assume dorénavant l'exécution de tous les travaux photogrammétriques (prise de photographie aérienne, préparation des cartes planimétriques et topographiques, et établissement des contrôles horizontaux et verticaux) pour les besoins de tous les ministères du gouvernement de la province de Québec;

QUE les ministères désirant faire effectuer de tels travaux photogrammétriques soumettent chaque année leur demande au ministère des richesses naturelles avant la préparation du budget du dit ministère. »

ATTENDU QUE dans le cadre de sa réorganisation, le ministère des terres et forêts, désireux d'utiliser les techniques les plus modernes pour remplir le rôle qui lui est confié, a fait tenir un plan d'organisation à la Commission du service civil, prévoyant la création, entre autre, d'un service de la photogrammétrie et de la cartographie. Les responsabilités de ce service ont été décrites ainsi:

« Le directeur du service est responsable de l'exécution des relevés topographiques et photogrammétriques nécessaires pour la cartographie du domaine territorial de la province. Il est également responsable de la confection et de la distribution de toutes les cartes géographiques, y compris, mais sans que cette énumération soit restrictive, des cartes de municipalités, des cartes de comtés, des cartes régionales et générales qui servent de base à la délimitation de la division territoriale. »

ATTENDU QUE la Commission du service civil a approuvé le projet d'organisation du ministère des terres et forêts, sauf en ce qui concerne le service de la photogrammétrie et de la cartographie, s'appuyant sur l'arrêté en conseil numéro 1790, qui établissait que la responsabilité de la photogrammétrie avait été confiée au ministère des richesses naturelles. Des consultations ont eu lieu entre les sous-ministres des deux ministères, afin d'en arriver à des solutions qui permettraient, d'une part, au ministère des terres et forêts de compléter son organisation de façon à remplir son rôle le plus efficacement possible et, d'autre part, d'éviter une duplication des services;

ATTENDU QUE le service de photogrammétrie du ministère des richesses naturelles est essentiellement un organisme de coordination et de planification qui répond aux autres demandes des divers ministères, et assure la surveillance de contrats exécutés à l'extérieur. Le service de photogrammétrie n'établit pas lui-même de contrôles horizontaux, même s'il doit faire la surveillance de ceux qui sont établis par les contractants. Il ne fait essentiellement que coordonner et surveiller la production d'un document (photos, cartes ou plans) répondant aux exigences du ministère qui en a fait la demande. Chaque ministère intéressé, que ce soit la voirie pour les routes, les terres et forêts pour l'inventaire forestier, ou les richesses naturelles pour l'étude des bassins hydrologiques, applique ensuite lui-même les techniques photogrammétriques à l'étude de ces documents qui lui sont soumis;

ATTENDU QU'il arrive cependant que le produit final répondant à la demande du ministère

WHEREAS Order in Council number 1790, dated August 25, 1961, gave the photographic surveying service of the Department of Natural Resources, as a mandate:

"That the Department of Natural Resources assume, henceforth, the execution of all works of photographic surveying (air photography shots, preparation of planimetric and topographical maps, and the establishment of horizontal and vertical inspections) for the needs of all departments of the Quebec Provincial Government;

That the departments wishing to carry out such photographic surveying works submit their request each year to the Department of Natural Resources before the budget of the said department has been prepared."

WHEREAS within the framework of its reorganization, the Department of Lands and Forest, wishing to use the most modern techniques to fill the role entrusted to it, presented the Civil Service Commission with a plan of organization, providing for the creation, among other things, of a photographic surveying and cartography service. The responsibilities of this service have been described thus:

"The Director of the service is responsible for the carrying out of topographical and photographic surveys necessary for the mapping of the territorial domain of the Province. He is also responsible for the making and distribution of all geographical maps, including, but without letting this detail become restrictive, maps of municipalities and counties, regional and general maps which serve as a basis for the outlining of territorial divisions."

WHEREAS the Civil Service Commission has approved the organization plan of the Department of Lands and Forest, save in that which concerns the photographic surveying and map-making service, basing themselves upon Order in Council number 1790, which established that the responsibility of photographic surveying had been entrusted to the Department of Natural Resources. Consultations took place between the deputy ministers of the two Departments, in order to arrive at solutions which on the one part would permit the Department of Lands and Forest to complete its organization in such a way as to fill its roll as efficiently as possible, and, on the other part, to avoid a duplication of services;

WHEREAS the photographic surveying service of the Department of Natural Resources is essentially an organization of coordination and planning which answers the demands of various departments, and insures the supervision of contracts executed on the outside. The photographic surveying service does not establish horizontal inspections itself, even if it must oversee those established by contracting parties. Essentially, it only coordinates and supervises the production of a document (photos, maps or plans) fulfilling the requirements of the Department which made the request. Each interested Department, whether it be Roads for highways, Lands and Forests for taking inventory in the forest, or Natural Resources for the study of hydrological tanks, then applies, itself, the photographic surveying techniques to the study of these documents submitted to it;

WHEREAS it happens, however, that the final product answering to the demand of the Depart-

concerné est une carte détaillée. Le service de photogrammétrie du ministère des richesses naturelles se trouve donc à remplir en partie le rôle de cartographe général du gouvernement qui a été proprement dévolu au ministère des terres et forêts;

ATTENDU QUE d'ailleurs, lors de sa création, ce service a été établi aux richesses naturelles parce que ce ministère était alors le principal client (relevés hydrologiques) et qu'il était lié par contrat à long terme avec une compagnie de photogrammétrie pour l'exécution de ses travaux;

ATTENDU QUE d'autre part, il est évident que le ministère des terres et forêts ne peut songer à se réorganiser sur une base moderne sans faire une très large part aux techniques photogrammétriques, pour fins de cartographie, d'inventaire forestier ou d'établissement de réseaux géodésiques;

ATTENDU QUE le ministre de la voirie soumet que ce service ne devrait pas s'appliquer au ministère de la voirie en ce qui concerne les appropriations budgétaires, les devis et spécifications, les négociations avec l'entreprise choisie par le ministre de la voirie ainsi que l'adjudication des contrats, mais que son ministère devrait cependant avoir accès à la photothèque et à la cartothèque du service et devrait pouvoir compter sur les conseils que pourraient lui donner les experts de ce service.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des richesses naturelles, du ministre des terres et forêts et du ministre de la voirie:

QUE le ministre des terres et forêts soit autorisé à organiser dans son ministère le service de photogrammétrie et de cartographie;

QU'à ces fins et à compter du 1er août 1965, le service de photogrammétrie du ministère des richesses naturelles soit transféré du contrôle du ministre des richesses naturelles à celui du ministre des terres et forêts, y compris le personnel et l'équipement de ce service ainsi que le budget qui s'y rapporte;

QUE le ministre des terres et forêts assure dorénavant l'exécution de tous les travaux photogrammétriques (prise de photographie aérienne, préparation des cartes planimétriques et topographiques et établissement des contrôles horizontaux et verticaux) pour les besoins de tous les ministères du gouvernement;

QUE les ministères désirant faire effectuer de tels travaux photogrammétriques soumettent chaque année leur demande au ministre des terres et forêts avant la préparation du budget dudit ministère;

QUE, nonobstant les deux alinéas précédents, le ministère de la voirie ne soit pas soumis aux prescriptions prévues dans ces deux alinéas en ce qui a trait aux appropriations budgétaires, aux devis et spécifications aux négociations avec l'entreprise choisie par le ministre de la voirie, ainsi qu'à l'adjudication des contrats, tout en ayant cependant le privilège de consulter la photothèque et la cartothèque du service et d'obtenir les conseils appropriés des experts de ce service.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

12703-0

ment concerned is a detailed map. The photographic surveying service of the Department of Natural Resources must then fulfill in part the roll of general Government cartographer which was, appropriately, given to the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, furthermore, when it was created, this service was established in Natural Resources because the Department was then the main client (hydrological surveys) and that it was linked by long-term contract with a photographic surveying company for the carrying out of these works;

WHEREAS, on the other hand, it is evident that the Department of Lands and Forest cannot think of reorganizing itself on a modern basis without making photographic surveying techniques a very large part thereof, for purposes of map-making, forest inventory or establishment of geodetic systems;

WHEREAS the Minister of Roads submits that this service should not be applied to the Department of Roads in that which concerns budgetary appropriations, plans and specifications, negotiations with the enterprise chosen by the Minister of Roads as well as the granting of contracts, but that his Department should, however, have access to the photo and map archives of the service and should be able to count upon the advice which the experts in this service could give it.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources, the Minister of Lands and Forests and the Minister of Roads:

THAT the Minister of Lands and Forests be authorized to organize in photographic surveying and cartography service in his Department;

THAT, for these purposes and from and after August 1, 1965, the photographic surveying service of the Department of Natural Resources be transferred from the supervision of the Minister of Natural Resources to that of the Minister of Lands and Forests, including the personnel and the equipment belonging to this service as well as the budget pertaining thereto;

THAT the Minister of Lands and Forests assume, henceforth, the execution of all works of photographic surveying (air photography shots, preparation of planimetric and topographical maps and establishment of horizontal and vertical inspections) for the needs of all the departments of the Government;

THAT the Departments wishing to carry out such photographic surveying works submit their request each year to the Minister of Lands and Forest before the budget of the said department has been prepared;

THAT, notwithstanding the two preceding paragraphs, the Department of Roads not be submitted to the regulations mentioned in said two paragraphs in that which concerns budgetary appropriations plans and specifications, negotiations with the enterprise chosen by the Minister of Roads, as well as the granting of contracts, while having, however, the privilege of consulting the photo and map archives of the service, and of obtaining appropriate advice from the experts in this service.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

12703

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1897

Québec, le 23 septembre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines modifications au tarif des honoraires des notaires de la province de Québec.

ATTENDU qu'il a lieu d'amender quelques clauses du tarif des honoraires des notaires de la province de Québec, actuellement en vigueur depuis le 19 mai 1957;

ATTENDU QUE la Chambre des notaires a approuvé les modifications audit tarif à la cinquième séance de la troisième session du XXXII^e triennat de la Chambre des notaires tenue à Montréal le 17 juin 1965;

ATTENDU QUE lesdites modifications sont faites en conformité de l'article 23 de la Loi du notariat (1-2 Elizabeth II, chapitre 54).

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Procureur général:

Que les modifications au tarif des notaires de la province de Québec approuvées par la Chambre des notaires le 17 juin 1965 et dont copie certifiée du texte est annexée aux présentes, soient approuvées, et qu'à l'instance de la Chambre des notaires ledit tarif, tel que modifié, soit publié dans les versions françaises et anglaises dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec* et qu'il entre en vigueur quinze jours après la dernière publication dans ladite *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1897

Quebec, September 23, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain amendments to the tariff of fees of the notaries of the Province of Québec.

WHEREAS it is expedient to amend certain clauses of the tariff fees of the notaries of the Province of Québec, actually in force since May 19, 1957;

WHEREAS the Board of Notaries has approved the amendments to the said tariff at the fifth sitting of the third session of the XXXIInd triennial of the Board of Notaries held at Montreal on June 17, 1965;

WHEREAS the said amendments were made in conformity with section 23 of the Notarial Act (1-2 Elizabeth II, chapter 54).

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Attorney General:

THAT the amendments to the tariff of the notaries of the Province of Québec approved by the Board of Notaries on June 17, 1965 and of which a certified copy of the text is annexed to the presents, be approved, and upon the request of the Board of Notaries the said tariff, such as amended, be published in the French and English versions in two consecutive numbers of the *Quebec Official Gazette* and that it come into force fifteen days after the last publication in the said *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

La Chambre des notaires de la province de Québec, du procès-verbal de la cinquième séance de la troisième session du XXXII^e triennat de la Chambre des Notaires tenue à Montréal le 17 juin 1965,

il est extrait ce qui suit:

Amendements au Tarif des Honoraires des Notaires.

Il est proposé par Me Paul Villeneuve, secondé par Me Yves Deland:

Que le Conseil de la Chambre des Notaires fasse les recommandations voulues pour que le tarif en vigueur soit modifié comme il suit:

A) En ajoutant, après le paragraphe 4^o du chapitre 1, section 1, les paragraphes suivants:

« 5^o Au dessus de \$1,000,000 jusqu'à \$5,000,000 un honoraire additionnel de \$1.00 par \$1,000.

6^o Au dessus de \$5,000,000, un honoraire additionnel de \$0.50 par \$1,000. »

Le paragraphe 5^o actuel devenant le paragraphe 7^o.

B) En remplaçant au chapitre 11, sous le titre « Examen des titres », les quatre premières lignes par ce qui suit:

« Lors de toute convention, l'honoraire d'examen de titres sera le même que celui fixé au chapitre 1, section 1, basé sur la considération. »

Et à la sixième ligne du même chapitre, sous le même titre, en fixant à \$15.00 l'heure au lieu de \$10.00 par chaque heure à la préparation du rapport.

Board of Notaries of the Province of Québec, from the official report of the fifth sitting of the third session of the XXXIInd triennial of the Board of Notaries held at Montreal on June 17, 1965,

the following is extracted:

Amendments to the tariff of fees of Notaries.

It is proposed by Me Paul Villeneuve, seconded by Me Yves Deland:

That the Council of the Board of Notaries made the wanted recommendations so that the tariff in force be amended as follows:

(A) By adding, after paragraph 4 of Chapter 1, section 1, the following paragraphs:

« 5. Over \$1,000,000 right to \$5,000,000, an additional fee of \$1.00 per \$1,000.

6. Over \$5,000,000, an additional fee of \$0.50 per \$1,000. »

Actual paragraph 5, becoming paragraph 7.

(B) By replacing in Chapter 11, under the title "Examination of titles", the four first lines by the following:

« During every convention, the fee of examination of titles will be the same as that fixed in Chapter 1, section 1, based upon the consideration. »

And in the sixth line of the same chapter, under the same title, by fixing from \$15.00 an hour instead of \$10.00 every hour for the preparation of the report.

C) Au chapitre 11, sous le titre « Honoraires supplémentaires », en remplaçant les deux premières lignes par les suivantes:

« Pour chaque chaîne de titres supplémentaire en sus de la première: un honoraire égal à la moitié de l'honoraire de la première. »

D) En fixant à \$15.00 l'heure l'honoraire horaire, partout où le tarif horaire est déjà prévu au tarif.

Copie certifiée conforme.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
12704-45-2-0 JEAN-BERNARD COUPAL.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2077

Québec, le 19 octobre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la chasse au caribou.

ATTENDU QU'EN VERTU du paragraphe 4^o de l'article 65 de la Loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour permettre ou prohiber la chasse de certains animaux sauvages pendant les périodes qu'il détermine.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les résidents de la partie du comté de Duplessis, située à l'est de la rivière Sheldrake, puissent y chasser le caribou du 15 décembre au 15 février 1966 ces deux dates comprises;

QU'il soit permis de tuer deux caribous par famille;

QU'il soit exigé que les personnes qui abattent un caribou fassent rapport à un garde-classe;

QUE la publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
12705-0 JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2141

Québec, le 27 octobre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension d'une convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la ville de Magog et un rayon de huit (8) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

« L'Association du Détail et des Services de Magog Inc. (Section Alimentation).

d'une part, et

« District 50, United Mine Workers of America », section locale 15322 (Association des Employés du Commerce de Magog, Section Alimentation),

d'autre part,

(C) Chapter 11, under the title "Supplementary Fees", by replacing the two first lines by the following:

"For every chain of supplementary titles in addition to the first: a fee equal to half of the fee of the first."

(D) By fixing to \$15.00 an hour the hourly fee, everywhere where the hourly fee is already foreseen in the tariff.

Certified true copy.

JEAN-BERNARD COUPAL,
12704-45-2 Secretary of the Board of Notaries.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2077

Quebec, October 19, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING: the hunting of caribou.

WHEREAS under paragraph 4. of section 65 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council can make regulations to permit or prohibit the hunting of certain wild animals during the periods he may determine.

IT IS ORDAINED consequently, on the proposition of the Minister of Tourism, Fish and Game.

THAT the residents of the part of the county of Duplessis, situated to the east of the Sheldrake River, may hunt caribou from December 15, 1965 to February 15, 1966 both dates included;

THAT permission be given to kill two caribou by family;

THAT the persons who kill a caribou be obliged to make a report to a gamewarden;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
12705 Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2141

Quebec, October 27, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the legal extension of a collective labour agreement respecting the Retail Food Trade in the town of Magog and an eight-mile radius from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association du Détail et des Services de Magog Inc. (Section Alimentation).

And

The International Union of District 50, United Mine Workers of America, local 15322 (*Association des Employés du Commerce de Magog, Section Alimentation*),

pour les employeurs, les artisans et les salariés du commerce et des occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 août 1965;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le commerce et les occupations visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 août 1965.

SECTION I
Définitions

1.01. Aux fins du présent décret les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur*: Le mot « employeur » désigne toute personne, association ou corporation qui, conformément aux paragraphes « f » et « g » de l'article I de la Loi de la convention collective, tient ou exploite un ou des établissements commerciaux ou entreprises particulières où l'on fait au détail, gros et détail, l'un des commerces assujettis au présent décret, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tout autre commerce ou occupation.

b) *Employé*: Le mot « employé » désigne toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui, conformément au paragraphe « j » de l'article I de la Loi de la convention collective, travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe « a » du présent article.

c) *Employé permanent*: Le terme « employé permanent » désigne tout employé qui fait la semaine normale de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé surnuméraire*: Le terme « employé surnuméraire » désigne tout employé qui est embauché en plus du personnel permanent, d'une façon intermittente, durant la semaine normale de travail.

e) *Commissionnaire*: Le mot « commissionnaire » désigne tout employé dont la tâche principale consiste à livrer la marchandise, soit à pied, soit à bicyclette.

f) *Caissier ou caissière*: Le mot « caissier » ou « caissière » désigne tout employé qui perçoit l'argent provenant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

g) *Commis*: Le mot « commis » désigne tout employé préposé à la perception, à la réception, à l'étalage, à l'étiquetage, au déballage ou à l'emballage, à l'entreposage, à la vente et à l'expédition des marchandises, au débitage, à la préparation et à la vente des viandes.

h) *Employé de bureau*: Le terme « employé de bureau » désigne tout employé qui, faisant le

for the employers, artisans and employees of the trade and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of August 28, 1965;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant importance and significance for the laying down of employment conditions in the trade and occupations concerned as well as in the territorial jurisdiction outlined in the said petition;

WHEREAS the stipulations of the Act concerning the publication of notices were duly observed;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with however, the following new provisions replacing the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of August 28, 1965.

DIVISION I
Définitions

1.01. For the purposes of this decree, the meaning of the following words and terms is given below:

(a) *Employer*: The word "employer" designates any person, association or corporation who, pursuant to subsections "f" and "g" of section I of the Collective Agreement Act, keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns in which any one of the trades governed by the decree is carried out on a retail basis or on a wholesale and retail basis, whether such trade constitutes the main trade or an accessory to any other trade or occupation.

(b) *Employee*: The word "employee" designates any employee of either sex who, pursuant to subsection "j" of section I of the Collective Agreement Act, works for an employer as defined in subsection "a" of the present section.

(c) *Regular employee*: The words "regular employee" designates any employee who works the regular working week of the establishment where he is employed.

(d) *Occasional employee*: The term "occasional employee" designates any employee who is hired intermittently, in addition to the regular staff, in the course of the standard work week.

(e) *Messenger*: The word "messenger" designates any employee whose main occupation consists of delivering goods either on foot or with a bicycle.

(f) *Cashier (male or female)*: The word "cashier" designates any male or female employee who collects money from sales and performs any other work usually done by a cashier (male or female).

(g) *Clerk*: The word "clerk" designates any employee who does the collecting, receiving, labelling, displaying, storing, selling, packing, unpacking and selling of goods, including the cutting, preparing and selling of meat.

(h) *Office employee*: The term "office employee" designates any employee who does clerical work,

travail d'écritures au bureau, la correspondance, la tenue des livres, etc., n'est pas autrement désigné dans le présent décret.

i) *Livreur*: Le mot « livreur » désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile qu'on lui confie, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur, dans ses moments libres, doit accomplir les tâches qui lui sont assignées par la direction.

j) *Aide-livreur*: Le terme « aide-livreur » désigne tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises. L'aide-livreur, dans ses moments libres, doit aider dans l'établissement.

k) *Apprenti*: Le mot « apprenti » désigne toute personne qui n'a aucune expérience comme employé de magasin dans le commerce de détail.

l) *Artisan*: Le mot « artisan » désigne toute personne qui exploite ou opère elle-même, seule ou en société, avec une ou plusieurs autres personnes, pour son ou leur propre bénéfice, un des commerces définis à l'article I.

SECTION II

Champ d'application

2.01. *Champ d'application commercial*: Le présent décret s'applique à toute personne, société, association ou corporation qui exploite un commerce d'alimentation au détail ou un commerce d'alimentation au gros et au détail. Cette expression comprend, les épiceriers, les boucheries, les épiceriers-boucheries, les restaurants-épiceriers, les restaurants-épiceriers-boucheries, les magasins de biscuits, les magasins de biscuits et de fruits et légumes, les épiceriers où l'on vend des fruits et légumes, dans les limites du champ d'application territorial ci-après désigné.

2.02. *Champ d'application territorial*: Le présent décret s'applique à la ville de Magog et à tout le territoire compris dans un rayon de huit (8) milles de ses limites.

SECTION III

Durée du travail et horaire

3.01. La semaine normale de travail est de cinq (5) jours et de quarante-six heures et demie (46½) pour les employés masculins et de quarante-quatre (44) heures pour les employés féminins.

3.02. Cependant, pendant les mois de juillet et août, la semaine normale de travail est de cinq jours et demi (5½) et de quarante-huit (48) heures pour tous les employés.

3.03. L'horaire, lorsque la semaine de travail est de cinq (5) jours, est le suivant:

Les mardis, mercredis et jeudis: personnel masculin, de 8 h du matin à 6 h du soir; personnel féminin, de 8 h 30 du matin à 6 h du soir.

Le vendredi: personnel masculin, de 8 h du matin à 9 h du soir; personnel féminin, de 8 h 30 du matin à 9 h du soir.

Le samedi: personnel masculin, de 8 h du matin à 5 h 30 de l'après-midi; personnel féminin, de 8 h 30 du matin à 5 h 30 de l'après-midi.

3.04. L'horaire, pendant les mois de juillet et août, est le même que celui qui est indiqué à l'article 3.03. Cependant, le lundi, le travail commencera à midi et se terminera à 6 h du soir.

3.05. a) Lorsqu'il y a un jour férié chômé dans une semaine, le travail commence le lundi à 8 h

including correspondence, book-keeping, etc., and is not otherwise designated in this decree.

(i) *Deliveryman*: The term "deliveryman" designates any employee who, with an animal-drawn or motorized vehicle entrusted to his care, does the delivery and transport of goods to any place designated by the employer. The deliveryman, in his spare time, shall perform any work assigned by the management.

(j) *Deliveryman's helper*: The term "deliveryman's helper" designates any employee who helps the deliveryman in the delivery and transport of goods. In his spare time, such helper shall help in the establishment.

(k) *Apprentice*: The word "apprentice" designates any employee who has no experience as a retail store employee.

(l) *Artisan*: The word "artisan" designates any person who keeps or operates alone or in partnership with one or more persons, for his or their benefit, one of the concerns defined in section I.

DIVISION II

Jurisdiction

2.01. *Commercial jurisdiction*: This decree covers any person, company, association or corporation operating a retail or wholesale trade. This expression includes: groceries, butcher shops, grocer-butcher shops, restaurant-groceries, restaurant-grocery-butcher shops, biscuit shops, biscuit, fruit and vegetable shops and groceries where fruits and vegetables are sold, within the territorial limits hereafter described.

2.02. *Territorial jurisdiction*: This decree applies to the town of Magog and to all the territory located within an eight-mile radius from its limits.

DIVISION III

Hours of work and schedule

3.01. The standard 46½-hour week for male employees and the standard 44-hour week for female employees is divided into five (5) working days.

3.02. However, during July and August, the standard 48-hour week is divided into five and one half (5½) days for all employees.

3.03. The 5-day week is scheduled as follows:

Tuesdays, Wednesdays and Thursdays: male employees: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.; female employees: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Fridays: male employees: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.; female employees: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: male employees: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.; female employees: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.

3.04. During July and August, the scheduling of working hours shall be as detailed in section 3.03. However, on Monday, work shall begin at noon and end at 6:00 p.m.

3.05. (a) Whenever a holiday occurs during the week, work will begin at 8:00 or 8:30 a.m.,

ou 8 h 30 du matin selon le cas, et se termine à 6 h du soir.

b) Le Jeudi-Saint, le travail se termine à 6 h du soir.

3.06. Le lundi, l'employeur a le droit d'affecter un maximum de trois (3) salariés à la réception et à la manutention de la marchandise. Les susdits salariés prendront leur jour de congé un autre jour de la même semaine. Aucun travail à la vente ne doit se faire, par un salarié, ce jour.

3.07. Tout travail exécuté après les heures normales, sauf les vingt (20) minutes que peuvent nécessiter le service à la clientèle et la mise en ordre du magasin, entraîne une majoration de salaire de 50%.

3.08. L'employeur doit accorder chaque jour aux employés une (1) heure pour le repas du midi et aussi une (1) heure pour le repas du soir, les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

Dans le cas d'urgence où les employés doivent travailler pendant la période normale des repas, l'employeur doit leur allouer une période compensatoire de même durée aussitôt que possible, et à tout événement, au plus tard une (1) heure après la période normale des repas.

3.09. Dans les épicerie, les boucheries ou épicerie-boucheries, les restaurants-épicerie, les restaurants-épicerie-boucheries, les magasins de biscuits, les magasins de fruits et légumes, les épicerie où l'on vend des fruits et légumes, durant la période de Noël, le travail peut se continuer jusqu'à 9 h du soir les deux jours ouvrables précédant la veille de Noël.

as the case may be, and end at 6:00 p.m.

(b) On Holy Thursday, work ends at 6:00 p.m.

3.06. On Monday, the employer shall assign at least three (3) employees to receive and handle merchandise. Such employees shall have another day of the same week off. No employee may do sales work on such a day.

3.07. Except for the twenty (20) minutes required to wait on customers and to tidy up the store, all time worked over and above the standard working hours shall be paid at time and a half.

3.08. Employers shall daily grant employees one (1) hour off for the noon meal. Whenever employees work evenings, they shall have one (1) hour off for the evening meal.

If, in emergencies employees must work through their regular meal period, employers shall allow an equal compensating period as soon as possible, or at any rate, no later than one (1) hour after the regular meal period.

3.09. During the Christmas season, work may be continued until 9:00 p.m. on the two working days before Christmas Eve in: groceries; butcher shops or grocery-butcher shops; restaurant-groceries; restaurant-grocery butcher shops; biscuit shops; biscuit, fruit and vegetable shops and groceries where fruits and vegetables are sold.

SECTION IV

Taux de salaires minimaux

4.01. a) Épicerie, boucheries, épicerie-boucheries, restaurants-épicerie, restaurants-épicerie-boucheries, magasins de biscuits, magasins de biscuits et de fruits et légumes, épicerie où l'on vend des fruits et légumes:

Classification:	Par semaine
Commis à la boucherie et acheteur	\$ 60.00
Commis à la boucherie:	
Compagnon	50.00
Apprenti:	
À l'embauchage	31.00
Après six (6) mois	35.00
Après douze (12) mois	40.00
Après dix-huit (18) mois	45.00
Commis à l'épicerie:	
À l'embauchage	31.00
Après six (6) mois	35.00
Après douze (12) mois	40.00
Après dix-huit (18) mois	45.00
Commis à l'épicerie, premier commis ou chef-commis	50.00
Livreur avec voiture ou camion:	
À l'embauchage	40.00
Après six (6) mois	45.00
Après douze (12) mois	50.00
Caissière:	
À l'embauchage	31.00
Après six (6) mois	35.00
Après douze (12) mois	37.50
Caissière d'expérience	40.00
Commissionnaire au-dessus de 16 ans	31.00
Employé surnuméraire	0.80

b) Tout salarié de seize (16) ans ou moins qui travaille moins de trente (30) heures par semaine

DIVISION IV

Minimum wage rates

4.01. (a) Groceries, butcher shops, grocery-butcher shops, restaurant-groceries, restaurant-grocery-butcher shops, biscuit shops, biscuit, fruit and vegetable shops, groceries where fruits and vegetables are sold:

Classification:	Per week
Butcher shop clerk and buyer	\$60.00
Butcher shop clerk:	
Journeyman	50.00
Apprentice:	
Starting rate	31.00
After six (6) months	35.00
After twelve (12) months	40.00
After eighteen (18) months	45.00
Grocery clerk:	
Starting rate	31.00
After six (6) months	35.00
After twelve (12) months	40.00
After eighteen (18) months	45.00
Grocery clerk, head clerk or chief clerk	50.00
Deliveryman with vehicle or truck:	
Starting rate	40.00
After six (6) months	45.00
After twelve (12) months	50.00
Cashier (female):	
Starting rate	31.00
After six (6) months	35.00
After twelve (12) months	37.50
Experienced cashier (female)	40.00
Messenger, over 16	31.00
Occasional employee	\$0.80

(b) Every employee sixteen (16) years and under who works less than a 30-hour week is considered

est considéré comme employé surnuméraire et doit être rémunéré au taux de quatre-vingts cents (\$0.80) l'heure.

(c) Aux fins d'application du présent décret, un mois d'expérience signifie vingt-deux (22) jours de travail.

(d) La paye doit se faire le vendredi de chaque semaine en espèces. Si le vendredi est un jour férié chômé, la paye doit se faire la veille.

4.02. L'employeur doit remettre au salarié, au moment du paiement du salaire, un bulletin de paye qui comporte les mentions suivantes:

le nom de l'employeur;
 les nom et prénom du salarié;
 la matricule du salarié;
 la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
 le nombre d'heures normales;
 le nombre d'heures majorées de 50%;
 le nombre d'heures majorées de 100%;
 le taux horaire de salaire;
 le montant du salaire brut;
 la nature et le montant des retenues faites;
 le montant du salaire net.

SECTION V

Congés annuels payés

5.01. *Période de référence:* La période pendant laquelle un employé acquiert progressivement le droit au congé intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

5.02. *Appréciation du droit au congé et indemnité de congé payé:* L'employé qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu chez un employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours ($\frac{1}{2}$) qu'il a de mois civils de service continu. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale de l'employé pendant la période de référence.

5.03. L'employé qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un an de service continu chez un employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'une semaine. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale de l'employé pendant la période de référence.

5.04. L'employé qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de cinq ans de service continu chez un employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre (4%) pour cent de la rémunération globale de l'employé pendant la période de référence.

5.05. Les employés choisissent la date de leur congé annuel par ordre d'ancienneté. Cependant, la date de la deuxième semaine de congé est fixée par entente entre l'employeur et l'intéressé.

5.06. L'employeur doit informer par écrit l'employé de la période de congé au moins quinze (15) jours à l'avance.

5.07. *Congé obligatoire:* Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatoire le congé prescrit par le présent décret.

5.08. *Indemnité compensatoire de congés payés:* Lorsque le contrat de travail est résilié avant que l'employé ait pu bénéficier de la totalité du congé annuel auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatoire déter-

as an occasional employee and shall be paid eighty cents (80¢) an hour.

(c) For the purpose of enforcing this decree, one month's experience equals twenty-two (22) working days.

(d) Wages shall be paid every Friday and in cash. Should Friday be a non-working day, payday shall take place on the previous day.

4.02. When payment of wages is made, employers shall supply the employee with an earnings statement containing the following particulars:

employer's name;
 employee's name in full;
 employe number;
 payment date and corresponding work period;
 number of regular hours;
 number of hours at time and a half;
 number of hours at double time;
 hourly wage rate;
 gross amount of wages;
 type and amount of deductions made;
 net take-home pay.

DIVISION V

Annual vacation with pay

5.01. *Qualifying period:* The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire vacation runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year. It is called the qualifying period.

5.02. *Vacation entitlement basis and vacation pay:* Every employee who, on May 1st of the current year, has less than one year's continuous service with an employer shall be granted a vacation of one half-day for each calendar month of continuous service. Vacation pay equals two percent (2%) of the employee's total earnings during the qualifying period.

5.03. Every employee who, on May 1st of the current year, has one year's continuous service with an employer shall be granted one week's vacation. Vacation pay equals two percent (2%) of the employee's total earnings during the qualifying period.

5.04. Every employee who, on May 1st of the current year, has five years' continuous service with an employer shall be granted two weeks' vacation. Vacation pay equals four percent (4%) of the employees' total earnings during the qualifying period.

5.05. Employees chose their vacation date according to seniority. However the date of the second week's vacation is set after agreement between employer and employee.

5.06. Employers shall advise employees in writing, at least fifteen (15) days in advance, of their vacation date.

5.07. *Compulsory vacation:* No employer may substitute the vacation stipulated in this decree by a monetary compensation.

5.08. *Compensation for vacation with pay:* Whenever a work contract is cancelled before the employee has been able to take advantage of the annual vacation to which he was entitled, he shall receive, for the unused vacation portion, a monetary compensation based on the provisions

minée d'après les dispositions des paragraphes 5.02 à 5.04 inclusivement relatifs à l'indemnité de congés payés.

5.09. Les dimanches et les jours fériés chômés et payés énumérés au paragraphe 6.01 ne sont pas considérés comme des jours de congés payés.

5.10. L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congés à laquelle il a droit, avant son départ en vacances.

of sections 5.02 to 5.04 inclusively which deal with vacation pay.

5.09. Sundays and paid holidays are not considered as part of the vacation with pay.

5.10. Employers shall give employees their due vacation pay before they leave on vacation.

SECTION VI

Jours fériés

6.01. Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: Le premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-saint, la Saint Jean-Baptiste, la Confédération, Noël et le 26 décembre.

6.02. Dans tous les cas où un jour de fête et un lundi chômé aurait comme conséquence la fermeture des établissements une troisième journée consécutive, le lundi est un jour de travail ordinaire.

Toutefois, le 26 décembre et le 2 janvier ne sont pas chômés dans les cas où ceci aurait comme conséquence la fermeture des magasins une troisième journée consécutive.

6.03. Pour bénéficier d'un jour férié, chômé et payé, l'employé doit avoir travaillé le jour ouvrable qui précède ou qui suit immédiatement ledit jour, à moins d'avoir un motif valable d'absence.

6.04. Les jours de fêtes suivants, soit l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée-Conception, les magasins seront ouverts de midi à 6h du soir. Cependant, si un de ces jours de fêtes tombe un vendredi, les magasins demeureront ouverts jusqu'à 9 h du soir.

DIVISION VI

Holidays

6.01. Holidays with pay are as follows: New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Good Friday, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Christmas Day and December 26th.

6.02. When a holiday followed by a non-working Monday would entail closing an establishment for a third consecutive day, Monday is then a working day.

However, December 26th and January 2nd are working days, should their observance entail closing stores for a third consecutive day.

6.03. To be entitled to a holiday with pay, an employee must have worked the working day immediately preceding and following such holiday, unless his absence is justifiable.

6.04. On Ascension Day, All Saints' Day and Immaculate Conception Day, stores are open from noon to 6:00 p.m. Should one of these holidays fall on a Friday, stores remain open until 9:00 p.m.

SECTION VII

Uniformes

7.01. Si l'employeur exige le port d'un uniforme, de tabliers ou autres vêtements spéciaux, il doit en assumer le coût de location et l'entretien.

DIVISION VII

Uniforms

7.01. Should an employer request that a uniform, apron or other special dress be worn, he shall bear the cost of rental and maintenance.

SECTION VIII

Apprentissage

8.01. À compter de la date de la mise en vigueur du décret, le nom de tout apprenti ou employé surnuméraire doit être inscrit dans le registre tenu par le Comité Paritaire.

8.02. Ledit registre doit mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti ou de l'employé surnuméraire. Il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de la formation de l'apprenti et de l'employé surnuméraire, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs.

8.03. Le Comité paritaire doit fournir à chaque apprenti et aux employés surnuméraires, un livre dit « Livret d'Apprentissage » qui doit indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs doivent indiquer sous leur signature, les dates de commencement et de cessation de service de l'apprenti ou de l'employé surnuméraire.

DIVISION VIII

Apprenticeship

8.01. As of the effective date of this decree, the name of every apprentice or occasional employee shall be entered in the register kept by the Parity Committee.

8.02. Said register shall indicate the name in full, age and address of the apprentice or occasional employee. It shall also give the date of coming into apprenticeship as well as the proof of continuity of training of the apprentice or occasional employee; the name and address of the first employer and of all subsequent employers.

8.03. The Parity Committee shall give every apprentice or occasional employee a book called "Apprenticeship booklet" which shall mention the periods of work spent with each employer. Employers shall make a duly signed statement of the dates of entering and quitting employment of the apprentice or occasional employee.

SECTION IX

Expérience

9.01. L'employeur doit reconnaître l'expérience acquise et le temps d'apprentissage qu'un employé a faits précédemment dans un établissement. L'employé doit bénéficier des avantages que lui confèrent son temps d'apprentissage ou ses années d'expérience dans la même spécialité, pourvu qu'il fournisse un certificat de classification ou une déclaration faite sous serment attestant la durée de son apprentissage ou de ses services chez tel ou tel employeur.

SECTION X

Privilèges ou avantages

10.01. Aucune des dispositions du présent décret ne peut être interprétée de façon à faire perdre aux employés des privilèges ou avantages auxquels ils ont droit présentement, même s'ils ne sont pas stipulés dans le présent décret.

SECTION XI

Administration

11.01. Le Comité paritaire de l'Alimentation en Détail de Sherbrooke, ayant agréé la requête des parties contractantes à la convention collective, est chargé de surveiller et d'assurer l'observance du présent décret.

SECTION XII

Durée du décret

12.01. Le présent décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeurera en vigueur jusqu'au 1er juillet 1967. Il se renouvellera automatiquement, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de l'année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

12710-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2142

Québec, le 27 octobre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension juridique d'une convention collective de travail relative aux salariés de garages dans la région de Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Marchands d'Automobiles de la Mauricie;

L'Association des Garagistes de la région de Trois-Rivières;
d'une part, et

DIVISION IX

Experience

9.01. Employers shall recognize the experience gained and apprenticeship time served by an employee in a previous establishment. Employees shall benefit by all the advantages provided by their apprenticeship time or years of experience in the same line, provided that they can produce a classification certificate or sworn statement as to the length of apprenticeship or service with each employer.

DIVISION X

Privileges or advantages

10.01. No provision of this decree may be interpreted as cancelling privileges or advantages not mentioned herein but to which employees are now entitled.

DIVISION XI

Administration

11.01. The supervision and observance of this decree is entrusted to the Joint Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke who has accepted the petition of the contracting parties to the collective agreement.

DIVISION XII

Term of the decree

12.01. This decree shall come into force on the date it is published in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until July 1, 1967. It automatically renews itself unless one of the contracting parties gives the other a written notice, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before the expiry date of the original term or of the subsequent year, that it intends to terminate same. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

12710-0

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2142

Québec, October 27, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the legal extension of a collective labour agreement respecting Garage Employees in the Trois-Rivières region.

WHEREAS, in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association des Marchands d'Automobiles de la Mauricie,

L'Association des Garagistes de la Région de Trois-Rivières,

and

La Fraternité Canadienne des Cheminots, Employés des Transports et autres Ouvriers, Section locale 298;

d'autre part,

pour les employeurs, les artisans et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1965;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1965.

Article 1. Définitions: Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ici donnée:

1.01. Le terme « accessoires de véhicules à moteur » comprend les silencieux, les amortisseurs, les courroies, les accumulateurs, les boyaux, les thermostats, les vis platinées, les bougies, les essuie-glaces, les phares, les filtres, les garnitures de freins et toutes autres pièces qui peuvent être ajoutées ou enlevées sans nuire au fonctionnement normal des véhicules à moteur.

1.02. Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend un des métiers régis par le présent décret.

1.03. Le mot « artisan » désigne toute personne qui exécute un travail régi par le présent décret pour son propre compte et dans un but lucratif, seule, en équipe ou en société, soit à forfait, soit par convention verbale, écrite ou autrement. Tout employeur ou employeur professionnel est également considéré comme artisan, lorsqu'il exécute pareil travail.

On doit considérer comme « artisan », aux fins du présent décret, toute personne physique ou morale, société ou corporation qui, pour son propre compte, répare un ou plusieurs véhicules à moteur, fait du travail de carrosserie, fait le réglage des moteurs ou exécute tout autre travail régi par le présent décret sur le ou lesdits véhicules dans un but de vente ou de spéculation. Toute personne qui entreprend dans une même année, la réparation de plus d'un véhicule à moteur dans un but de vente ou de spéculation, est réputée réparer des véhicules à moteur.

Pour avoir le droit d'exploiter un garage ou un atelier de réparation, tout artisan doit être lui-même au moins un compagnon de classe « B » ou doit avoir à son emploi au moins un compagnon de classe « B » ou « A ».

1.04. Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en état, répare, règle ou travaille les moteurs, les boîtes de vitesse et diverses autres pièces de véhicules à moteur.

1.05. Le terme « commis au comptoir » désigne tout salarié qui, dans un poste de vente d'access-

La Fraternité Canadienne des Cheminots, Employés des Transports et autres Ouvriers, local 298,

for the employers, artisans and employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of July 10, 1965;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant importance and significance for the laying down of employment conditions in the industry and trades concerned as well as in the territorial jurisdiction outlined in the said petition;

WHEREAS the stipulations of the Act concerning the publication of notices were duly observed;

WHEREAS the objection raised was duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), with however, the following new provisions replacing those described in the *Quebec Official Gazette* of July 10, 1965.

Section 1. Definitions: For the purposes of this decree, the meaning of the following words and terms is given below:

1.01. The term "motor vehicle accessories" includes: mufflers, shock absorbers, belts, batteries, hoses, thermostats, points, pulgs, windshield wipers, lights, filters, brake linings and all other parts which can be added to or removed from any motor vehicle without impairing its normal operation.

1.02. The word "apprentice" designated any employee who learns one of the trades governed by this decree.

1.03. The word "artisan" designates any employee who carries out any work governed by this decree, alone, in a crew or in partnership, whether on his own account for pecuniary gain, by contract, by written or verbal agreement or otherwise. Every employer or professional employer is also considered as an artisan when he performs such work.

Should be considered as "artisan" any person, association or corporation who, on its own account, does body work, tune-ups or carries out any other work governed by this decree on one or more of the said vehicles, for sale or speculation purposes. Also, any person who undertakes the repair of more than one motor vehicle for sale or speculation purposes in the course of one year is considered as repairing motor vehicles.

In order to have the right to operate a garage or repair shop, an artisan must himself be at least a class "B" journeyman or must have a class "B" or "A" journeyman in his employ.

1.04. The term "machine shop" designates any establishment where motors, transmissions and various other motor vehicle parts are reconditioned, repaired, adjusted or worked upon.

1.05. The term "counter clerk" designates any employee who, in an accessory store, waits on

soires, a la responsabilité de répondre aux clients, de chercher et de déterminer les pièces exactes requises par ceux-ci et de leur en faire la vente.

1.06. Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et obtenu le certificat de qualification requis pour pratiquer l'un des métiers de l'industrie de la réparation des véhicules à moteur et visés par le présent décret tels que: charron, carrossier, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, bourrelier, dégraisseur de garnitures intérieures, peintre-soudeur, spécialiste de radiateur, spécialiste de l'alignement des roues, spécialiste du différentiel, spécialiste des freins, spécialiste du réglage du moteur, spécialiste du châssis, spécialiste du système d'échappement, vitrier, vérificateur, rembourreur, spécialiste de boîtes de vitesses automatiques, spécialiste de la suspension, etc.

1.07. Le mot « démonteur » désigne toute personne qui démonte des véhicules à moteur.

1.08. Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage ou le remisage des véhicules à moteur.

Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, en tout ou en partie, l'installation, la réparation ou la remise en état des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule à moteur ou non.

1.09. Le mot « pompiste » désigne tout salarié qui travaille dans un poste d'essence.

1.10. Le terme « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on vend seulement de l'essence ou des lubrifiants pour les véhicules à moteur.

1.11. Le terme « poste de vente d'accessoires » désigne et comprend les marchands ou garagistes qui vendent au gros et au détail des pièces ou accessoires de véhicules à moteur ainsi que tout établissement ou endroit où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente et la livraison des pièces de rechange et accessoires d'automobiles.

1.12. Les mots « poste de vente ou atelier de pneus » désignent tout établissement où les services consistent exclusivement dans la vente de pneus, au gros ou au détail, le rechapage, la vulcanisation, le changement de pneus ou le balancement ou l'enlèvement des roues.

1.13. Le terme « préposé aux pièces de rechange » désigne tout salarié affecté au déballage, à l'emmagasinage, à la livraison et à l'expédition des pièces ou accessoires de véhicules à moteur, et qui, à cette fin, aide les commis au comptoir.

1.14. Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les pneus, ou les accessoires de véhicules à moteur.

Le montage des poste de radio, des appareils de climatisation d'air et des interrupteurs de clignotants doit être fait par un compagnon.

1.15. Le mot « salarié » désigne tout apprenti, manoeuvre, compagnon ou ouvrier qui exécute individuellement, en équipe ou en société, du travail régi par le présent décret.

1.16. Le terme « station-service » désigne tout poste dans lequel: a) on vend de l'essence et des lubrifiants; b) on vend, monte et répare les pneus; c) on lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules à moteur; d) on donne un service de

customers, finds, determines and sells them the exact parts they require.

1.06. The word "journeyman" designates any employee who has completed his apprenticeship and has obtained the necessary competency certificate for plying one of the following automobile repair industry trades governed by this decree: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, upholsterer, upholstery cleaner, painter-welder, radiator specialist, wheel alignment specialist, tune-up specialist, brake specialist, differential specialist, frame specialist, exhaust system specialist, glazier, tester, upholsterer, automatic transmission specialist, suspension specialist, etc.

1.07. The word "wrecker" designates any person who dismantles motor vehicles.

1.08. The word "garage" designates any place where motor vehicles are repaired, modified, demolished or stored.

The following are considered as garages and therefore subject to the decree: all establishments where motors, accessories or parts necessary for the driving of a motor vehicle are installed, repaired or reconditioned entirely or in part, whether such accessories or parts be part of the motor vehicle or not.

1.09. The word "pumpman" designates any employee who works in a gasoline station.

1.10. The term "gasoline station" designates any mobile or stationary place where only motor vehicle gasolines and lubricants are sold.

1.11. The term "accessories stores" designates and includes dealers or garages where motor vehicle parts or accessories are sold on a wholesale or retail basis. It also designates any establishment or place where spare parts and automobile accessories are unpacked, stored, sold and delivered.

1.12. The term "tire store or shop" designates any establishment whose services consist solely in: selling tires on a retail or wholesale basis; retreading, vulcanizing and changing tires; balancing or aligning wheels.

1.13. The term "spare parts man" designates any employee who unpacks, stores, delivers and ships motor vehicle parts or accessories, thereby helping counter clerks.

1.14. The word "serviceman" designates any employee who sells gasoline or lubricants; lubricates, washes or drives motor vehicles; cleans the establishment and looks after its heating; changes or repairs tires or motor vehicle accessories.

Radio, air conditioner and flasher switch installations must be done by a journeyman.

1.15. The word "employee" designates any apprentice, labourer, journeyman or worker who performs any work governed by this decree whether alone, in a crew or in partnership.

1.16. The term "service station" designates any station where: (a) gasoline and lubricants are sold; (b) tires are sold, installed and repaired; (c) motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored; (d) break-down service is

dépannage; e) on vend et monte les pièces d'équipement énumérées à l'article 1.01.

Toutefois si une station-service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, ladite section est considéré aux fins du présent décret, comme un garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

1.17. Le terme « terrain de démantage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines parties de leurs pièces sont démontées dans un but de vente, d'emmagasinage, de réparation ou pour la ferraille.

1.18. Le terme « véhicule à moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mue par une force autre que la force musculaire et adaptée soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses.

ARTICLE 2

Champs d'application

2.01. *Champs d'application professionnel:* Le présent décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés de garages, de postes d'essence, de stations-service, de postes de vente d'accessoires, de postes de vente ou ateliers de pneus, de terrains de démontage, de poste de lavage, de terrain de stationnement, d'ateliers de mécanique, de peinture, de carrosserie ou de rembourrage, situés dans le champ d'application territorial du présent décret.

Exemption: i. un garage municipal n'est pas assujetti aux dispositions du présent décret tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière, au sens du Code du Travail.

ii. le présent décret ne s'applique pas aux établissements industriels et commerciaux exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service ou un poste d'essence, pour autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs besoins et à leurs propres biens et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

iii. les ateliers qui font exclusivement le montage et la réparation de machineries agricoles sont exemptés des dispositions du présent décret.

2.02. *Champ d'application territorial:* Le présent décret s'applique:

a) aux cités, villes et municipalités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières-Ouest, Louiseville et au territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

b) au district électoral de Nicolet.

Aux fins d'application, le champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les municipalités de Trois-Rivières-Ouest, Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles des limites de ces municipalités, sur la rive nord du fleuve St-Laurent;

Zone II: Le reste du champ d'application territorial.

ARTICLE 3

Durée du travail et horaires

3.01. *Dans les garages, les ateliers de mécanique et les terrains de démontage:*

a) *Équipe de jour:* La journée normale est de neuf (9) heures consécutives, distribuées entre huit (8) heures du matin et six (6) heures de

given; (e) equipment listed in section 1.01 is sold and installed.

If however a service station has a mechanical or repair department for motor vehicles such department is considered, for the purposes of this decree, as a garage. It is then subject to the working conditions of garages and machine shops.

1.17. The term "wrecking yard" designates any place where motor vehicles or certain component parts thereof are dismantled for the purpose of selling, storing, repairing or to be sold as scrap.

1.18. The term "motor vehicle" designates any vehicle or machine whose motive power is not muscular and is adapted to the haulage or transportation of persons or things.

SECTION 2

Jurisdictions

2.01. *Professional jurisdiction:* This decree covers employers, professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, accessories stores, tire stores or shops, paint shops, body or upholstery shops, machine shops, car washes, parking lots, wrecking yards, vulcanizing shops, located within the territorial jurisdiction of this decree.

Exception: i. A municipal garage is not covered by the provisions of this decree as long as the working conditions are regulated by a special collective agreement, as defined in the Labour Code.

ii. This decree does not cover industrial establishments operating a garage, machine shop, a gasoline station or service station as an accessory thereto, provided that service are restricted to their own needs or equipment and that no work is done for outsiders.

iii. Shops exclusively assembling or repairing farm equipment are exempt from the provisions of this decree.

2.02. *Territorial jurisdiction:* This decree applies to:

(a) the cities, town and municipalities of Trois-Rivières, Cap de la Madeleine, Trois-Rivières West, Louiseville and the territory located within a ten-mile radius of their limits.

(b) the electoral district of Nicolet.

For enforcement purposes, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The municipalities of Trois-Rivières West, Trois-Rivières, Cap de la Madeleine and the territory located within a five-mile radius from the limits of these municipalities on the north shore of the St. Lawrence;

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

SECTION 3

Hours of work and schedules

3.01. *In garages, machine shops and wrecking yards:*

(a) *Day shift:* The standard 9-hour working day is scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., with one (1) hour off for lunch, Monday through

l'après-midi, avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, du lundi au vendredi inclusivement, et quatre (4) heures consécutives, entre huit (8) heures du matin et midi le samedi, formant une semaine normale de travail de quarante-neuf (49) heures.

b) Équipes du soir ou de nuit: La durée normale du travail est de dix (10) heures consécutives par soir ou par nuit et dont la majeure partie se situe en dehors de celles de l'équipe de jour, du lundi soir au samedi matin, avec interruption d'une (1) heure pour le repas.

c) Connais au comptoir, préposés aux pièces, livreurs et expéditeurs: L'horaire de travail est le même que celui indiqué ci-dessus. Pour ces salariés, il peut y avoir des équipes du soir ou de nuit, en autant qu'au même moment il y en ait aussi pour les compagnons et apprentis.

d) Préposés à l'entretien: Ces salariés ont une semaine normale de quarante-neuf (49) heures.

e) Le conducteur de remorqueuse n'a pas de durée de travail déterminée.

3.02. *Dans les postes d'essence et les stations-service:* La semaine normale est de cinquante-quatre (54) heures, réparties sur six (6) jours de neuf (9) heures chacun, avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi; le salarié a droit à un jour complet de repos hebdomadaire.

3.03. *Dans les postes de vente d'accessoires et dans les ateliers de pneus:* La semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures, réparties entre huit (8) heures du matin et six (6) heures de l'après-midi, du lundi au samedi inclusivement, à raison de neuf (9) heures consécutives par jour, avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

3.04. Les gardiens et les concierges ont une semaine normale de travail de soixante (60) heures, réparties sur six (6) jours de dix (10) heures consécutives chacun.

ARTICLE 4

Jours fériés et payés

4.01. Les jours suivants, lorsqu'ils coïncident avec des jours habituellement ouvrables sont reconnus comme jours fériés: le Premier jour de l'An, l'avant-midi du 2 janvier, le 24 juin, le 1^{er} juillet, la fête du travail, le jour de Noël et l'avant-midi du 26 décembre.

4.02. À l'occasion de ces jours fériés, un salarié doit recevoir une indemnité égale à la rémunération à laquelle il a droit pour le nombre d'heures qu'il aurait travaillées si ce jour avait été ouvrable, pourvu:

a) qu'il ait été en service continu pour son employeur depuis au moins un (1) mois;

b) qu'il ait travaillé ou qu'il ait été en congé d'absence autorisée, le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le jour férié.

4.03. Si l'un des jours ci-haut mentionnés comme fériés coïncide avec un dimanche, le lundi suivant lui est substitué, à toutes fins que de droit.

4.04. Toutefois, les dispositions du paragraphe 4.01 du présent article ne s'appliquent pas dans le cas où les parties ont déjà convenu, par une convention collective au sens du Code du Travail, de conditions égales ou plus avantageuses pour le salarié.

ARTICLE 5

Congés annuels payés

5.01. *Éligibilité:* Tout salarié a droit, au 1^{er} mai de chaque année, à un congé annuel payé conformément à ce qui suit:

Friday. The four (4) consecutive hours on Saturday, between 8:00 a.m. and noon, complete the standard 49-hour work week.

(b) Afternoon or night shift: The standard working time is ten (10) consecutive hours per afternoon or night, the greater part thereof being outside the day shift's hours, Monday evening to Saturday morning, with one (1) hour off for lunch.

(c) Counter clerks, parts men, deliverymen and shippers: Their work schedule is the same as mentioned above. There may be afternoon or night shifts for these employees as long as there are some for journeymen and apprentices.

(d) Maintenance men: They have a standard 49-hour week.

(e) Tow-truck drivers have no set hours of work.

3.02. *In gasoline stations and service stations:* The standard 54-hour week is divided into six, nine-hour days with one (1) hour off for lunch. Employees are entitled to one day's rest per week.

3.03. *In accessories stores and tire shops:* The standard 54-hour work week is divided into 9-hour days, each scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Saturday, with one (1) hour off for lunch.

3.04. Watchmen and caretakers have a standard 60-hour work week divided into six, ten-hour days.

SECTION 4

Paid holidays

4.01. Whenever the following days fall on ordinary working days, they are considered as holidays: New Year's Day, January 2nd (forenoon), June 24th, July 1st, Labour Day, Christmas Day and December 26th (forenoon).

4.02. For each holiday, an employee shall receive a remuneration equal to the number of hours he would have worked had the day not been a holiday, provided that:

(a) he has been in his employer's service for at least one month;

(b) he has worked the day before and after the holiday or has been on an authorized leave of absence.

4.03. Should one of the above-mentioned holidays fall on a Sunday, the following Monday will be substituted, for all intents and purposes.

4.04. However, the provisions of subsection 4.01 of this section do not apply when a collective agreement (as defined in the Labour Code) has been entered into by the parties and provides equal or superior conditions for employees.

SECTION 5

Annual vacation with pay

5.01. *Elegibility:* On May 1st of each year, every employee is entitled to an annual vacation with pay as follows:

a) S'il a moins d'un (1) an de service continu, à autant de demi-journées qu'il a de mois civil de service continu;

b) S'il a un (1) an de service continu, à une (1) semaine;

c) S'il a cinq (5) ans et plus de service continu, à deux (2) semaines.

5.02. *Estimation des crédits de congé:* a) La période de service à considérer dans l'estimation des crédits de congé commence à la date de la dernière entrée au service de l'employeur.

b) Le service continu comprend tout service non interrompu par un congédiement ou un départ volontaire.

5.03. *Octroi de congé:* a) Le congé annuel est octroyé à un salarié jusqu'à concurrence seulement des crédits accumulés.

b) Sauf, s'il en est décidé autrement par une convention collective au sens du Code du Travail, l'employeur doit accorder le congé annuel de tout salarié pendant la période déterminée dans l'ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum.

5.04. *Rémunération:* Le congé annuel payé doit être rémunéré au taux de salaire minimal fixé par le présent décret, soit:

a) Pour moins d'une (1) semaine de congé, autant de fois quatre heures et demi (4½) de paie qu'il y a de demi-journées de congé;

b) Pour une (1) semaine de congé, l'équivalent du salaire de base que le salarié aurait gagné durant ce temps.

5.05. L'employeur doit payer au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

L'employeur doit accorder les congés annuels de tout salarié entre le 1er mai et le 1er décembre.

(a) Less than one (1) year of continuous service: one half-day for each calendar month of continuous service.

(b) One (1) year's continuous service: one (1) week.

(c) Five (5) years or more continuous service: two (2) weeks.

5.02. *Vacation credits evaluation:* (a) When evaluating vacation credits, the service to be considered begins with the last service date.

(b) Continuous service means that service has not been interrupted by a dismissal or a voluntary resignation.

5.03. *Granting of vacations:* (a) Vacations are granted an employee to the amount of his accumulated credits only.

(b) Unless there be a collective agreement as defined in the Labour Code, the time for taking vacations is as stipulated in the Minimum Wage Commission's ordinance number 3.

5.04. *Remuneration:* Annual vacations are paid according to the minimum wage rates herein laid down, i.e.:

(a) For less than one week's vacation: 4½-hours' pay for each half-day's vacation.

(b) For one (1) week's vacation: the equivalent of the basic salary an employee would have earned during that time.

5.05. The employer shall give the vacation pay due an employee before his leaving on vacation.

Employers shall grant employees their annual vacation between May 1st and December 1st.

ARTICLE 6

Garantie quotidienne de salaire

6.01. Du lundi au vendredi inclusivement, tout mécanicien, peintre, carrossier ou aide carrossier, qui doit se présenter au début d'une journée normale de travail, a la garantie d'un montant égal à huit (8) heures de travail, au taux normal, selon les cartes de travail; le samedi ladite garantie ne vaut que pour quatre (4) heures.

6.02. Tout autre salarié qui doit se présenter au début d'une journée normale de travail, doit recevoir au moins une rémunération égale à celle de toute période normale de travail prévue pour ce jour.

SECTION 6

Daily wage guarantee

6.01. *Monday through Friday:* any mechanic, painter, bodyman or bodyman's helper who is required to report for work at the beginning of a regular work day is guaranteed the equivalent of eight (8) hours' pay at the minimum rate, according to the work cards. For Saturdays, this minimum is of four (4) hours.

6.02. Any other employee required to report for work at the beginning of a regular work day shall receive payment equal to the regular work period fixed for that day.

ARTICLE 7

Taux de salaires minimaux et liste d'emplois

7.01. Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

Emplois:	Taux horaires	
	Zones	
	I	II
<i>Dans les stations-service et postes d'essence:</i>		
Préposé au service:		
1re année.....	\$0.95	\$0.80
2e année.....	1.10	0.95
3e année.....	1.20	1.05
Pompiste:		
1re année.....	0.80	0.80
2e année.....	0.85	0.85
3e année.....	0.95	0.90
S'il est âgé de moins de 18 ans:		
1er semestre.....	0.60	
Subséquentment.....	0.70	

SECTION 7

Minimum wage rates and list of occupations

7.01. The following minimum wage rates shall be paid to employees listed below:

Occupations:	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
<i>(a) In service stations and gasoline stations:</i>		
Service man:		
1st year.....	\$0.95	\$0.80
2nd year.....	1.10	0.95
3rd year.....	1.20	1.05
Pumpman:		
1st year.....	0.80	0.80
2nd year.....	0.85	0.85
3rd year.....	0.95	0.90
If under 18:		
1st six months.....	0.60	
Thereafter.....	0.70	

	Taux horaire			Hourly rates	
	Zones			Zones	
	I	II		I	II
<i>b) Dans les autres établissements:</i>					
Compagnon (tous les métiers):					
Classe A.....	1.90	1.75		1.90	1.75
Classe B.....	1.75	1.60		1.75	1.60
Classe C.....	1.60	1.45		1.60	1.45
Apprenti (tous les métiers):					
1 ^{re} année.....	1.05	0.90		1.05	0.90
2 ^e année.....	1.20	1.05		1.20	1.05
3 ^e année.....	1.35	1.20		1.35	1.20
Préposé aux pièces:					
1 ^{re} année.....	1.05	0.90		1.05	0.90
2 ^e année.....	1.15	1.00		1.15	1.00
3 ^e année.....	1.25	1.10		1.25	1.10
4 ^e année et plus.....	1.35	1.20		1.35	1.20
Commis au comptoir, classe "A".....	1.55	1.40		1.55	1.40
Commis au comptoir, classe "B".....	1.45	1.30		1.45	1.30
Livreur.....	1.00	0.85		1.00	0.85
Gardien (préposé à la surveillance et à l'entretien).....	0.85	0.80		0.85	0.80
<i>(b) In other establishments:</i>					
Journeyman (all trades):					
Class A.....	1.90	1.75		1.90	1.75
Class B.....	1.75	1.60		1.75	1.60
Class C.....	1.60	1.45		1.60	1.45
Apprentice (all trades):					
1st year.....	1.05	0.90		1.05	0.90
2nd year.....	1.20	1.05		1.20	1.05
3rd year.....	1.35	1.20		1.35	1.20
Parts man:					
1st year.....	1.05	0.90		1.05	0.90
2nd year.....	1.15	1.00		1.15	1.00
3rd year.....	1.25	1.10		1.25	1.10
4th year and more.....	1.35	1.20		1.35	1.20
Counter clerk, class "A".....	1.55	1.40		1.55	1.40
Counter clerk, class "B".....	1.45	1.30		1.45	1.30
Deliveryman.....	1.00	0.85		1.00	0.85
Watchman (patrolling and maintenance).....	0.85	0.80		0.85	0.80

7.02. *Équipes du soir et de nuit:* Les salariés des équipes du soir ou de nuit prévues à l'article 3.01, ont droit à une prime de \$0.08 l'heure.

7.03. *Salaires supérieurs:* Les salaires supérieurs aux taux minimaux fixés par le présent décret ne doivent pas être diminués après son entrée en vigueur.

7.04. *Païement du surtemps:* Tout travail exécuté avant ou après les heures normales ci-haut prévues, est rémunéré au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%), y compris la prime pour travail du soir ou de nuit, avec rémunération minimale de deux (2) heures dans le cas d'un salarié rappelé pour n'avoir pas été avisé avant de quitter sa dernière période de travail.

Cependant, tout travail commencé avant la fin d'une période normale de travail et complété dans les trente (30) minutes suivantes est rémunéré au taux normal.

ARTICLE 8

Païement du salaire

La paie doit être remise au salarié une fois par semaine, en monnaie ayant cours légal dans la province de Québec.

ARTICLE 9

Fidélité

Il est interdit à un salarié d'exécuter du travail relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie et de la réparation des véhicules à moteur assujettis au présent décret, à l'extérieur de l'établissement de son propre employeur pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client.

ARTICLE 10

Travail d'une catégorie inférieure

L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire auquel lui donne droit son certificat de qualification, tel qu'il en a fait la preuve à son employeur.

SECTION 8

Payment of wages

Employees shall be paid weekly and in legal tender in the Province of Québec.

SECTION 9

Integrity

No employee is allowed to perform any work connected with any one of the motor vehicle repair industry trades subject to this decree outside of his employer's establishment and for another person, should such person be a professional employer, employer or a customer.

SECTION 10

Inferior type of work

Employers may require that any employee of their establishment perform work inferior to that of his competency certificate, provided that such employee continues to be paid the wages to which his competency certificate entitles him, as evidenced by his employer.

ARTICLE 11
Apprentissage

11.01. La durée de l'apprentissage est de trois (3) années.

11.02. Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans. Il doit avoir terminé au moins la septième année du cours élémentaire.

11.03. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'inscrire au comité paritaire, afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

11.04. Dans tout atelier de mécanique, garage ou atelier de pneus, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons. Toutefois, là où il n'y a qu'un (1) compagnon, il est permis d'avoir un (1) apprenti.

11.05. Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

11.06. Cependant, à la demande d'un employeur professionnel qui s'engage à employer toute personne qui désire apprendre un des métiers spécifiés dans le décret mais qui ne possède pas toutes les qualifications requises aux paragraphes précédents, peut, pour des raisons jugées sérieuses et valables, soumettre son cas par écrit au comité paritaire, lequel a le droit de l'admettre à l'apprentissage.

11.07. Lorsqu'un métier est classifié, le détenteur d'un certificat de compagnon de troisième ou de deuxième classe peut, lorsqu'il a été détenteur de son certificat pour au moins douze (12) mois, être admis à un examen en vue d'obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure.

ARTICLE 12
Bulletin de paie

Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie, le chèque ou sur un bulletin de paie distinct:

- le nom de l'employeur,
- les nom et prénoms du salarié,
- le matricule du salarié,
- l'emploi occupé par le salarié,
- la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement,
- le nombre d'heures normales,
- le nombre d'heures majorées de 50%,
- le taux horaire du salaire,
- le montant du salaire brut,
- la nature et le montant des retenues faites,
- le montant du salaire net versé au salarié.

ARTICLE 13
Durée

Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er octobre 1966.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours, avant la date d'expiration dudit décret.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail ainsi qu'au comité paritaire.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

12710-0

SECTION 11
Apprenticeship

11.01. Apprenticeship lasts three (3) years.

11.02. No apprentice may be accepted before his sixteenth (16th) year. He should at least have completed grade seven.

11.03. Upon entering the industry subject to the decree, an apprentice shall register with the Parity Committee so that the various stages of his apprenticeship and experience may be compiled. No employer may hire an apprentice who has not complied with this provision.

11.04. No machine shop, garage or tire shop shall have more than one (1) apprentice for every two (2) journeymen. However, when there is only one (1) journeyman, there may be one (1) apprentice.

11.05. Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive credits proportionate to the length of studies and the results of examinations taken.

11.06. However, at the request of a professional employer who promises to employ him, any person wishing to learn one of the trades covered by the decree but not possessing the necessary qualifications listed above, may submit his case in writing to the Parity Committee who, for serious and valid reasons may admit him to apprenticeship.

11.07. With regards to classified trades, the holder of a third or second class journeymen's certificate, may after at least twelve (12) months, take an examination to obtain a higher class certificate.

SECTION 12
Earnings statement

The following particulars should be listed on the pay envelope, cheque or separate earnings statement:

- employer's name,
- employee's name in full,
- employee number,
- employee's occupation,
- payment date and corresponding work periods,
- number of regular hours,
- number of hours at time and a half,
- hourly wage rate,
- gross amount of wages,
- type and amount of deductions made,
- net take-home pay.

SECTION 13
Term

This decree is valid from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until October 1, 1966.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its expiry date.

Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and the Parity Committee.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

12710-0

Avis

Milan Kaisvinkler

Avis est donné que « Milan Kaisvinkler », résidant à 104, rue de Poitou, ville de Préville, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, pour l'adoption d'un Ordre changeant son nom de famille et celui de sa femme Zdenka et de ses enfants mineurs Thomas Louis et Wanda Olga, tous résidant à 104, rue de Poitou, ville de Préville, district de Montréal, province de Québec, en celui de Kent, et ceci à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, Qué., ce 21^e jour d'octobre 1965.

Les Procureurs du requérant,
12578-44-2 RUSKO & GREGORY.

Village de L'Isletville

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné que la corporation municipale du « Village de l'Isletville », comté de l'Islet, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes, chapitre 233 S.R.Q. 1941.

La municipalité de ville projetée portera le nom de: « L'Islet ».

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de l'Isletville.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de l'Isletville établi à 1245 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Québec, ce 19 octobre 1965.
L'Aviseur légal de la corporation,
12579-44-2-0 GUY PINSONNAULT, AVOCAT.

Szymon Kowalski

Avis est par les présentes donné que « Szymon Kowalski », domicilié à 4587 avenue Wilson, ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec, pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Simon Seiden et le nom de sa femme Marie née Gutmann, domiciliée à 4587 avenue Wilson, ville et district de Montréal, en celui de Marie Seiden, lesdits noms devant servir à toutes fins légales.

Montréal, le 19 octobre 1965.
Le Requérant,
12590-44-2-0 SZYMON KOWALSKI.

Edmond-Joseph-Pierre-Louis Labrecque

Avis est donné que conformément aux dispositions du Bill 31, de la 4^{ième} session, 27^{ième} Législature, 14 Elizabeth II, 1965, Loi du changement de nom, Edmond-Joseph-Pierre-Louis Labrecque, employé civil, domicilié au 1083 Ave Royale, Villeneuve, désire porter le nom de « Louis Drouin ».

Le Procureur du requérant,
12624-44-2-0 GABRIEL LOUBIER.

Notices

Milan Kaisvinkler

Notice is hereby given that "Milan Kaisvinkler", residing at 104 de Poitou Street, town of Préville, district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in Council, for the adoption of an Order changing his surname and that of his wife Zdenka and of his minor children Thomas Louis and Wanda Olga, all residing at 104 de Poitou Street, town of Préville, district of Montreal, Province of Quebec, to that of Kent, the same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, Que., this 21st day of October, 1965.

RUSKO & GREGORY,
12578-44-2-0 Attorneys for applicant.

Village of L'Isletville

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of the "Village of l'Isletville", county of l'Islet, upon the termination of the time-limit required by the law following the publication of the present notice, the said corporation will apply to Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain letters patent for such a purpose, under the authority of sections 12 and those following of the Cities and Towns Act, chapter 233 R.S.Q. 1941.

The municipality of the planned town will bear the name of "L'Islet".

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the village of l'Isletville.

The census ordered by the council of the municipality of the village of l'Isletville has established the population of said municipality at 1245 souls.

Given at Quebec, October 19, 1965.
GUY PINSONNAULT, AVOCATE,
12579-44-2-0 Legal Adviser of the corporation.

Szymon Kowalski

Notice is hereby given that "Szymon Kowalski", residing at 4587 Wilson Ave, city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Quebec for adoption of an order changing his name to Simon Seiden and the name of his wife Maria born Gutmann, residing at 45 87 Wilson Ave, city and district of Montreal to Marie Seiden, the same to avail for all legal purposes.

Montreal, October 19, 1965.
SZYMON KOWALSKI,
12590-44-2-0 Petitioner.

Edmond-Joseph-Pierre-Louis Labrecque

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of Bill 31, of the 4th session, 27th legislature, 14 Elizabeth II, 1965, change of name Act, Edmond-Joseph-Pierre-Louis Labrecque, civil servant, domiciled at 1033 Royale Avenue, Villeneuve, wishes to be named: "Louis Drouin".

GABRIEL LOUBIER,
12624-44-2 Attorney for the petitioner.

Ivon Richard Shannon

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2097, du 20 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Joseph Yvon Aldoriat Sarazin en celui de « Ivon Richard Shannon ».

Québec, le 28 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12667-0 RAYMOND DOUVILLE.

Joseph Gustave Jean Verreault d'Autane

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2098, du 20 octobre 1965, d'effectuer le changement de nom de Joseph Gustave Jean Verreault en celui de « Joseph Gustave Jean Verreault d'Autane ».

Québec, le 28 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12667-0 RAYMOND DOUVILLE.

Conrad Avrum Caplovitch

Avis est donné que Conrad Avrum Caplovitch, vendeur, domicilié à 1439, Beverly Crescent, Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à Conrad Avrum Cape; ledit changement de nom bénéficiera aussi à sa femme, Denise Deborah Caplovitch, son fils Jeffrey Howard Caplovitch, et sa fille Heather Joy Caplovitch, tous de la même adresse.

Montréal, 28 octobre 1965.

Les Procureurs du demandeur,

12683-45-2 SPIEGEL, SHRIAR,
POLAK & COOPERSTONE.

Jacob Herscovitch

Avis est donné que Jacob Herscovitch, manufacturier, domicilié à 1443, Beverly Crescent, Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom en celui de Jack Hersh; ledit changement de nom bénéficiera aussi à sa femme, Miriam Herscovitch, sa fille Leslee Herscovitch, et à son fils Warren Herscovitch, tous de la même adresse.

Montréal, 28 octobre 1965.

Les Procureurs du demandeur,

12684-45-2 SPIEGEL, SHRIAR,
POLAK & COOPERSTONE.

Village de Masson

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale du village de Masson adressera une requête à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil, demandant l'érection de son territoire en municipalité de Ville.

Le nom de la municipalité de Ville projeté sera le suivant: « La Ville de Masson ».

Le territoire actuel du village de Masson est plus amplement connu et désigné comme suit:

« Un territoire situé dans le canton de Buckingham, comprenant, en référence, au cadastre officiel dudit canton, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, lacs, cours d'eau, ou partie d'iceux, enfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin nord-ouest du lot numéro 14-1-1, rang II, de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne de division des rangs II et III, vers l'est, le sud et l'est, jusqu'au coin nord-est du lot numéro 9-2, rang II; du coin nord-est du lot numéro 9-2, rang II, vers le sud, en suivant la limite est des lots numéros 9-2,

Ivon Richard Shannon

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by the decree bearing number 2097, dated October 20, 1965, to change the name of Joseph Yvon Aldoriat Sarazin to that of "Ivon Richard Shannon".

Quebec, October 28, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12667-0 Assistant Secretary of the Province.

Joseph Gustave Jean Verreault d'Autane

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by the decree bearing number 2098, dated October 20, 1965, to change the name of Joseph Gustave Jean Verreault to that of "Joseph Gustave Jean Verreault d'Autane".

Quebec, October 28, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12667 Assistant Secretary of the Province.

Conrad Avrum Caplovitch

Notice is hereby given that Conrad Avrum Caplovitch, salesman, residing at 1439 Beverly Crescent, Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Conrad Avrum Cape; said change of name will also benefit his wife, Denise Deborah Caplovitch, his son Jeffrey Howard Caplovitch, and his daughter Heather Joy Caplovitch, all of the same address.

Montreal, October 28, 1965.

SPIEGEL, SHRIAR,

12683-45-2-0 POLAK & COOPERSTONE,
Attorneys for applicant.

Jacob Herscovitch

Notice is hereby given that Jacob Herscovitch, manufacturer, residing at 1443 Beverly Crescent, Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Jack Hersh; said change of name will also benefit his wife, Miriam Herscovitch, his daughter Leslee Herscovitch, and his son Warren Herscovitch, all of the same address.

Montreal, October 28, 1965.

SPIEGEL, SHRIAR,

12684-45-2-0 POLAK & COOPERSTONE,
Attorneys for plaintiff.

Village of Masson

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Masson will address a petition to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, requesting the erection of its territory into a Town municipality.

The name of the proposed Town municipality will be the following: "Town of Masson".

The present territory of the village of Masson is more fully known and designated as follows:

"A territory situated in the township of Buckingham, including, with reference to the official cadaster of the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, lakes, watercourses, or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: starting at the northwest corner of lot number 14-1-1, range II; thence, passing successively by the following lines and demarcations: the division line between ranges II and III, towards the east, the south and the east as far as the northeast corner of lot number 9-2, range II; from the northeast corner of lot number 9-2,

rang II, 9-20, 2-12, 9-17, 9-18, rang I, jusqu'à la rive nord de la Rivière des Outaouais; vers le sud, de la rive nord de la Rivière des Outaouais, avec le prolongement de ladite limite est des lots ci-haut mentionnés, jusqu'à la ligne interprovinciale Québec-Ontario; la ligne interprovinciale Québec-Ontario, vers l'ouest, jusqu'à son intersection avec le prolongement de la limite ouest des lots numéros 14-1, 14-3, rang I, le prolongement de la limite ouest des lots numéros 14-1, 14-3, rang I, vers le nord, jusqu'à la rive nord de la Rivière des Outaouais; de la rive nord de la Rivière des Outaouais, vers le nord, en suivant la limite ouest des lots numéros 14-1, 14-3, rang I, 14-81, 14-6-1, 14-5, 14-4, 14-3, 14-2, 14-83, 14-1-2, rang II, jusqu'au point de départ; lequel territoire pour être érigé en municipalité de ville sous le nom de Ville de Masson dans le comté de Papineau.

Le territoire ci-haut décrit est indiqué par un contour rouge sur le plan portant le numéro N-2402, daté du 25 août 1965, préparé par Marcel Ste-Marie, arpenteur-géomètre.

À cette fin, un recensement a été ordonné par le conseil et la population se chiffre à 2,101 âmes en date du 30 juillet 1965.

La municipalité de la Ville de Masson sera érigée en Ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Signé à Masson, district de Hull, province de Québec, ce 15^e jour de septembre 1965.

Le Maire,

LUCIEN BOUCHARD.

Le Secrétaire-trésorier,

PIERRE HAYES.

12685-45-2-0

Victor Sherbanee

Avis est par les présentes donné que Victor Sherbanee, administrateur, résidant au 1780 rue St-Louis à ville St-Laurent, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, la permission de changer son nom en celui de « Victor Shawn »; ledit changement concernera également sa femme Albertine, son fils Morris Moshe et sa fille Abigail Nitza, tous domiciliés au même endroit.

Montréal, le 28 octobre, 1965.

Les Procureurs du demandeur,

SPIEGEL, SHRIAR,

12686-45-2-0

POLAK & COOPERSTONE.

range II, towards the south, following the east limit of lots numbers 9-2, range II, 9-20, 9-12, 9-17, 9-18, range I as far as the north shore of the Ottawa River; towards the south, from the north shore of the Ottawa River, with the extension of the said east limit of the above-mentioned lots, as far as the Quebec-Ontario interprovincial line; the Quebec-Ontario interprovincial line, towards the west as far as its intersection with the extension of the west boundary of lots numbers 14-1, 14-3, range I, the extension of the west boundary of lots numbers 14-1, 14-3, range I, towards the north as far as the north shore of the Ottawa River; the north shore of the Ottawa River, towards the north, following the west limit of lots numbers 14-1, 14-3, range I, 14-81, 14-6-1, 14-5, 14-4, 14-3, 14-2, 14-83, 14-1-2, range II, as far as the starting point; which territory is to be erected into a town municipality under the name of town of Masson in the county of Papineau.

The territory described above is indicated by a red outline on the plan bearing number N-2402, dated August 25, 1965, prepared by Marcel Ste-Marie, land surveyor.

For this purpose, a census was ordered by the Council, and the population was shown to be 2,101 on July 30, 1965.

The municipality of the Town of Masson will be erected into a Town under the authority of the Cities and Towns Act.

Signed at Masson, district of Hull, province of Quebec, this 15th day of September, 1965.

LUCIEN BOUCHARD,

Mayor.

PIERRE HAYES,

Secretary-Treasurer.

12685-45-2

Victor Sherbanee

Notice is by the presents given that Victor Sherbanee, administrator, residing at 1780 St. Louis Street at ville St-Laurent, district of Montreal, will ask the Lieutenant-Governor in Council, the permission to change his name into that of "Victor Shawn"; the said change equally concerning his wife Albertine, his son Morris Moshe and his daughter Abigail Nitza, all domiciled at the same place.

Montreal, October 28, 1965.

SPIEGEL, SHRIAR,

POLAK & COOPERSTONE,

Attorney for the plaintiff.

12686-45-2

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie C.S.N.

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie C.S.N. »

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés salariés de la C.S.N.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal-St-Jacques.

Québec, le 28 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12687-0

RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie C.S.N.

(Savings and Credit Union Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie C.S.N."

The group in which the savings and credit union will recruit its members shall be the wage earning employees of the C.S.N.

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Montreal-St-Jacques.

Quebec, October 28, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12687

Assistant Secretary of the Province.

La Caisse Populaire de la Providence

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de la Providence », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse de La Providence, aux limites du district électoral de St-Hyacinthe.

Québec, le 29 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12715-0 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de la Providence

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de la Providence", may recruit its members be extended from the limits of the parish of La Providence to the limits of the electoral district of St-Hyacinthe.

Quebec, October 29, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12715 Assistant Secretary of the Province.

**Compagnie autorisée
à faire des affaires**

Marley-McMahon Real Estate Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Marley-McMahon Real Estate Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Roger Létourneau, c.r., de Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province sera établi a/s de MM. Létourneau, Stein, Marseille, Bienvenue, Price, Delisle & LaRue, 65, rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667 57-65 — 1293/127

**Company Licensed
to do Business**

Marley-McMahon Real Estate Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Marley-McMahon Real Estate Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Roger Létourneau, q.c., of Québec.

The principal office of the company in the Province is to be established at c/o Messrs. Létourneau, Stein, Marseille, Bienvenue, Price, Delisle & LaRue, 65 Ste-Anne Street, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667-0 57-65 — 1293/127

Chartes — Abandon de

Embassy Terrace Ltd.

Avis est donné que « Embassy Terrace Ltd. », une corporation dûment constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en les villes et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 1er jour de novembre 1965.

Le Secrétaire-Trésorier,

12668-0 E. DAWSON.

Canadian Dinette Co.

Avis est donné que la compagnie « Canadian Dinette Co. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 10 février 1964, fera une demande pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 27 octobre 1965.

Le Secrétaire,

JONAH COSSEVER.

12672

Quality Dinette Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Quality Dinette Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 21 décembre 1960, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 27e jour d'octobre 1965.

Le Secrétaire,

ESTELLE COSSEVER.

12673

Charters — Surrender of

Embassy Terrace Ltd.

Notice is hereby given that "Embassy Terrace Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Montreal, this 1st day of November, 1965.

E. DAWSON,

12668-0 Secretary-Treasurer.

Canadian Dinette Co.

Notice is hereby given that "Canadian Dinette Co.", incorporated by letters patent of the province of Quebec dated February 10, 1964, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, October 27, 1965.

JONAH COSSEVER,

Secretary.

12672-0

Quality Dinette Ltd.

Notice is hereby given that "Quality Dinette Ltd.", incorporated by letters patent of the province of Quebec dated December 21, 1960, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, October 27, 1965.

ESTELLE COSSEVER,

Secretary.

12673-0

Taverne Desormeaux Inc.

La compagnie « Taverne Desormeaux Inc. », donne avis par les présentes qu'elle demandera à l'honorable Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Montréal, le 28 octobre 1965.

La Secrétaire,

12688-0 PAULINE LEGENDRE LANGELIER.

Taverne Terminus Inc.

La compagnie « Taverne Terminus Inc. », donne avis par les présentes qu'elle demandera à l'honorable Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Montréal, le 28 octobre 1965.

Le Secrétaire,

12689-0 HENRI CHRIST.

Georges Gauthier Inc.

Prenez avis que la compagnie « Georges Gauthier Inc. », demandera au Secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,

12716-0 Me GUY LACOSTE.

National Poly Bag Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « National Poly Bag Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2^e jour de novembre 1965.

National Poly Bag Company Ltd.,

Le Secrétaire,

12717 GERALD YANOFSKY.

Taverne Desormeaux Inc.

The company "Taverne Desormeaux Inc.", hereby gives notice that application will be made to the Honourable Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, October 28, 1965.

PAULINE LEGENDRE LANGELIER,

12688-0 *Secretary.*

Taverne Terminus Inc.

The company "Taverne Terminus Inc.", hereby gives notice that application will be made to the Honourable Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, October 28, 1965.

HENRI CHRIST,

12689-0 *Secretary.*

Georges Gauthier Inc.

Take notice that "Georges Gauthier Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

12716

Me GUY LACOSTE,
Attorney for the company.

National Poly Bag Company Ltd.

Notice is hereby given that "National Poly Bag Company Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1965.

National Poly Bag Company Ltd.,

GERALD YANOFSKY,

12717-0 *Secretary.*

Compagnies dissoutes**Arizona Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Arizona Investments Ltd. », constituée en corporation le 28 avril 1959, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12667-0 RAYMOND DOUVILLE. 12515-59

Bervi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter d'abandon de la charte de « Bervi inc. », constituée en corporation le 8 janvier 1962, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12667-0 RAYMOND DOUVILLE. 10090-62

Campobello Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'ac-

Companies Dissolved**Arizona Investments Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Arizona Investments Ltd.", incorporated on April 28, 1959, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12667 *Assistant Secretary of the Province.* 12515-59

Bervi inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bervi inc.", incorporated on January 8, 1962, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12667 *Assistant Secretary of the Province.* 10090-62

Campobello Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

cepter l'abandon de la charte de « Campobello Corporation », constituée en corporation le 28 mars 1961, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 11579-61

Cuisine Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cuisine Sales Corp. », constituée en corporation le 4 février 1963, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 533-63

Daymark Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Daymark Inc. », constituée en corporation le 1er février 1947, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 8499-46

Les Industries Dionne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Industries Dionne inc. », constituée en corporation le 25 juin 1963, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 2765-63

Raim Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Raim Investment Corp. », constituée en corporation le 9 mars 1959, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 11347-59

Simi's Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Simi's Holdings Corporation », constituée en corporation le 2 mars 1946, à compter du 2 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 2590-46

**Divers
Compagnies**

Maisonneuve Holdings Inc.

Avis est donné que l'annulation de la charte de la compagnie « Maisonneuve Holdings Inc. », a été révoquée par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 29 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 11070-58

to accept the surrender of the charter of "Campobello Corporation", incorporated on March 28, 1961, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 11579-61

Cuisine Sales Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cuisine Sales Corp.", incorporated on February 4, 1963, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 533-63

Daymark Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Daymark Inc.", incorporated on February 1, 1947, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 8499-46

Les Industries Dionne inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Industries Dionne inc.", incorporated on June 25, 1963, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 2765-63

Raim Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Raim Investment Corp.", incorporated on March 9, 1959, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 11347-59

Simi's Holdings Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Simi's Holdings Corporation", incorporated on March 2, 1946, on and from November 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 2590-46

**Miscellaneous
Companies**

Maisonneuve Holdings Inc.

Notice is hereby given that the cancellation of the charter of "Maisonneuve Holdings Inc.", was revoked by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on October 29, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12667 11070-58

**La Ligue des propriétaires
Hidden-Valley inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 septembre 1965, approuvé les règlements généraux de « La Ligue des propriétaires Hidden-Valley inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12669-o 1636-65

Slack Inc.

Avis est donné que la compagnie « Slack Inc. », a diminué le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le Secrétaire,
SYBIL ROHRLLICK.

12670 5591-48

New York Wire Works Limited

Avis est donné que « New York Wire Works Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

(Seeau)

Le Secrétaire,
J. RUDINSKY.

12674-o 342-28

**Acres Quebec Limited
Acres Québec limitée**

Avis est donné que la compagnie « Acres Quebec Limited — Acres Québec limitée », a porté de 9 à 11 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire-trésorier,
JOHN HOLMES.

12690 5367-64

Club du Lac Des Roches inc.

Avis est donné que la « Club du Lac Des Roches inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
M. LAURIN.

12691-o 6633-49

MacDonald Tobacco Inc.

Avis est donné que la compagnie « MacDonald Tobacco Inc. », a porté de 5 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
MRS. MAY B. STEWART.

12692 14223-57

Service des loisirs Saint-Sylvain

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 septembre 1965, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs Saint-Sylvain », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12693-o 2697-65

United Equities Corporation Ltd.

Avis est donné que la compagnie « United Equities Corporation Ltd. », a porté de 4 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
RUTH VAN.

12694 3098-65

**La Ligue des propriétaires
Hidden-Valley inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 30, 1965, approved the general by-laws of "La Ligue des propriétaires Hidden-Valley inc.", and such pursuant to the provisions of section 226 of the Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12669 1636-65

Slack Inc.

Notice is hereby given that "Slack Inc.", has changed the number of its directors from 6 to 5.

SYBIL ROHRLLICK,
Secretary.

12670-o 5591-48

New York Wire Works Limited

Notice is hereby given that "New York Wire Works Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

(Seal)

J. RUDINSKY,
Secretary.

12674-o 342-28

**Acres Quebec Limited
Acres Québec limitée**

Notice is hereby given that "Acres Quebec Limited — Acres Québec limitée", has changed the number of its directors from 9 to 11.

JOHN HOLMES,
Secretary-Treasurer.

12690-o 5367-64

Club du Lac Des Roches inc.

Notice is hereby given that "Club du Lac Des Roches inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

M. LAURIN,
Secretary.

12691 6633-49

MacDonald Tobacco Inc.

Notice is hereby given that "MacDonald Tobacco Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

MRS. MAY B. STEWART,
President.

12692-o 14223-57

Service des loisirs Saint-Sylvain

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 2, 1965, approved the general by-laws of "Service des loisirs Saint-Sylvain", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of September, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12693 2697-65

United Equities Corporation Ltd.

Notice is hereby given that "United Equities Corporation Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

RUTH VAN,
Secretary.

12694-o 3098-65

**Club de Camping et de Caravaning
de Québec inc.
Quebec Camping and Caravaning
Club Inc.**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du « Club de Camping de Québec — Quebec Camping Club », tenue à Québec le 19e jour de juin 1965, le nom de ladite association a été, par résolution adoptée à cette fin, changé en celui de « Club de Camping et de Caravaning de Québec inc. — Quebec Camping and Caravaning Club Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12707-o 23-61

Elysee Realties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Elysee Realties Ltd. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
J. P. SALETES.

12708 13824-59

**Club de Camping et de Caravaning
de Québec inc.
Quebec Camping and Caravaning
Club Inc.**

Notice is hereby given that, during a general assembly of the members of "Club de Camping de Québec — Quebec Camping Club", held at Québec on the 19th day of June, 1965, the name of the said association was, by resolution adopted at this end, changed into that of "Club de Camping et de Caravaning de Québec inc. — Quebec Camping and Caravaning Club Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12707 23-61

Elysee Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Elysee Realties Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

J. P. SALETES,
Secretary.

12708-o 13824-59

Lettres patentes

Supreme Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes, en date du 13 juillet 1965, de la compagnie « Supreme Investments Ltd. », en y remplaçant les mots « Ida Rosenberg, secrétaire, épouse séparée de biens de Sam Merovitz » par les mots « Ida Merovitz, secrétaire, épouse séparée de biens de Sam Rosenberg ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-o 3202-65

Letters Patent

Supreme Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Québec has been pleased to correct the letters patent, dated July 13, 1965, of "Supreme Investments Ltd.", by replacing the words "Ida Rosenberg, secretary, wife separate as to property of Sam Merovitz" by the words "Ida Merovitz, secretary, wife separate as to property of Sam Rosenberg".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667 3202-65

Sièges sociaux

New York Wire Works Limited

Avis est donné que « New York Wire Works Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes, a établi son siège social à 5555, est rue Notre Dame, dans la ville de Montréal.

(Seau) *Le Secrétaire,*
J. RUDINSKY.

12674-o 342-28

Union Petroleum Corporation

Avis est donné que « Union Petroleum Corporation », constituée en corporation par lettres patentes sous le nom de « Stewart Oil Company Limited », le 12e jour de mars 1940, (lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de janvier 1945, ont été émises changeant le nom de la compagnie en celui de Union Petroleum Corporation), et ayant son siège social en la ville de Montréal, où son bureau était situé jusqu'au 22 juin 1965, dans l'édifice Sun Life, Carré Dominion, l'a transporté à Place Ville Marie, rue Université et Boulevard Dorchester, Montréal.

Union Petroleum Corporation,
Le Secrétaire-trésorier,
T. B. O. McKEAG.

12675

Head Offices

New York Wire Works Limited

Notice is hereby given that "New York Wire Works Limited", incorporated under Part I of the Québec Companies Act by letters patent, has established its head office at 5555 Notre Dame Street, East, in the city of Montreal.

(Seal) **J. RUDINSKY,**
Secretary.

12674-o 342-28

Union Petroleum Corporation

Notice is hereby given that "Union Petroleum Corporation", incorporated by letters patent under the name "Stewart Oil Company Limited" on the 12th day of March, 1940, (supplementary letters patent dated the 26th day of January 1945 were issued changing the name of the company to Union Petroleum Corporation), and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to June 22, 1965, at the Sun Life Building, Dominion Square, has moved it to Place Ville Marie, University Street and Dorchester Boulevard, Montreal.

Union Petroleum Corporation,
T. B. O. McKEAG,
Secretary-Treasurer.

12675-o

**L'Association industrielle de la Mauricie
St. Maurice Industrial Association**

Avis vous est donné que « L'Association industrielle de la Mauricie — St. Maurice Industrial Association », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 mai 1965, conformément à la troisième partie de la Loi des compagnies du Québec, et ayant son siège social en la cité de Shawinigan, dans la province de Québec, a établi son bureau au casier postal No 571, à Shawinigan.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Shawinigan, Québec, ce 30^e jour du mois de septembre 1965.

Le Secrétaire,
J. BERTRAND.
2289-65

12676-o

Dieter Hugo Stinnes Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Dieter Hugo Stinnes Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, sous la partie I de la Loi des compagnies de Québec, en date du 6 juin 1951, a transporté son siège social de 180 avenue Berveley, ville Mont-Royal à 5500 avenue Royalmount, ville Mont-Royal, Que.

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ, C.R.
6750-51

12677-o

Fontenay Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fontenay Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 10 mars 1965 et ayant son bureau principal à Québec, dans le district de Québec, a établi son siège social au 1221 Place Georges V, Québec 4, P.Q.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 20^e jour d'octobre 1965.

Le Secrétaire,
CLAUDE RIOUX.
1081-65

12678-o

Goco Knitting Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Goco Knitting Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25^e jour d'octobre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 26^e jour d'octobre 1965.

(Seau)

Le Secrétaire,
JONATHAN J. ROBINSON.
4709-65

12679

Maes Dry Cleaners Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Maes Dry Cleaners Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 19^e jour

**L'Association industrielle de la Mauricie
St. Maurice Industrial Association**

Notice is hereby given that "L'Association industrielle de la Mauricie — St. Maurice Industrial Association", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, in virtue of Part III of the Quebec Companies Act, on May 18, 1965 and having its head office in the city of Shawinigan, in the Province of Quebec, has established its office at Post Office Box No. 571, therein.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Shawinigan, Quebec, this 30th day of month of September, 1965.

J. BERTRAND,
Secretary.
2289-65

12676-o

Dieter Hugo Stinnes Inc.

Notice is hereby given that "Dieter Hugo Stinnes Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued on June 6, 1951, has transferred its head office from 180 Beverley Avenue, town of Mount Royal, Que., to 5500 Royalmount Avenue, town of Mount Royal, Que.

MARCEL PICHÉ, Q.C.,
Secretary.
6750-51

12677-o

Fontenay Inc.

Notice is hereby given that "Fontenay Inc.", incorporated by letters patent granted under the authority of Part I of the Quebec Companies Act, dated March 10, 1965, and having its principal office at Quebec in the district of Quebec, has established its head office at 1221 Place Georges V, Quebec 4, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Quebec, this 20th day of October, 1965.

CLAUDE RIOUX,
Secretary.
1081-65

12678

Goco Knitting Ltd.

Notice is hereby given that "Goco Knitting Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 25th day of October, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 26th day of October, 1965.

(Seal)

JONATHAN J. ROBINSON,
Secretary.
4709-65

12679-o

Maes Dry Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that "Maes Dry Cleaners Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec companies Act on the 19th day of August, 1964, and having its

d'août 1964, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 26^e jour d'octobre 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,
STEVE KASS.
3703-64

12680

Le Mobilier Canadien Ltée

Avis est donné que la compagnie « Le Mobilier Canadien Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16^e jour de juillet 1959 et ayant son siège social dans la cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 173, rue Crémazie-ouest, l'a transporté à 72, rue Latourelle.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à la cité de Québec, ce treizième jour d'octobre 1965.

(Sceau)

Le Président,
RENÉ LABRIE.
12397-59

12681-o

Claude Sigouin Auto Ltée

Avis est donné que « Claude Sigouin Auto Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 13 octobre 1965, a établi son siège social à 200, boulevard Labelle, Ste-Rose, Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 14^e jour d'octobre 1965.

Le Président,
CLAUDE SIGOUIN.
4510-65

12682

**Enseignes Laffèche inc.
Laffèche Signs Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Enseignes Laffèche inc.—Laffèche Signs Inc. », a changé son siège social du numéro 7815, rue Cartier, Montréal, au numéro 3291, 40^e avenue, St-Michel.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL LANGEVIN.
3563-63

12695-o

Elysee Realities Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Elysee Realities Ltd. », a transporté son siège social de 1410, rue Stanley, Montréal, à 380, avenue Kitchener, Westmount.

Le Secrétaire,
J. P. SALETES.
13824-59

12708

head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 26th day of October, 1965.

(Seal)

STEVE KASS,
Secretary.
3703-64

12680

Le Mobilier Canadien Ltée

Notice is hereby given that "Le Mobilier Canadien Ltée", company incorporated by letters patents on the 16th day of July, 1959, and having its head office in Quebec city, where its office was situated up to to-day at 173, Crémazie Street, as moved it to 72, Latourelle Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec city, this thirteen day of October 1965.

(Seal)

RENÉ LABRIE,
President.
12397-59

12681-o

Claude Sigouin Auto Ltée

Notice is hereby given that "Claude Sigouin Auto Ltée", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on October 13, 1965, has established its head office at 200 Boulevard Labelle, Ste-Rose, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 14th day of October, 1965.

CLAUDE SIGOUIN,
President.
4510-65

12682-o

**Enseignes Laffèche inc.
Laffèche Signs Inc.**

Notice is hereby given that "Enseignes Laffèche inc.—Laffèche Signs Inc.", has moved its head office from number 7815 Cartier St., Montreal, to number 3291, 40th Ave., St-Michel.

PAUL LANGEVIN,
Secretary-Treasurer.
3563-63

12695

Elysee Realities Ltd.

Notice is hereby given that "Elysee Realities Ltd.", has transferred its head office from 1410 Stanley Street, Montreal, to 380 Kitchener Avenue, Westmount.

J. P. SALETES,
Secretary.
13824-59

12708-o

Liquidation — Avis de

**La Caisse Populaire Desjardins de
l'Externat Classique St-Jean Eudes**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Po-

Winding up Notices

**La Caisse Populaire Desjardins de
l'Externat Classique St-Jean Eudes**

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Po-

pulaire Desjardins de l'Externat Classique St-Jean Eudes», tenue à Québec, le 4 mai 1965, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social, et que M. Paul Émond a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12696-o

2139-44

Rudberg Bros. Inc.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 9615 *ex parte*. Sous la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social 1941 S.R.Q. Ch. 278 et amendements, ce 9^e jour de septembre 1965, présent: l'honorable Juge Georges F. Reid.

Dans l'affaire de:

Rudberg Bros. Inc., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel et ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, débitrice, et Peter A. Lawrence et Victor Barnett, comptables agréés, des ville et district de Montréal, en leur qualité de liquidateurs conjoints de la succession de la débitrice, requérants.

Jugement

La Cour, ayant entendu les requérants par conseil sur leur requête pour annulation de l'Ordre de Liquidation accordé le 16^e jour de juin 1964, ayant examiné les procédures, et délibéré:

Considérant les allégations de ladite requête dûment supportée par deux (2) affidavits:

Pour ces raisons:

Accorde ladite requête sans frais;

Supprime et annule l'Ordre de Liquidation rendu contre Rudberg Bros. Inc. le 16 juin 1964 à toutes fins que de droit;

Ordonne que l'actif de la compagnie débitrice lui soit remis et que les pouvoirs des administrateurs et actionnaires de la compagnie leur soient rendus;

Et libère les liquidateurs de tous leurs devoirs se rapportant à la liquidation de la débitrice.

Vraie copie.

(Signé) GEORGES F. REID, J.C.S.M.,

Le Député-protonotaire C.S.M.,

12697-o

R. MASSE.

Westhill Construction Limited

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 9616 *ex parte*. Sous la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social 1941 S.R.Q. Ch. 278 et amendements, ce 9^e jour de septembre 1965, présent: l'honorable Juge Georges F. Reid.

Dans l'affaire de:

Westhill Construction Limited, corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel et ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, débitrice, et Peter A. Lawrence et Victor Barnett, comptables agréés et syndics licenciés des ville et district de Montréal, en leur qualité de liquidateurs conjoints de la succession de la débitrice, requérants.

pulaire Desjardins de l'Externat Classique St-Jean Eudes», held in Quebec on May 4, 1965, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said union be liquidated and that it be dissolved, the whole pursuant to the provisions of the Savings and Credit Unions Act and of the Winding-up Act, and that Mr. Paul Émond has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12696

2139-44

Rudberg Bros. Inc.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 9615 *ex parte*. Under the Winding-up Act 1941 R.S.Q. Ch. 278 and amendments, this 9th day of September, 1965, present: the Honourable Mr. Justice Georges F. Reid.

In the matter of:

Rudberg Bros. Inc., a body politic and corporate, duly incorporated as such and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, debtor and Peter A. Lawrence and Victor Barnett, chartered accountants, of the city and district of Montreal, in their quality of Joint Liquidators to the estate of the debtor, petitioners.

Judgment

The court having heard the petitioners by counsel on their petition for annulment of the Winding-up Order granted on the 16th day of June, 1964, having examined the proceedings, and deliberated:

Seeing the allegations of the said petition duly supported by two (2) affidavits:

For those reasons:

Doth grant the said petition without costs;

Doth cancel and annul the Winding-Up Order rendered against Rudberg Bros. Inc. on June 16, 1964, for all legal purposes;

Doth order that the assets of the debtor company be restored to it and the powers of the directors and shareholders of the company be restored to them;

And doth discharge the liquidators from all their duties in connection with the winding-up of the debtor.

True copy.

(Signed) GEORGES F. REID, J.S.C.M.,

R. MASSE,

12697-o

Deputy Prothonotary S.C.M.,

Westhill Construction Limited

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 9616 *ex parte*. Under the Winding-up Act 1941 R.S.Q. Ch. 278 and amendments, this 9th day of September, 1965, present: the Honourable Mr. Justice Georges F. Reid.

In the matter of:

Westhill Construction Limited, a body politic and corporate, duly incorporated as such and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, debtor, and Peter A. Lawrence and Victor Barnett, chartered accountants and licensed trustees, of the city and district of Montreal, in their quality of Joint Liquidators to the estate of the debtor, petitioners.

Jugement

La Cour, ayant entendu les requérants par conseil sur leur requête pour annulation de l'Ordre de Liquidation accordé le 16e jour de juin 1964, ayant examiné les procédures, et délibéré;

Considérant les allégations de ladite requête dûment supportée par deux (2) affidavits;

Pour ces raisons:

Accorde ladite requête sans frais;

Supprime et annule l'Ordre de Liquidation rendu contre Westhill Construction Limited le 16 juin 1964 à toutes fins que de droit;

Ordonne que l'actif de la compagnie débitrice lui soit remis et que les pouvoirs des administrateurs et actionnaires de la compagnie leur soient rendus;

Et libère les liquidateurs de tous leurs devoirs se rapportant à la liquidation de la débitrice.

Vraie copie.

(Signed) GEORGES F. REID, J.C.S.M.,
Le Député-protonotaire C.S.M.,

12698-0

R. MASSE.

Judgment

The court having heard the petitioners by counsel on their petition for annulment of the Winding-up Order granted on the 16th day of June, 1964, having examined the proceedings, and deliberated;

Seeing the allegations of the said petition duly supported by two (2) affidavits;

For those reasons:

Doth grant the said petition without costs;

Doth cancel and annul the Winding-Up Order rendered against Westhill Construction Limited on June 16, 1964 for all legal purposes;

Doth order that the assets of the debtor company be restored to it and the powers of the directors and shareholders of the company be restored to them;

And doth discharge the liquidators from all their duties in connection with the winding-up of the debtor.

True copy.

(Signed) GEORGES F. REID, J.S.C.M.,
R. MASSE,

12698-0

Deputy Prothonotary S.C.M.

**Ministère des
Affaires municipales**

Canton d'Halifax-Nord

Conformément aux dispositions de l'article 131 du Code municipal, le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 octobre 1965 par le conseil municipal du canton d'Halifax-Nord, comté de Mégantic, sous l'empire de l'article 130 du code municipal, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du canton d'Halifax-Nord, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Québec, le 25 octobre 1965.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
12699-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Canton de Loranger

Conformément aux dispositions de l'article 131 du Code municipal, le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 octobre 1965 par le conseil municipal du canton de Loranger, comté de Labelle, sous l'empire de l'article 130 du Code municipal, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du canton de Loranger, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Québec, le 22 octobre 1965.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
12699-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

**Department of
Municipal Affairs**

Township of Halifax-North

Pursuant to the provisions of section 131 of the municipal Code, the undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on October 4, 1965, by the municipal Council of the township of Halifax-North, county of Megantic, under the authority of section 130 of the municipal Code, the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the township of Halifax-North, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, henceforth, in the French language only.

Quebec, October 25, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
12699 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Township of Loranger

Pursuant to the provisions of section 131 of the municipal Code, the undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on October 4, 1965 by the municipal Council of the Township of Loranger, county of Labelle, under the authority of section 130 of the municipal Code, the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the Township of Loranger, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, henceforth, in the French language only.

Quebec, October 22, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
12699 Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Ministère de l'Industrie et du
Commerce**

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques

**Department of Industry and
Commerce**

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishery

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect

des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-11.2. Pointe Sproule à Phare des Iles de Mai sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 20 octobre 1965.

*Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
Par intérim,*

12706-o

ALBERT MORISSETTE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-12.2. Pointe à Tibasque à Pointe Ste-Marguerite, sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 19 octobre 1965.

*Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
Par intérim,*

12706-o

ALBERT MORISSETTE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-8.1. région s'étendant du quai de Baie Comeau — pointe est de la rivière Mistassini sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 25 octobre 1965.

*Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
Par intérim,*

12706-o

ALBERT MORISSETTE.

that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-11.2. Pointe Sproule to Phare des Iles de Mai are toxic to a degree unsafe for use as a raw food and for canning purposes.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

Quebec, October 20, 1965.

*ALBERT MORISSETTE,
Ad interim,*

12706

Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishery

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-12.2. Pointe à Tibasque to Pointe Ste-Marguerite, are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

The present interdiction does not apply however, to licensed producers (Quebec Order in Council, 1963-779) for canning purposes only.

Quebec, October 19, 1965.

*ALBERT MORISSETTE,
Ad interim,*

12706

Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishery

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located a long the shores and waters:

N-8.1. region extending from Baie Comeau wharfeast point of Mistassini river are toxic to a degree unsafe for use as a raw food and for canning purposes.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

Quebec October 25, 1965.

*ALBERT MORISSETTE,
Ad interim,*

12706

Minister of Industry and Commerce.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Village de Coaticook

Village of Coaticook

Cadastre officiel du village de Coaticook, municipalité de la ville de Coaticook, division d'enregistrement de Coaticook.

Official cadastre of the village of Coaticook, municipality of the town of Coaticook, registration division of Coaticook.

Avis est par la présente donné que le lot 1609-2-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 1609-2-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 28 septembre 1965.

Quebec, September 28, 1965.

12671-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12671-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Laprairie de la Magdeleine

Parish of Laprairie de la Magdeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de la ville de Brosard, division d'enregistrement de Laprairie.

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, municipality of the town of Brosard, registration division of Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 1-135 à 1-141 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 1-135 to 1-141 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 28 septembre 1965.

Quebec, September 28, 1965.

12671-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12671-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Canton de Cox

Township of Cox

Cadastre officiel du canton de Cox, municipalité de Paspébiac *, division d'enregistrement de de Bonaventure No 1.

Official cadastre of the township of Cox, municipality of Paspébiac *, registration division of Bonaventure No. 1.

Avis est par la présente donné que dans le Banc de Paspébiac les lots 312, 313, 314-A, 314-B, 314-C, 314-D, 315, 316-A, 316-B, 317-B, 317-C, 318-A, 318-B, 319-A et partie du lot 317-A sont annulés et le lot 2450 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots in the Banc de Paspébiac lots 312, 313, 314-A, 314-B, 314-C, 314-D, 315, 316-A, 316-B, 317-B, 317-C, 318-A, 318-B, 319-A and part of lot 317-A are cancelled and lot 2450 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 22 juin 1965.

Quebec, June 22, 1965.

12671-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12671-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Hubert

Parish of St-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Official cadastre of the parish of St-Hubert, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 102-3331 à 102-3333 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 102-3331 to 102-3333 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 21 octobre 1965.

Quebec, October 21, 1965.

12671-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12671-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Loretteville, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the town of Loretteville, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1526-3 et 1526-4 sont annulés et le lot 1526-2 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 1526-3 and 1526-4 are cancelled and lot 1526-2 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 19 octobre 1965.

Quebec, October 19, 1965.

12671-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12671-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Pointe-Claire

Parish of Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la ville de Beaconsfield, division d'enregistrement de Montréal.

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the town of Beaconsfield, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 200-251 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 200-251 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 18 octobre 1965.

Quebec, October 18, 1965.

12671-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

12671-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère du Travail**Department of Labour****Avis de modification**

*Confection pour hommes et garçons
province de Québec*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 513 du 30 avril 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1^o Le paragraphe 1.2 de l'article 1 (Juridiction industrielle) sera remplacé par le suivant:

« 1.2 Le présent décret s'applique aussi à tous les employeurs et employés s'occupant de la fabrication, en entier ou en partie, dans toute la province de Québec, de manteaux pour garçons et fillettes de la naissance à l'âge de 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement; mais il ne s'applique pas aux employeurs s'occupant principalement de la production de manteaux, costumes et jupes pour femmes et jeunes filles âgées de plus de 14 ans. »

2^o Le paragraphe 1.9 de l'article 1 (juridiction industrielle) sera remplacé par le suivant:

« 1.9 Pour les fins d'application du décret, les vêtements suivants sont désignés comme vêtements d'enfants:

a) manteaux pour garçons et fillettes de la naissance à l'âge de 6 ans inclusivement, ne dépassant pas la taille 24x, quel que soit le système de production; et

b) manteaux pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement, quand ces manteaux sont manufacturés par une méthode ou un mode de production normalement employé dans l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons. »

3^o Le paragraphe 15.2 de l'article 15 (Congés payés) sera remplacé par le suivant:

« 15.2 Les employeurs manufacturiers de vêtements pour enfants de la naissance à l'âge de 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que définis aux présentes, doivent accorder les congés suivants à leurs employés et doivent payer pour chacun de ces congés conformément aux dispositions contenues dans cet article:

Le jour de l'An, le vendredi-saint, le jour de la Confédération, la fête du travail, le jour d'actions de grâces et la Noël. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1965.

12710-0

Notice of amendment

*Men and boys' Clothing Industry
Province of Québec*

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men and boys' Clothing Industry in the Province of Québec, (made binding by decree number 513 of April 30, 1953 and amendments) have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Sub-section 1.2 of section 1 (Industrial jurisdiction) will be superseded by the following:

"1.2 The present decree shall also apply to all employers and employees engaged in the entire or partial manufacture, anywhere in the Province of Québec, of coats for boys and girls from birth up to and including 6 years of age, not exceeding size 24x, and coats for girls from 7 to 14 years inclusive. It shall not apply to an employer who is principally engaged in producing cloaks, coats, suits or skirts for females above the age of 14."

2. Sub-section 1.9 of section 1 (Industrial jurisdiction) will be superseded by the following:

"1.9 For purposes of application of this decree, the following shall be designated as children's clothing:

(a) coats for boys and girls from birth up to and including 6 years of age, not exceeding size 24x, irrespective of the method of production used; and

(b) coats for girls from 7 to 14 years inclusive. When such clothing is manufactured by a method or manner of production which is normally used in the men and boys' clothing industry."

3. Sub-section 15.2 of section 15 (Holidays with Pay) will be superseded by the following:

"15.2 Employers who manufacture children's clothing comprising ages from birth up to and including 6 years of age, not exceeding size 24x, and girls' coats up to the age of 14 years inclusive, as defined herein, shall grant the following holidays and shall pay a day's pay to their employees for each of the said holidays, in accordance with the provisions herein set forth:

New Year's Day, Good Friday, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 6, 1965.

12710-0

Avis de modification

*Confection pour hommes et garçons
province de Québec*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Le paragraphe 7.18 de l'article 7 (Travail sur plus d'une opération) sera biffé à compter du 1er janvier 1966.

2° Le paragraphe 11.1 de l'article 11 (Apprentis) sera amendé en biffant au sous-paragraphe « b » le paragraphe commençant par les mots: « Dans la zone 1 » et finissant par le mot: « département » et en le remplaçant par ce qui suit:

« Dans la zone 1, 12½% du nombre total des employés assujettis au décret; »

3° Le paragraphe 11.4 de l'article 11 (Examen des apprentis) sera biffé.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 6 novembre 1965.

12710-0

Notice of amendment

*Men and boys' Clothing Industry
Province of Québec*

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men and boys' Clothing Industry in the Province of Québec, (made binding by decree number 711 of April 30, 1963) have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Sub-section 7.18 of section 7 (Work on More than One Operation) will be deleted, effective January 1st, 1966.

2. Sub-section 11.1 of section 11 (Apprentices) will be amended by deleting in subdivision "b" the subsection beginning with the words: "In Zone 1" and ending with the word: "department" and replacing it by the following:

"In Zone 1, 12½% of the total number of employees governed by the decree;"

3. Sub-section 11.4 of section 11 (Examination of Apprentices), will be deleted.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, November 6, 1965.

12710-0

Syndicat professionnel

**L'Association des enseignants
de la Matapédia**

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 septembre 1965, autorisé le changement de nom de l'« Association des instituteurs et institutrices de la Matapédia », dont la constitution, sous le nom original de « Le Syndicat régional des institutrices d'Amqui », a été autorisée le 23 avril 1953, et dont le siège social est situé à Amqui, en celui de « L'Association des enseignants de la Matapédia », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 5 octobre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12700-0

863-53

Professional Syndicate

**L'Association des enseignants
de la Matapédia**

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on September 29, 1965, authorized the change of name of "Association des instituteurs et institutrices de la Matapédia", the incorporation of which, under the original name of "Le Syndicat régional des institutrices d'Amqui", was authorized on April 23, 1953, and the head office of which is situated in Amqui, to that of "L'Association des enseignants de la Matapédia", and such, pursuant to the provision of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, October 5, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12700

863-53

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourraient concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. } ATTENDU qu'en vertu de l'article 101 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par proclamation pour tout district judiciaire ou groupe de districts judiciaires, une Cour de Bien-Être Social;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 109 de la même loi la Cour siège au chef-lieu de chacun des districts judiciaires et qu'elle siège en outre à tout autre endroit désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu d'établir une Cour de Bien-Être Social pour les districts judiciaires d'Abitibi, de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda et d'autoriser cette Cour à siéger au chef-lieu de chacun des districts judiciaires plus haut mentionnés, ainsi qu'en la ville de Val d'Or et celle de La Sarre.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2004, en date du 6 octobre 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise instituant et décrétant l'établissement, à compter du 2 novembre 1965, d'une Cour d'Archives pour les districts judiciaires d'Abitibi, de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda, désignée sous le nom de Cour de Bien-Être Social pour les districts judiciaires d'Abitibi, de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda, et autorisant cette Cour à siéger au chef-lieu de chacun de ces districts, ainsi qu'en la ville de Val d'Or et celle de La Sarre.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

12667-0

RAYMOND DOUVILLE.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, } WHEREAS pursuant to section 101 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), the Lieutenant-Governor in council may establish by proclamation for any judicial district or group of judicial district, a Social Welfare Court;

WHEREAS pursuant to section 109 of the same Act the Court sits at the County seat of each of the judicial districts and that it sits moreover at every other place designated by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to establish a Social Welfare Court for the judicial districts of Abitibi, Témiscamingue and Rouyn-Noranda and to authorize this Court to sit in the County seat of each of the judicial districts above-mentioned, as well as the town of Val d'Or and that of La Sarre.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing number 2004, dated October 6, 1965, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that a proclamation be issued establishing and effecting the establishment, from and after November 2, 1965, of a Court of Records for the judicial districts of Abitibi, Témiscamingue and Rouyn-Noranda, designated under the name of Social Welfare Court for the judicial districts of Abitibi, Témiscamingue and Rouyn-Noranda, and authorizing this Court to sit in the County seat of each of these districts, as well as in the town of Val d'Or and that of La Sarre.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all other whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

12667

Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous deux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. } ATTENDU QUE l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au sous-paragraphé a) du paragraphe 1) de l'article 3 de la Loi 21 George V, chapitre 104, un plan et un livre de renvoi révisés d'une partie du village incorporé de Pointe-à-Gatineau (partie de la ville de Pointe-Gatineau), division d'enregistrement de Hull, comprenant le territoire borné par la rivière Ottawa, les rues portant les numéros 293-7, 298-13, 297-13, 289-8, 296-16, 287-11, 295-6, 301-5, 342-4, 381-9, 389-9, 411-9, 410-4, 409-5, 423-2, 422-4, 435 et 594 (Boulevard Greber et la rue St-Louis) et la limite Est de la ville ou « Montée Lafèche » ;

ATTENDU QUE ces plan et livre de renvoi révisés font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Hull.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 1147, en date du 8 juin 1965, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du sous-paragraphé a) du paragraphe 1) de l'article 3 de la Loi 21 George V, chapitre 104,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi révisés de cette partie du village incorporé de Pointe-à-Gatineau (partie de la ville de Pointe-Gatineau), dans la division d'enregistrement de Hull;

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions du sous-paragraphé c) du paragraphe 1) de l'article 3 de la Loi 21 George V, chapitre 104, deviendront en vigueur relativement à cette partie du village incorporé de Pointe-à-Gatineau (partie de la ville de Pointe-Gatineau); et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots au plan et livre de renvoi et non comprises les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* } WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Québec has had prepared, under his direction and pursuant to sub-paragraph (a) of paragraph (1) of section 3 of Act 21 George V, chapter 104, a revised plan and book of reference of a part of the incorporated village of Pointe-à-Gatineau (part of the Town of Pointe-Gatineau), registration division of Hull, comprised of the territory bounded by the Ottawa River, the streets bearing numbers 293-7, 298-13, 297-13, 289-8, 296-16, 287-11, 295-6, 301-5, 342-4, 381-9, 389-9, 411-9, 410-4, 409-5, 423-2, 422-4, 435 and 594 (Greber Boulevard and St-Louis St.) and the east limit of the Town or "Montée Lafèche";

WHEREAS this revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and a true copy has been filed in the office of the registration division of Hull.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council number 1147, dated June 8, 1965, and pursuant to the provisions of sections 2174 and 2174A of the Civil Code, and to sub-paragraph (a) of paragraph (1) of section 3 of Act 21 George V, chapter 104.

We hereby give notice of the deposit of this revised plan and book of reference of said part of the incorporated village of Pointe-à-Gatineau (part of the Town of Pointe-Gatineau) in the registration division of Hull;

We fix the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette* as the day on which the provisions of sub-paragraph (c) of paragraph (1) of section 3 of Act 21 George V, chapter 104 will come into force relative to said part of the incorporated Village of Pointe-à-Gatineau (part of the Town of Pointe-Gatineau); and

We invite all interested parties, under penalty of losing the priority conferred by law, to renew, within the year following the date fixed above, all mortgages affecting, particularly, any of the lots on the plan and in the book of reference, and not including mortgages affecting all subdivided land.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

12667-o RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. } ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermitte, comté de L'Assomption, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 175, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Repentigny;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Repentigny, par son règlement numéro 227, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermitte;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1988, en date du 6 octobre 1965, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermitte sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Repentigny.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

12667-o RAYMOND DOUVILLE.

Given in Our Parliament Buildings in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

12667 Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, } WHEREAS the municipal Council of the Parish of Saint-Paul-l'Ermitte, county of L'Assomption, has submitted for approval its by-law number 175 to the effect of submitting the territory of this municipality of the jurisdiction of the municipal Court of the town of Repentigny;

WHEREAS the municipal council of the town of Repentigny, by its by-law number 227, has agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the Parish of Saint-Paul-l'Ermitte;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1988, dated October 6, 1965, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that, from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the Parish of Saint-Paul-l'Ermitte will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Repentigny.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

12667 Assistant Secretary of the Province.

Soumissions

Ville de Bromptonville
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 24 novembre 1965, pour l'achat de \$200,000 d'obligations de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, datées du 1er décembre 1965 et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1985, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 282 — \$200,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — \$200,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1966	\$ 2,500
1er décembre 1967	2,500
1er décembre 1968	3,000
1er décembre 1969	3,000
1er décembre 1970	3,000
1er décembre 1971	3,500
1er décembre 1972	3,500
1er décembre 1973	4,000
1er décembre 1974	4,000
1er décembre 1975	4,500
1er décembre 1976	4,500
1er décembre 1977	5,000
1er décembre 1978	5,000
1er décembre 1979	5,500
1er décembre 1980	5,500
1er décembre 1981	6,000
1er décembre 1982	6,500
1er décembre 1983	7,000
1er décembre 1984	7,500
1er décembre 1985	114,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 24 novembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tenders

Town of Bromptonville
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Aimé Benoit, secretary-treasurer, Town Hall, 133 Laval St., Bromptonville, county of Richmond, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, November 24, 1965, for the purchase of an issue of \$200,000 of bonds for the town of Bromptonville, county of Richmond, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985, inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 282 — \$200,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — \$200,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1966	\$ 2,500
December 1, 1967	2,500
December 1, 1968	3,000
December 1, 1969	3,000
December 1, 1970	3,000
December 1, 1971	3,500
December 1, 1972	3,500
December 1, 1973	4,000
December 1, 1974	4,000
December 1, 1975	4,500
December 1, 1976	4,500
December 1, 1977	5,000
December 1, 1978	5,000
December 1, 1979	5,500
December 1, 1980	5,500
December 1, 1981	6,000
December 1, 1982	6,500
December 1, 1983	7,000
December 1, 1984	7,500
December 1, 1985	114,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issued and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, November 24, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 133 Laval St., Bromptonville, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville, (Comté de Richmond), ce 29 octobre 1965.

Le Secrétaire-Trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Hôtel de ville, 133, rue Laval,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.
Téléphone: 846-2788, code 819. 12709-0

Cité de Charlesbourg
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Adolphe Roy, greffier, Hôtel de Ville, 7575, Boul. Henri Bourassa, Charlesbourg, comté de Québec, jusqu'à 12 heures (midi), lundi, le 22 novembre 1965, pour l'achat de \$821,000 d'obligations de la Cité de Charlesbourg, comté de Québec, datées du 1^{er} décembre 1965 et remboursables par séries du 1^{er} décembre 1966 au 1^{er} décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 363 — \$50,000 — aqueduc et égouts; 372 — \$41,400 — aqueduc et égouts; 380 — \$6,300 — voirie; 384 — \$27,000 — achat de terrain; 385 — \$16,800 — voirie; 396 — \$50,500 — aqueduc; 412 — \$112,500 — aqueduc et égouts; 419 — \$74,000 — trottoirs et chaînes de rues; 420 — \$95,000 — pavage; 421 — \$173,000 — voirie; 422 — \$65,500 — achat de machinerie; 423 — \$109,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} décembre 1965.

Tableau d'amortissement — \$821,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} décembre 1966	\$ 17,000
1 ^{er} décembre 1967	18,000
1 ^{er} décembre 1968	20,000
1 ^{er} décembre 1969	21,000
1 ^{er} décembre 1970	22,000
1 ^{er} décembre 1971	23,000
1 ^{er} décembre 1972	25,000
1 ^{er} décembre 1973	26,000
1 ^{er} décembre 1974	27,000
1 ^{er} décembre 1975	29,000
1 ^{er} décembre 1976	22,000
1 ^{er} décembre 1977	24,000
1 ^{er} décembre 1978	25,000
1 ^{er} décembre 1979	27,000
1 ^{er} décembre 1980	28,000
1 ^{er} décembre 1981	30,000
1 ^{er} décembre 1982	33,000
1 ^{er} décembre 1983	35,000
1 ^{er} décembre 1984	36,000
1 ^{er} décembre 1985	333,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Bromptonville, (County of Richmond), October 29, 1965.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 133 Laval St.,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.
Telephone: 846-2788, code 819. 12709

City of Charlesbourg
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Adolphe Roy, city clerk, City Hall, 7575 Henri Bourassa Blvd., Charlesbourg, county of Quebec, until 12:00 o'clock (noon), Monday, November 22, 1965, for the purchase of an issue of \$821,000 of bonds for the City of Charlesbourg, county of Quebec, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 363 — \$50,000 — aqueduct and sewers; 372 — \$41,400 — aqueduct and sewers; 380 — \$6,300 — roads; 384 — \$27,000 — purchase of land; 385 — \$16,800 — roads; 396 — \$50,500 — aqueduct; 412 — \$112,500 — aqueduct and sewers; 419 — \$74,000 — sidewalks and curbs; 420 — \$95,000 — paving; 421 — \$173,000 — roads; 422 — \$65,500 — purchase of machinery; 423 — \$109,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — \$821,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1966	\$ 17,000
December 1, 1967	18,000
December 1, 1968	20,000
December 1, 1969	21,000
December 1, 1970	22,000
December 1, 1971	23,000
December 1, 1972	25,000
December 1, 1973	26,000
December 1, 1974	27,000
December 1, 1975	29,000
December 1, 1976	22,000
December 1, 1977	24,000
December 1, 1978	25,000
December 1, 1979	27,000
December 1, 1980	28,000
December 1, 1981	30,000
December 1, 1982	33,000
December 1, 1983	35,000
December 1, 1984	36,000
December 1, 1985	333,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 novembre 1965, à 12 heures (midi), Hôtel de Ville, 7575, Boul. Henri Bourassa, Charlesbourg, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg, (Comté de Québec), ce 3 novembre 1965.

Le Greffier,
ADOLPHE ROY.

Hôtel de Ville,
7575, Boul. Henri Bourassa,
Charlesbourg, (Québec 7), P.Q.
Téléphone: 623-9816, code 418. 12719-0

Ville de Gagnon
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Bouchard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, C. P. 460, Gagnon, comté de Saguenay, P.Q., jusqu'à 2 p.m. (heure normale d'atlantique) mardi, le 23 novembre 1965, pour l'achat de \$140,000 d'obligations de la ville de Gagnon, comté de Saguenay, datées du 1er décembre 1965, et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 51 — \$140,000 — achat d'équipement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — \$140,000 — 10 ans

Année	Capital
1er décembre 1966	\$10,500
1er décembre 1967	11,500
1er décembre 1968	11,500
1er décembre 1969	12,500
1er décembre 1970	13,500
1er décembre 1971	14,500
1er décembre 1972	15,000
1er décembre 1973	16,000
1er décembre 1974	17,000
1er décembre 1975	18,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gagnon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 22, 1965, at 12:00 o'clock (noon) at the City Hall, 7575 Henri Bourassa Blvd., Charlesbourg, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg, (County of Quebec), November 3, 1965.

ADOLPHE ROY,
City Clerk.

City Hall,
7575 Henri Bourassa Blvd.,
Charlesbourg, (Quebec 7), P.Q.
Telephone: 623-9816, code 418. 12719

Town of Gagnon
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Bouchard, secretary-treasurer, Town Hall, P. O. Box 460, Gagnon, county of Saguenay, P.Q., until 2:00 o'clock p.m. (Atlantic standard time) Tuesday, November 23, 1965, for the purchase of an issue of \$140,000 of bonds for the town of Gagnon, county of Saguenay, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966, to December 1, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1, and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 51 — \$140,000 — buying of equipment.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — \$140,000 — 10 years

Year	Capital
December 1, 1966	\$10,500
December 1, 1967	11,500
December 1, 1968	11,500
December 1, 1969	12,500
December 1, 1970	13,500
December 1, 1971	14,500
December 1, 1972	15,000
December 1, 1973	16,000
December 1, 1974	17,000
December 1, 1975	18,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gagnon.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 novembre 1965, à 2 heures p.m. (heure normale d'atlantique), Hôtel de Ville, C. P. 460, Gagnon, comté de Saguenay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gagnon, (Comté de Saguenay), ce 3 novembre 1965.

Le Secrétaire-Trésorier,

MARCEL BOUCHARD,

Hôtel de Ville, C. P. 460,

Gagnon, (Saguenay), P.Q.

Téléphone: 532-6303, code 418. 12720-0

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lindor Tétrault, secrétaire-trésorier, 385, rue Principale, C. P. 325, Granby, comté de Shefford, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 novembre 1965, pour l'achat de \$407,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1^{er} décembre 1965 et remboursables par séries du 1^{er} décembre 1966 au 1^{er} décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 7 septembre 1965 — \$407,000 — construction d'une école élémentaire de 20 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} décembre 1965.

Tableau d'amortissement — \$407,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1 ^{er} décembre 1966	x\$58,500
1 ^{er} décembre 1967	x 62,000
1 ^{er} décembre 1968	x 66,000
1 ^{er} décembre 1969	x 69,500
1 ^{er} décembre 1970	6,000
1 ^{er} décembre 1971	6,000
1 ^{er} décembre 1972	6,500
1 ^{er} décembre 1973	7,000
1 ^{er} décembre 1974	7,500
1 ^{er} décembre 1975	8,000
1 ^{er} décembre 1976	8,500
1 ^{er} décembre 1977	9,000
1 ^{er} décembre 1978	9,500
1 ^{er} décembre 1979	10,000
1 ^{er} décembre 1980	10,500
1 ^{er} décembre 1981	11,000
1 ^{er} décembre 1982	12,000
1 ^{er} décembre 1983	12,500
1 ^{er} décembre 1984	13,000
1 ^{er} décembre 1985	14,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$272,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$68,000 chacun, de 1966 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 23, 1965, at 2:00 o'clock p.m., (Atlantic standard time), Town Hall, B.O. Box 460, Gagnon, county of Saguenay, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Gagnon, (County of Saguenay), November 3, 1965.

MARCEL BOUCHARD,

Secretary-Treasurer,

Town Hall, P.O. Box 460,

Gagnon, (Saguenay), P.Q.

Telephone: 532-6303, code 418. 12720

The catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lindor Tétrault, secretary-treasurer, 385, Main St., P. O. Box 325, Granby, county of Shefford, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, November 23, 1965, for the purchase of an issue of \$407,000 of bonds for the Catholic school commissioners for the municipality of the City of Granby, county of Shefford, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 7, 1965 — \$407,000 — construction of a 20-class elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — \$407,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
December 1, 1966	x\$58,500
December 1, 1967	x 62,000
December 1, 1968	x 66,000
December 1, 1969	x 69,500
December 1, 1970	6,000
December 1, 1971	6,000
December 1, 1972	6,500
December 1, 1973	7,000
December 1, 1974	7,500
December 1, 1975	8,000
December 1, 1976	8,500
December 1, 1977	9,000
December 1, 1978	9,500
December 1, 1979	10,000
December 1, 1980	10,500
December 1, 1981	11,000
December 1, 1982	12,000
December 1, 1983	12,500
December 1, 1984	13,000
December 1, 1985	14,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$272,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$68,000 each, from 1966 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue mardi, le 23 novembre 1965, à 8 heures du soir, 385, rue Principale, C. P. 325, Granby, comté de Shefford, P.Q.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 2 novembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LINDOR TÉTRAULT.

385, rue Principale, C. P. 325,
Granby, (Shefford), P.Q.
Téléphone: 378-3985, code 514. 12721-0

Paroisse de Ste-Geneviève-de-Berthier
Comté de Berthier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Joyal, s.p., secrétaire-trésorier, 22, rue Laval, Berthierville, comté de Berthier, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 novembre 1965, pour l'achat de \$140,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Geneviève-de-Berthier, comté de Berthier, datées du 1er décembre 1965, et remboursables par séries du 1er décembre 1966 au 1er décembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 162 — \$75,000 — aqueduc, égouts et protection contre incendie; 171 — \$25,000 — aqueduc et égouts; 174 — \$40,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1965.

Tableau d'amortissement — \$140,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1966	\$ 1,500
1er décembre 1967	1,500
1er décembre 1968	1,500
1er décembre 1969	1,500
1er décembre 1970	1,500
1er décembre 1971	2,000
1er décembre 1972	2,000
1er décembre 1973	2,500
1er décembre 1974	2,500
1er décembre 1975	2,500
1er décembre 1976	2,500
1er décembre 1977	2,500
1er décembre 1978	2,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 23, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at 385 Main St., P.O. Box 325, Granby, county of Shefford, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), November 2, 1965.

LINDOR TÉTRAULT,
Secretary-Treasurer.

385, Main St., P.O. Box 325,
Granby, (Shefford), P.Q.
Telephone: 378-3985, code 514. 12721

Parish of Ste-Geneviève-de-Berthier
County of Berthier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Joyal, s.p., secretary-treasurer, 22 Laval Street, Berthierville, county of Berthier, until 8:00 o'clock p.m., Monday, November 22, 1965, for the purchase of an issue of \$140,000 of bonds for the parish of Ste-Geneviève-de-Berthier, county of Berthier, dated December 1, 1965, and redeemable serially from December 1, 1966 to December 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 162 — \$75,000 — aqueduct, sewers and fire protection; 171 — \$25,000 — aqueduct and sewers; 174 — \$40,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1965.

Table of redemption — \$140,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1966	\$ 1,500
December 1, 1967	1,500
December 1, 1968	1,500
December 1, 1969	1,500
December 1, 1970	1,500
December 1, 1971	2,000
December 1, 1972	2,000
December 1, 1973	2,500
December 1, 1974	2,500
December 1, 1975	2,500
December 1, 1976	2,500
December 1, 1977	2,500
December 1, 1978	2,500

1er décembre 1979.....	\$ 2,500
1er décembre 1980.....	2,500
1er décembre 1981.....	3,000
1er décembre 1982.....	3,000
1er décembre 1983.....	3,500
1er décembre 1984.....	4,000
1er décembre 1985.....	95,000

December 1, 1979.....	\$ 2,500
December 1, 1980.....	2,500
December 1, 1981.....	3,000
December 1, 1982.....	3,000
December 1, 1983.....	3,500
December 1, 1984.....	4,000
December 1, 1985.....	95,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Berthierville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 novembre 1965, à 8 heures du soir, 22, rue Laval, Berthierville, comté de Berthier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Berthierville, (Comté de Berthier), ce 2 novembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

CLAUDE JOYAL, N.P.

22, rue Laval, C.P. 419,

Berthierville, (Berthier), P.Q.

Téléphone: 836-2034, code 514. 12722-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Berthierville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 22, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at 22 Laval Street, Berthierville, county of Berthier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Berthierville, (County of Berthier), November 2, 1965.

CLAUDE JOYAL, N.P.,

Secretary-Treasurer.

22 Laval Street, P.O. Box 419,

Berthierville, (Berthier), P.Q.

Telephone: 836-2034, code 514. 12722

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 23 septembre 1965.

M. Guy Genest, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en loi de la reine, de Waterloo: nommé, à compter du 15 septembre 1965, juge de district, avec juridiction dans toute la province, mais plus particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Bedford, avec résidence dans la ville de Waterloo ou le voisinage immédiat, ledit M. Guy Genest, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de district, étant autorisé à exercer sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 15 septembre 1965, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Québec, le 29 septembre 1965.

Dr Pierre-Paul Marcell, médecin du Centre Médical de Rouyn, de Noranda, coroner conjoint pour le district judiciaire de Rouyn-Noranda, à compter de la date de son assermentation.

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by commissions under the Great Seal of the Province, to make the following appointments:

Québec, September 23, 1965.

Mr. Guy Genest, advocate and member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of Waterloo: appointed, from and after September 15, 1965, district judge with jurisdiction in the entire province, but particularly and without restriction in the judicial district of Bedford, with residence in the town of Waterloo or the immediate vicinity; the said Mr. Guy Genest, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as district judge, is authorized, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, to exercise, from and after September 15, 1965, jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

Québec, September 29, 1965.

Dr. Pierre-Paul Marcell, physician at the Rouyn Medical Center, of Noranda, joint coroner for the judicial district of Rouyn-Noranda, from and after the date of his swearing in.

Dr Vial Lavoie, médecin, de St-Jean d'Iberville, coroner conjoint pour le district judiciaire d'Iberville, à compter de la date de son assermentation.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12667-0

Dr. Vial Lavoie, physician, of St-Jean d'Iberville, joint coroner for the judicial district of Iberville, from and after the date of his swearing in.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12667

Ventes par licitation

Arthur Simoneau

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No 31-855. Arthur Simoneau, demandeur, *vs* André Albert St-Pierre et Yvonne St-Pierre, défendeurs et Adrien Simoneau, mis en cause.

Avis de licitation

Le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi, devant le Prothonotaire de la Cour Supérieure du district de Rimouski, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Rimouski, en exécution d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Rimouski en date du 9 juin 1965, dans l'instance engagée entre Arthur Simoneau, rentier, de Notre-Dame du Sacré-Coeur, demandeur, et André Albert St-Pierre et Yvonne St-Pierre tous deux de Rimouski, défendeurs et Adrien Simoneau de Rimouski, mis en cause, il sera procédé à l'adjudication par licitation aux enchères publiques des immeubles ci-après:

« Partie du numéro deux cent trente-trois (p. de 233) au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé dans la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski, mesurant cent quarante pieds de front est-ouest sur cent dix pieds de profondeur nord-sud, mesure anglaise, borné au nord et à l'est par Joseph Lavoie fils Jean, au sud partie par Émile Canuel et partie par Adélar Lévesque, et à l'ouest par le chemin de la Cie Price Brothers, avec la maison et toute bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi qu'avec droit à la servitude de passage dans un chemin privé appartenant à Émile Canuel sur partie dudit numéro deux cent trente-trois (233) telle que cette servitude a été créée dans un acte de vente d'Émile Canuel à Isidore Lepage enregistré le 20 avril 1946 sous le numéro 78-231. »

La partie nord des lots numéros trois cent vingt-trois et trois cent vingt-quatre au cadastre officiel de la paroisse St-Germain de Rimouski, bornée au nord au fronteau, à l'est à Louis Corbin, au sud à la route de St-Léon et à l'ouest à Ernest Blanchette, tel que le tout se trouve actuellement.

subjets aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au Greffe:

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'une consignation de \$500.00.

Les oppositions à la vente, s'il y a lieu, devront être produites, au plus tard le 12ième jour avant la date de la licitation et les oppositions à fin de conserver, dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de déchéance ou forclusion.

Rimouski, ce 27 octobre 1965.

Les Procureurs du demandeur,
CASGRAIN, CASGRAIN & BRIÈRE.

12702-45-2-0

Sales by Licitaton

Arthur Simoneau

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 31-855. Arthur Simoneau, plaintiff, *vs* André Albert St-Pierre and Yvonne St-Pierre, defendants and Adrien Simoneau, mis en cause.

Notice of licitation

On the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1965, at TEN o'clock in the morning, before the Prothonotary of the Superior Court of the district of Rimouski, in the Court Room of the Court House of Rimouski, in carrying out a judgment of the Superior Court of the district of Rimouski dated June 9, 1965, in the case between Arthur Simoneau, annuitant, of Notre-Dame du Sacré-Coeur, plaintiff, and André Albert St-Pierre and Yvonne St-Pierre both of Rimouski, defendants and Adrien Simoneau of Rimouski, mis en cause, proceedings will be taken for adjudication by licitation and the following immoveables will be sold by public auction:

"A part of number two hundred and thirty-three (p. 233) on the official cadastre of the parish of St-Germain of Rimouski, being a land situated in the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski, measuring one hundred and forty feet in front east-west by one hundred and ten feet in depth north-south, English measure, bounded on the north and the east by Joseph Lavoie son Jean, on the south a part by Émile Canuel and a part by Adélar Lévesque, and on the west by the road of Price Brothers Company, with the house and all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, as well as with a right to the passage servitude in a private road belonging to Émile Canuel on a part of said number two hundred and thirty-three (233) such as this servitude was created in a deed of sale from Émile Canuel to Isidore Lepage Lepage registered on April 20, 1946 under number 78-231."

The north part of lots number three hundred and twenty-three and three hundred and twenty-four on the official cadastre of the parish of St-Germain of Rimouski, bounded on the north by a small pediment, on the east by Louis Corbin, on the south by the route of St-Léon and on the west by Ernest Blanchette, such as the whole is actually found.

subject to charges, clauses and conditions stipulated in the list of changes filed in the office of the Court.

Every bidder must accompany his offer with a deposit of \$500.00.

The oppositions of the sale, if there were any, must be produced, at least on the 12th day before the date of the licitation, and opposition for payment, within the 6 days after the adjudication, under penalty of forfeiture or foreclosure.

Rimouski, October 27, 1965.

CASGRAIN, CASGRAIN & BRIÈRE,
Attorneys for the plaintiff.

12702-45-2

Colette vs D'Errico

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 677 449, Pierrette Colette, demanderesse, vs Manfredi D'Errico, défendeur.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable Juge Harry Batshaw, le 30 septembre, 1965, dans une cause dans laquelle Pierrette Colette épouse séparée de corps et de biens de Yvon Colette de la ville de Chambly, comté de Chambly, district de Montréal, héritière de la Succession Omer Desnoyers, autrefois des cité et district de Montréal, demanderesse et Manfredi D'Errico in sa qualité de tuteur de Pierre Desnoyers, fils mineur d'Omer Desnoyers qui est héritier dans la succession dudit Omer Desnoyers, des cité et district de Montréal est défendeur, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

a) Un emplacement situé à St-François de Sales, dans le comté de Laval, connu et désigné comme faisant partie du lot originaire numéro cinquante-quatre (ptie 54) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, mesurant soixante-dix pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public et la Rivière Jésus, situé à environ soixante-quinze pieds de la ligne ouest de ladite terre et bornée comme suit: au nord par la Rivière Jésus, au sud par le chemin public, à l'est par le résidu de la terre appartenant à Léopold Gascon ou représentants, et à l'ouest par l'emplacement d'Henri Fortier ou représentants.

b) Un emplacement situé sur la Grande Avenue à Montréal connu et désigné comme étant la subdivision numéro six de la subdivision du lot numéro un, de la subdivision du lot originaire numéro six cent quarante et un (641-1-6) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, avec une maison en bois et brique, à un étage y érigée et portant le numéro 6760 Grande Avenue à Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUF DÉCEMBRE 1965, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience numéro 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses du droit de le faire;

Un dépôt de mille dollars (\$1,000.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 29 octobre 1965.

Le Procureur de la demanderesse,

12718-45-2-o

JEAN-PAUL-A. RENAUD,

Colette vs D'Errico

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 677 449; Pierrette Colette, plaintiff, versus Manfredi D'Errico, defendant.

Notice of licitation

Notice is hereby given that, pursuant to a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Mr. Justice Harry Batshaw on September 30, 1965, in a case in which Pierrette Colette, wife separate as to bed and board of Yvon Colette of the town of Chambly, county of Chambly, district of Montreal, heir to the estate of Omer Desnoyers, formerly of the City and district of Montreal, is plaintiff, and Manfredi D'Errico, in his capacity as tutor to Pierre Desnoyers, minor son of Omer Desnoyers who is heir to the estate of the said Omer Desnoyers, of the city and district of Montreal, is defendant, ordering the licitation of the immovables designated as follows:

(a) An emplacement situated in St-François de Sales, in the county of Laval, known and designated as forming part of original lot number fifty-four (P. 54) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-François de Sales, measuring seventy feet in width by the entire depth between the public road and Rivière Jésus, situated at a distance of approximately seventy-five feet from the west line of the said farm and bounded as follows: on the north by Rivière Jésus, on the south by the public road, on the east by the remainder of the farm belonging to Léopold Gascon or representatives, and on the west by the emplacement belonging to Henri Fortier or representatives.

(b) An emplacement situated on Grande Avenue in Montreal, known and designated as being subdivision number six of the subdivision of lot number one on the subdivision of original lot number six hundred and forty-one (641-1-6) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent, with a wood and brick one-storey house thereon erected and bearing number 6760 Grande Avenue in Montreal.

The above-designated immovables will be put up for auction and granted to the highest and last bidder on the NINTH day of DECEMBER, 1965, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon, in Council Room number 31 in the Montreal Court House, or in any other hall, as required by circumstances, subject to charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication, and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereinabove limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand dollars (\$1,000.00) will be exacted, before the sale, from each and every bidder.

Montreal, October 29, 1965.

JEAN-PAUL-A. RENAUD,

12718-45-2-o

Attorney for the plaintiff.

Vente — Loi de faillite

Sale — Bankruptcy Act

Gilles Forand

Canada, province de Québec, district St-François-Bedford, cour Supérieure no 3026 (en matière de faillite), division no 4, dans l'affaire de la faillite de: Gilles Forand - livreur 22 rue de la Montagne, Waterloo, Que., dédant autorisé et Philippe A. Jolin, c.a., Granby, Qué., Syndic.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite), district de St-François-Bedford, en date du quatorzième (14e) jour du mois de novembre 1963, sera vendu en justice aux enchères publiques, en la forme accoutumée, à la porte de l'église de la paroisse St-Bernardin à Waterloo, comté de Shefford, pour ladite vente avoir l'effet du décret, le MERCREDI, QUINZIÈME (15e) jour du mois de DÉCEMBRE 1965, à DEUX (2) heures de l'après-midi, l'immeuble ci-après désigné:

« Une propriété connue et désignée comme étant un emplacement situé sur le côté nord-est de la rue Montagne à Waterloo, mesurant soixante-six pieds (66') de largeur sur cent soixante-cinq pieds (165') de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterloo comme étant le numéro deux cent six (206) avec les bâtisses dessus construites. »

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Pour conditions de vente et autres informations s'adresser à Philippe A. Jolin, c.a., Syndic, 317 rue Racine à Granby, Qué.

Le Syndic,

12701-45-2-0

PHILIPPE A. JOLIN, C.A.

Gilles Forand

Canada, province de Québec, district of St. François-Bedford, Superior Court, no. 3026 (In Bankruptcy) division no 4 in the matter of: Gilles Forand - delivery man 22 Mountain St., Waterloo, Que. bankrupt and Philippe A. Jolin, c.a. Granby, Que., trustee.

Notice of Sale

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court (in bankruptcy), district of St. François, rendered under date of November the fourteenth (14th) 1963, will be sold by public auction, at the door of the parochial church of St. Bernardin of Waterloo, district of Bedford, county of Shefford, on WEDNESDAY, FIFTEENTH (15th) day of DECEMBER 1965, at TWO (2) o'clock in the afternoon, the immoveable hereinafter designed:

"A piece of land situated on the north-east side of Mountain Street in Waterloo, measuring sixty-six feet (66') in width by one hundred and sixty-five (165') in depth, English measure, known and designated in the official cadastral plan for the village of Waterloo as being lot number two hundred and six (206), with buildings thereon erected."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the code of civil procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by sheriff.

For conditions of sale and other information, please apply to the trustee Philippe A. Jolin, c.a., 317 Racine Street, Granby, Que.

PHILIPPE A. JOLIN, C.A.,

12701-45-2-0

Trustee.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

NICOLET

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Cour de Magistrat, No 4655.

Magistrate's Court, No. 4655.

{ LA VILLE DE NICOLET, corporation légalement constituée, ayant

{ THE TOWN OF NICOLET, a corporation legally incorporated, having

sa place d'affaires en la ville de Nicolet, dit district, demanderesse, vs M. ROBERT GAUTHIER, résidant à Nicolet, dit district, défendeur.

its head office in the town of Nicolet, said district, plaintiff, vs Mr. ROBERT GAUTHIER, residing at Nicolet, said district, defendant.

« Un emplacement situé en la ville de Nicolet, mesurant 50 pieds de largeur, sur une profondeur de 60 pieds, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front, vers le sud-est, par l'emplacement de René Gibeault, en profondeur, vers le nord-ouest, par celui de Raoul Montembeault, d'un côté, vers le nord-est, par le terrain d'Onésime Cloutier ou représentants et, de l'autre côté, vers le sud-ouest, au terrain de René Gibeault; et connu et désigné comme étant parti du lot No 2 de la

"An emplacement situated in the town of Nicolet, measuring 50 feet in width, by a depth of 60 feet, more or less, English measure; bounded in front, on the south-east by the emplacement of René Gibeault, in depth, on the north-west by that of Raoul Montembeault, on one side, on the north-east by the land of Onésime Cloutier or representatives and, on the other side, on the south-west, by the land of René Gibeault; and known and designated as being part of lot No. 2

subdivision du lot No 229 (deux cent vingt-neuf P-2) du cadastre de la ville de Nicolet, avec maison et dépendances; et avec, en plus un droit de passage à pied et en voiture pour communiquer du susdit terrain à la rue Leprohon, lequel droit de passage à être pris sur le résidu du lot 229-2 appartenant à René Gibeault. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Nicolet, le SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1965 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES DOUCET,
Nicolet, ce 30 octobre 1965. 12711-45-2-0

of the subdivision of lot No. 229 (two hundred and twenty-nine P-2) of the cadastre of the town of Nicolet, with house and dependencies; and with, in addition a right of passage on foot and in a car to communicate from the abovementioned land to Leprohon Street, the said right of passage to be taken on the residue of lot 229-2 belonging to René Gibeault."

To be sold at the parochial church door of Nicolet, on the SEVENTH day of DECEMBER 1965 at ELEVEN o'clock in the morning.

GEORGES DOUCET,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Nicolet, October 30, 1965. 12711-45-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **R**OSCO METAL & ROF-Cour Supérieure **F**ING **P**RODUCTS No. 130,411. **L**TD, corps politique légalement constitué, ayant son siège social en la cité de Québec, *vs* CLAUDE DOYON, domicilié à Beauport, comté de Québec, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de Vitrierie Claude Doyon Enr., à 45, rue Seigneuriale, Beauport, Québec.

« Un lopin de terre ou emplacement en la ville de Beauport, côté ouest, rue Seigneuriale, faisant partie du lot 550 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, borné à l'est à la rue publique, au nord au terrain de Dame Joachim Marcoux, à l'ouest au terrain de Victorien Grenier, et au sud au terrain de Jacques Guillot, mesurant 60 pieds de largeur en front sur une profondeur de 85 pieds, m.a., le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Beauport le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 8 octobre 1965. 12472-42-2-0
[Première insertion: 16 octobre 1965]
[Deuxième insertion: 6 novembre 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **L**A CAISSE POPULAIRE DE MAGISTRAT, **R**E DE SAINTE-ANNE DE BEAUPRÉ, corporation légalement constituée, régie par la loi des caisses d'épargne et de crédit du Québec, et ayant sa place d'affaires et siège social à 9812, Royale, Ste-Anne de Beauport, en le Comté de Montmorency, P.Q., *contre* JEAN-MARC GIGUÈRE, domicilié à 9335 ou 9343, Royale, Ste-Anne de Beauport, comté de Montmorency, P.Q. et ALBERT GIGUÈRE, domicilié à 9335, Royale, Ste-Anne de Beauport, comté de Montmorency, P.Q.

a) Propriété de Jean-Marc Giguère:

Un emplacement formant partie du lot numéro deux cent vingt-trois (Pt. 223) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Anne de Beauport; borné au sud à une autre partie du lot 223 appartenant à Albert Giguère, à cent pieds au nord-ouest du chemin royal; borné au nord à la terre de L. Paradis, vers l'ouest à Gilles Têtu et vers l'est à Gabriel St-Hilaire; mesurant soixante-dix pieds de largeur dans sa ligne nord et soixante pieds de largeur dans sa ligne sud. Avec maison dessus érigée et dépendances. Portant le numéro civique: 9343 Avenue Royale, de Ste-Anne de Beauport.

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: **R**OSCO METAL & ROF-Superior Court, **F**ING **P**RODUCTS No. 130,411. **L**TD, body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, *vs* CLAUDE DOYON, domiciled at Beauport, county of Quebec, and carrying on business under the name and style of Vitrierie Claude Doyon Enr., at 45 Seigneuriale St., Beauport, Quebec.

"A piece of land or emplacement in the town of Beauport, on the west side of Seigneuriale St., forming part of lot 550 in the official cadaster of the Parish of Beauport, bounded on the east by the public street, on the north by the lot of land belonging to Dame Joachim Marcoux, on the west by the terrain belonging to Victorien Grenier, and on the south by the land of Jacques Guillot, measuring 60 feet in width in front, by a depth of 85 feet, e.m., the whole with the buildings, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door in Beauport, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Quebec, October 8, 1965. 12472-42-2
[First insertion: October 16, 1965]
[Second insertion: November 6, 1965]

Fieri Facias

Quebec, to wit: **L**A CAISSE POPULAIRE DE MAGISTRAT'S COURT, **R**E DE SAINTE-ANNE DE BEAUPRÉ, body legally incorporated, governed by the Quebec Savings and Credit Unions Act, and having its place of business and head office at 9812 Royale, Ste-Anne de Beauport, county of Montmorency, P.Q., *against* JEAN-MARC GIGUÈRE, domiciled at 9335 or 9343 Royale, Ste-Anne de Beauport, county of Montmorency, P.Q., and ALBERT GIGUÈRE, domiciled at 9335, Royale, Ste-Anne de Beauport, county of Montmorency, P.Q.

(a) Property of Jean-Marc Giguère:

An emplacement forming part of lot number two hundred and twenty-three (P. 223) in the official cadaster of the parish of Ste-Anne de Beauport, bounded on the south by another part of lot 223 belonging to Albert Giguère, one hundred feet north-west of Royal Road; bounded on the north by the farm belonging to L. Paradis, on the west by Gilles Têtu, and on the east by Gabriel St-Hilaire, measuring seventy feet in width on its north line and sixty feet in width on its south line, with the house thereon erected and dependencies, bearing civic number 9343 Royale Ave., in Ste-Anne de Beauport.

b) Propriété de Albert Giguère:

Un emplacement formant partie du lot deux cent vingt-trois (Pt. 233) du cadastre de Ste-Anne de Beaupré; mesurant soixante pieds de largeur en bas, près du chemin royal que le borne vers le sud; borné au nord à la partie dudit lot 223 constituant l'emplacement sus-décrié et appartenant à Jean-Marc Giguère, à l'est à Gabriel St-Hilaire et à l'ouest à Arthur Têtu. Avec maison dessus érigée et dépendances. Portant le numéro civique: 9335 Avenue Royale.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Beaupré, comté de Montmorency, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
 Québec, le 2 novembre 1965. 12712-45-2-o
 [Première insertion: 6 novembre 1965]
 [Deuxième insertion: 27 novembre 1965]

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
 District de St-Maurice

Cour Supérieure { LIONEL VENNES demandeur, *vs* ÉDOUARD PERRON, défendeur.

Désignation

« Un emplacement situé à St-Rémi du Lac aux Sables, comté de Portneuf, connu et désigné comme étant partie du lot numéro vingt-deux (Ptie 22) du Bloc B 13 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Rémi du Lac aux Sables, mesurant ledit emplacement, mesures anglaises et plus ou moins, cent dix (110) pieds de largeur en front, cent cinq (105) pieds de largeur à la profondeur sur la profondeur de cent vingt-cinq (125) pieds;

Borné en front par le chemin public, en profondeur par Dame Joseph St-Amand, d'un côté par André Gauthier et de l'autre côté par Charles Bourassa. Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. En acceptant la présente garantie hypothécaire, ledit Lionel Vennes se réserve tous les droits qui peuvent exister en sa faveur. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Rémi du Lac aux Sables comté de Portneuf, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ BOISVERT.
 Shawinigan, le 29 octobre 1965. 12713-45-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
 District of Montréal

Cour Supérieure, { GERMAR INVESTMENTS INC., corps politique et incorporé, dûment constituée, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ARES INC., corps politique et incorporé, dûment constituée, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse.

(b) Property of Albert Giguère:

An emplacement forming part of lot two hundred and twenty-three (P. 233), in the cadaster of Ste-Anne de Beaupré, measuring sixty feet in width at the bottom, near Royal Road, which bounds it on the south, bounded on the north by the part of said lot 223 forming the above-described emplacement and belonging to Jean-Marc Giguère, on the east by Gabriel St-Hilaire, and on the west by Arthur Têtu. With the house thereon erected and dependencies, bearing civic number 9335 Royale Ave.

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne de Beaupré, county of Montmorency, on the TENTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
 Quebec, November 2, 1965. 12712-45-2
 [First insertion: November 6, 1965]
 [Second insertion: November 27, 1965]

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
 District of St. Maurice

Superior Court, { LIONEL VENNES, plaintiff, *vs* ÉDOUARD PERRON, defendant.

Description

«An emplacement situated at St-Rémi du Lac aux Sables, county of Portneuf, known and designated as being part of lot number twenty-two (Pt. 22) of Block B 13 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Rémi du Lac aux Sables, the said emplacement measuring, English measure and more or less, one hundred and ten (110) feet in width in front, one hundred and five (105) feet in width to the depth on a depth of one hundred and twenty-five (125) feet;

Bounded in front by the public road, in depth by Mrs. Joseph St-Amand, on one side by André Gauthier and on the other side by Charles Bourassa. With buildings erected thereon, circumstances and dependencies. By excepting the present mortgage guaranty, the said Lionel Vennes reserves all the rights which can exist in his favor. »

To be sold at the parochial church door of St. Rémi du Lac aux Sables, county of Portneuf, the SIXTH day of DECEMBER, 1965, at TEN o'clock in the morning.

RENÉ BOISVERT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Shawinigan, October 29, 1965. 12713-45-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
 District of Montreal

Superior Court, { GERMAR INVESTMENTS INC., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff, *vs* ARES INC., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

Avis de vente

Les immeubles ci-après mentionnés et en la possession de la défenderesse Ares Inc.

1. Un emplacement situé dans la paroisse de St-Louis de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné sous le lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (No 537-1) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

Avec une petite bâtisse servant d'office, sans fondation.

2. Un emplacement situé dans la paroisse de St-Louis de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné sous le lot numéro quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (No 537-14) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

Avec une maison dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église de Terrebonne, JEUDI le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1965 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT,
Saint-Jérôme, 29 octobre 1965. 12714-45-2-0

Notice of Sale

The immoveables hereafter mentioned and in the possession of the defendant Ares Inc.

1. An emplacement situated in the parish of St-Louis de Terrebonne, in the county of Terrebonne, known and designated under lot number one of the official subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (No. 537-1) on the official plan and book of reference of the parish of St-Louis de Terrebonne.

With a small building serving as office, without foundation.

2. An emplacement situated in the parish of St-Louis de Terrebonne, in the county of Terrebonne, known and designated under lot number fourteen of the official subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (No. 537-14) on the official plan and book of reference of the parish of St-Louis de Terrebonne.

With a house thereon erected.

To be sold at the church door of Terrebonne, THURSDAY, the NINTH day of DECEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, Sheriff,
Saint-Jérôme, October 29, 1965. 12714-45-2

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Cité de Montréal-Nord

City of Montreal-North

Comté de Bourget

County of Bourget

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour (24) de NOVEMBRE, mil neuf cent soixante-cinq (1965), à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the city of Montreal North, on WEDNESDAY the TWENTY-FOURTH (24) day of NOVEMBER, nineteen hundred and sixty-five (1965), at TEN (10) o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Inconnu-unknown	22P.	
<p>Une partie du lot originaire vingt-deux (22P.) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord.</p> <p>De forme triangulaire. Borné en front vers le sud-est par partie dudit lot 22 (Exproprié pour l'élargissement du Boul. Gouin) vers le sud-ouest par partie du lot 24-1, et vers le nord-est, par une autre partie dudit lot 22. Mesurant en front six pieds et un dixième de pied (6' .1') et dix (10') pieds, plus ou moins, dans sa limite nord-est, et contenant une superficie de trente pieds carrés, et cinq dixièmes, plus ou moins, mesure anglaise. (30.5 p.c. m.a.).</p>		
Roger Dagenais (Avec bâtisses dessus érigées).	27	160, 161, 162. (With buildings thereon erected).
Gratien Milette	29	968P.
<p>La partie sud-est du lot No neuf cent soixante-huit (P. 968) subdivision du lot originaire No vingt-neuf (29) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Bornée en front vers le sud-ouest par le No 29-948 (Avenue Edger), vers le nord-ouest par le résidu dudit No 29-968 (Rue Amos), vers le nord-est par une partie du No 29-981 (ruelle), vers le sud-est par le lot No 29-969, mesurant treize pieds (13') de</p>		
<p>Part of original lot twenty-two (22P) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the City of Montreal North.</p> <p>Of triangular form. Bounded in front towards the south-east by part of said lot 22 (Expropriated for the widening of Gouin Blvd) towards the south-west by part of lot 24-1, and towards the north-east by another part of said lot 22. Measuring in front six feet and one tenth of a foot (6' .1') and ten (10') feet, more or less, in its north-east line, and containing an area of thirty square feet and five tenths, more or less English measure. (30.5 s.f. e.m.).</p>		
<p>The south-east part of lot nine hundred and sixty-eight (968P.). Subdivision of original lot twenty-nine (29) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal North. Of rectangular form. Bounded in front towards the south-west by lot 29-948 (Edger Ave.) towards the north-west by the remaining part of said lot 29-968 (Amos Street) towards the north-east by part of lot 29-981 (lane) and towards the south-east by lot 29-969.</p>		

largeur par une profondeur de quatre-vingt-deux pieds (82') contenant une superficie de mille soixante-six pieds carrés, mesure anglaise. (1066 p.c. m.a.)

Measuring thirteen (13') feet in width by a depth of eighty-two (82') feet and containing an area of one thousand sixty-six square feet, English measure. (1066 s.f. e.m.).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Mathias Bizier	73	771-3.
Inconnu-unknown	86	80P.

Une partie du lot quatre-vingt (80P) Subdivision du lot originaire quatre-vingt-six (86). Cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord.

Part of the lot eighty (80P.) Subdivision of original lot eighty-six (86) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet. In the municipality of the city of Montreal North.

De forme triangulaire. Borné en front vers l'ouest par partie dudit lot 86-80 (Boul. Henri-Bourassa), vers le nord-est partie par partie du lot 85-79 et partie par partie du lot 85-80, et vers le sud-est par partie du lot 86-81.

Of triangular form. Bounded in front towards the west by part of the said lot 86-80 (Henri-Bourassa Blvd.) towards the north-east, part by part of lot 85-79 and part by part of lot 85-80 and towards the south-east by part of lot 86-81.

Mesurant en front cinquante-huit pieds et soixante-cinq centièmes de pieds (58.65') dans sa limite ouest-vingt-huit (28') pieds plus ou moins dans sa limite nord-est, et cinquante et un pieds et huit dixièmes de pied (51.8') dans sa limite sud-est, et contenant une superficie de sept cent vingt-cinq pieds carrés plus ou moins, mesure anglaise. (725 p.c. m.a.)

Measuring in front fifty-eight feet and sixty-five hundredths of a foot (58.65') in its west line, twenty-eight (28') feet, more or less, in its north-east line, and fifty-one feet and eight tenths of a foot (51.8') in its south-east line and containing an area of seven-hundred and twenty-five square feet, more or less, English measure. (725 s.f. e.m.).

Inconnu-unknown	86	81P.
-----------------	----	------

Une partie du lot quatre-vingt-un (81P) Subdivision du lot originaire quatre-vingt-six (86). Cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord.

Part of lot eighty-one (81 P.) Subdivision of original lot eighty-six (86) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet. In the municipality of the city of Montreal North.

De forme irrégulière. Borné en front vers l'ouest par partie dudit lot 86-81 (Boul. Henri-Bourassa), vers le nord-ouest par partie du lot 86-80, vers le nord-est par partie du lot 86-80, vers le sud-est par le lot 86-82 et vers le sud-ouest par partie du lot 86-79 (Ave. Cobourg).

Of irregular form. Bounded in front towards the west by part of said lot 86-81 (Henri-Bourassa Blvd.) towards the north-west by part of lot 86-80, towards the north-east by part 85-80, towards the south-east by lot 86-82, and towards the south-west by part of lot 86-79 (Cobourg Ave.).

Mesurant en front vingt-quatre pieds et deux dixièmes de pieds (24.2') dans sa limite ouest, cinquante et un pieds et huit dixièmes de pied (51.8') dans sa limite nord-ouest, trente (30') pieds dans sa limite nord-est, soixante-dix (70') pieds dans sa limite sud-est, et dix-huit pieds et soixante-cinq centièmes de pied (18.65') dans sa limite sud-ouest et contenant une superficie de mille neuf cent deux pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise. (1902 p.c. m.a.)

Measuring in front twenty-four feet and two tenths of a foot (24.2') in its west line, fifty-one feet and eight tenths of a foot (51.8') in its north-west line, thirty (30') feet in its north-east line, seventy (70') feet in its south-east line, and eighteen feet and sixty-five hundredths of a foot (18.65) in its south-west line and containing an area of one thousand, nine hundred and two square feet, more or less. English measure. (1902 s.f. e.m.).

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la cité de Montréal-Nord.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet and situated in the city of Montreal North.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached to the said properties.

Donné en la cité de Montréal-Nord, ce vingtième (20) jour du mois d'octobre, mil neuf cent soixante-cinq (1965).

Given at the city of Montreal North, this twentieth (20) day of the month of October, nineteen hundred and sixty-five (1965).

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, C.A.

RENÉ BERGERON, C.A.,
Secretary-Treasurer.

12586-44-2-o

*12586-44-2-o

Cité de Saint-Laurent

City of Saint-Laurent

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la cité de Saint-Laurent, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, 777, boulevard Laurentien, Saint-Laurent, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent soixante-cinq (25 novembre 1965), à DIX heures de l'avant-midi (10 a.m.), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, situated in the city of Saint-Laurent, will be sold by public auction, in the Council Hall of the City Hall, 777 Laurentian Boulevard, Saint-Laurent, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and sixty-five (November 25, 1965), at TEN o'clock in the forenoon (10:00 a.m.), to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Prominent Investment Inc. Avec bâtisses dessus érigées.	493	3.
	With buildings thereon erected.	
MM.-Messrs. Bertrand D'Amour et-and Fernand Giard	258	110.
MM.-Messrs. Bertrand D'Amour et-and Fernand Giard	258	138.
M.-Mr. Lucien Rioux	258	118, P. 117-119.
<p>258-P. 117: — La partie sud-est du lot numéro cent dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro deux cent cinquante-huit (P. S.E. 258-117) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal de forme rectangulaire. Cette partie de lot est bornée en front au sud-ouest par la rue Couvrette No 258-248, au nord-ouest par le lot 258-284, au nord-est par la propriété du C.N.R. et au sud-est par le lot 258-118. Cette partie de lot mesure vingt-cinq pieds et cinquante-sept centièmes (25.57') de largeur par une profondeur de soixante-trois pieds (73') et contient en superficie mille cent soixante-six pieds carrés et six dixièmes (1,866.6 pi. c.) mesure anglaise.</p> <p>258-P. 117: — The southeast part of lot number one hundred and seventeen of the original lot number two hundred and fifty-eight (S.E. P. 258-117) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registration division of Montreal, of rectangular form. This part of lot is bounded in front to the southwest by Couvrette Street No. 258-248, to the northwest by lot No. 258-284, to the northeast by the property of the C.N.R. and to the southeast by lot 258-118. This part of lot measures twenty-five feet and fifty-seven hundredths (25.57') in width by a depth of seventy-three feet (73') and has an area of one thousand eight hundred and sixty-six square feet and six tenths (1,866.6 sq. feet) English measure.</p>		
<p>258-P. 119: — La partie nord-ouest du lot numéro cent dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro deux cent cinquante-huit (P. N.O. 258-119) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot de forme rectangulaire est bornée en front au sud-ouest par la rue Couvrette No 258-248, au nord-ouest par le lot 258-118, au nord-est par la propriété du C.N.R. et au sud-est par la partie sud-est du lot 258-119. Cette partie de lot mesure quinze pieds et quarante-trois centièmes (15.43') de largeur par une profondeur de soixante-trois pieds (73') et contient en superficie mille cent vingt-six pieds carrés et trente-neuf centièmes (1,126.39 pi. c.) mesure anglaise.</p> <p>258-P. 119: — The northwest part of lot number one hundred and nineteen of the original lot number two hundred and fifty-eight (N.W. P. 258-119) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registration division of Montreal. This part of lot of rectangular form is bounded in front to the southwest by Couvrette Street No. 258-248, to the northwest by lot 258-118, to the northeast by the property of the C.N.R. and to the southeast by the southeast part of lot 258-119. This part of lot measures fifteen feet and forty-three hundredths (15.43') in width by a depth of seventy-three feet (73') and has an area of one thousand one hundred and twenty-six square feet and thirty-nine hundredths (1,126.39 sq. feet) English measure.</p>		
The Broadway Construction Co.	208	
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Belcourt Construction Co.	P. 88.	
<p>P. 88: — Une partie du lot originaire numéro quatre-vingt-huit (P. 88) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, située dans la cité de Saint-Laurent et de forme irrégulière. Cette partie de lot est bornée au nord-ouest, au nord, et au nord-est par la rue 88-188, au sud-est par la rue 88-254 et au sud-ouest par le lot 89. Cette partie de lot mesure quinze pieds et huit dixièmes (15.8') dans sa limite nord-ouest, quatorze pieds et un dixième (14.1') dans sa limite nord, cent cinquante-quatre pieds (154') dans sa limite nord-est, vingt-six pieds et quatre dixièmes (26.4') dans sa limite sud-est et cent soixante-quatre pieds (164') dans sa limite sud-ouest et contient en superficie quatre mille deux cent trente pieds carrés (4,230 pi. c.) mesure anglaise.</p> <p>P. 88: — A part of original lot number eighty-eight (P. 88) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registration division of Montreal, situated in the city of Saint-Laurent, of irregular form. This part of lot is bounded to the northwest, to the north, and to the northeast by street 88-188, to the southeast by street 88-254 and to the southwest by lot 89. This part of lot measures fifteen feet and eight tenths (15.8') in its northwest limit, fourteen feet and one tenth (14.1') in its north limit, one hundred and fifty-four feet (154') in its northeast limit, twenty-six feet and four tenths (26.4') in its southeast limit and one hundred and sixty-four feet (164') in its southwest limit and has an area of four thousand two hundred and thirty square feet (4,230 sq. feet) English measure.</p>		
Belcourt Construction Co.	P. 88.	
<p>P. 88: — Une partie du lot originaire numéro quatre-vingt-huit (P. 88) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, située dans la cité de Saint-Laurent, de forme trapézoïdale. Cette partie de lot est bornée au nord-est par la rue 88-188, au sud-est par la rue 88-255, au sud-ouest par le lot 89 et au nord-ouest par la rue 88-254. Cette partie de lot mesure vingt-cinq pieds et cinq dixièmes (25.5') dans sa limite nord-ouest et vingt-trois pieds et quatre dixièmes (23.4') dans sa limite sud-est par une longueur de cent soixante pieds (160') dans ses limites nord-est et sud-ouest. Cette partie de lot contient en superficie trois mille neuf cent douze pieds carrés (3,912 pi. c.) mesure anglaise.</p> <p>P. 88: — A part of original lot number eighty-eight (P. 88) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registration division of Montreal, situated in the city of Saint-Laurent, of trapezoidal form. This part of lot is bounded to the northeast by street 88-188, to the southeast by street 88-255, to the southwest by lot 89 and to the northwest by street 88-254. This part of lot measures twenty-five feet and five tenths (25.5') in its northwest limit and twenty-three feet and four tenths (23.4') in its southeast limit by a length of one hundred and sixty feet (160') in its northeast and southwest limits. This part of lot has an area of three thousand nine hundred and twelve square feet (3,912 sq. feet) English measure.</p>		
Belcourt Construction Co.	P. 88.	
<p>P. 88: — Une partie du lot originaire numéro quatre-vingt-huit (P. 88) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, située dans la cité de Saint-Laurent, de forme irrégulière. Cette partie de lot est bornée au nord-ouest par la rue 88-255, au nord-est et vers l'est par la rue No 88-188, au sud-est par la rue 88-192 et au sud-ouest par le lot 89. Cette partie de lot mesure vingt-deux pieds et demi (22.5') dans sa limite nord-ouest, cent cinquante pieds (150') dans sa limite nord-est, quatorze pieds et un dixième (14.1') dans sa limite est, neuf pieds et sept dixièmes (9.7') dans sa limite sud-est et cent soixante pieds (160') dans sa limite sud-ouest. Cette partie de lot contient en superficie trois mille trois cent vingt-six pieds carrés (3,326 pi. c.) mesure anglaise.</p> <p>P. 88: — A part of original lot number eighty-eight (P. 88) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registration division of Montreal, situated in the city of Saint-Laurent, of irregular form. This part of lot is bounded to the northwest by street 88-255, to the northeast and to the east by street No. 88-188, to the southeast by street 88-192 and to the southwest by lot 89. This part of lot measures twenty-two feet and a half (22.5') in its northwest limit, one hundred and fifty feet (150') in its northeast limit, fourteen feet and one tenth (14.1') in its east limit, nine feet and seven tenths (9.7') in its southeast limit and one hundred and sixty feet (160') in its southwest limit. This part of lot has an area of three thousand three hundred and twenty-six square feet (3,326 sq. feet) English measure.</p>		

Nom des propriétaires Name of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Laurendale Homes Ltd.	475	384.
	476	340.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et situés dans la cité de Saint-Laurent.

Donné à Saint-Laurent, ce vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent soixante-cinq (25 octobre 1965).

12640-44-2-0 Le Greffier,
ADRIEN LIMOGES.

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Saint-Laurent and situated in the city of Saint-Laurent.

Given at Saint-Laurent, this twenty-sixth day of October, nineteen hundred and sixty-five (October 25, 1965).

12640-44-2-0 ADRIEN LIMOGES,
City Clerk.

INDEX No 45

ARRÊTÉS en Conseil

1303 — Création d'un service de photogrammétrie et de cartographie au ministère des terres et forêts	5798
1303 — Creation of a photographic surveying and cartography service in the Department of Lands and Forests	5798
1897 — Certaines modifications au tarif des honoraires des notaires de la province de Québec	5801
1897 — Certain amendments to the tariff of fees of the notaries of the Province of Quebec	5801
2077 — Chasse au caribou	5802
2077 — Caribou hunting	5802
2141 — Alimentation au détail, Magog	5802
2141 — Food, retail, Magog	5802
2142 — Salariés de garages, Trois-Rivières	5808
2142 — Garage employees, Trois-Rivières	5808

ORDERS in Council

AVIS

Caplovitch, Conrad Avrum (<i>Requête - Petition</i>)	5817
D'Autane, Joseph Gustave Jean Verreault (<i>Nom - Name ch.</i>)	5817
Herscovitch, Jacob (<i>Requête - Petition</i>)	5817
Kaisvinkler, Milan (<i>Requête - Petition</i>)	5816
Kowalski, Szymon (<i>Requête - Petition</i>)	5816
Labrecque, Edmond Joseph Pierre Louis (<i>Requête - Petition</i>)	5816
L'Isletville, village (<i>Requête - Petition</i>)	5816
Masson, village (<i>Requête - Petition</i>)	5817
Shannon, Ivon Richard (<i>Nom - Name ch.</i>)	5817
Sherbanee, Victor (<i>Requête - Petition</i>)	5818

NOTICES

CAISSES d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'Économie C.S.N. (La) (<i>Form.</i>)	5818
Caisse Populaire de la Province (La) (<i>Ext. terr.</i>)	5819

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des

Autorisée

à faire des affaires

Marley-McMahon Real Estate Limited	5819
------------------------------------	------

Chartes — Abandon de

Canadian Dinette Co.	5819
Embassy Terrace Ltd.	5819
Gauthier (Georges) Inc.	5820
National Poly Bag Company Ltd.	5820
Quality Dinette Ltd.	5819
Taverne Desormeaux Inc.	5820
Taverne Terminus Inc.	5820

SAVINGS

and credit unions

COMPANIES

Notices relative to the Act of

Licensed to do Business

Charters — Surrender of

Dissoutes

Arizona Investments Ltd.	5820
Bervi inc.	5820
Campobello Corporation	5820
Cuisine Sales Corp.	5821
Daymark Inc.	5821
Industries Dionne inc. (Les)	5821
Raim Investment Corp.	5821
Simi's Holdings Corporation	5821

Divers

Acres Quebec Limited (<i>Dir.</i>)	5822
Acres Québec limitée (<i>Dir.</i>)	5822
Club de Camping et de Caravaning de Québec inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	5823
Club du Lac Des Roches inc. (<i>Dir.</i>)	5822
Elysee Realities Ltd. (<i>Dir.</i>)	5823
Ligue des propriétaires Hidden-Valley inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	5822
MacDonald Tobacco Inc. (<i>Dir.</i>)	5822
Maisonneuve Holdings Inc. (<i>Annul. rev.</i>)	5821
New York Wire Works Limited (<i>Dir.</i>)	5822
Quebec Camping and Caravaning Club Inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	5823
Service des loisirs St-Sylvain (<i>Règl.-By-laws</i>)	5822
Slack Inc. (<i>Dir.</i>)	5822
United Equities Corporation Ltd. (<i>Dir.</i>)	5822

Miscellaneous

Lettres patentes	Letters Patent		
A. & M. Sales Inc.	5768	Simga inc.	5788
Altronic Co. Ltd.	5768	Snowdon Residents' Association	5788
Amalgamated Valve & Diesel Ltd.	5769	Société de gestion Bernard, ltée.	5788
Association des Gauvin d'Amérique inc. (L')	5769	Supreme Investment Ltd (<i>correction</i>)	5823
Association of Gauvins of America Inc. (The)	5769	Sportique-Country Clothes Ltd.	5789
Association des résidents de Snowdon (L')	5788	Tapis Maison ltée.	5789
Bélangier tabaconiste inc.	5770	Thibault Enterprises Limited	5789
Belley Typesetters Inc.	5790	Tibo Car Inc.	5790
Brault Rentals Inc.	5778	Typographie Belley inc.	5790
Brodeur Hydromecanix Inc.	5770	Usines de tapis St-Georges ltée (Les)	5790
Club Richelieu Lucerne-Aylmer Corporation d'immeubles & d'hypothèques de Québec inc.	5771	Vic Metal Corporation	5791
Dedco Distributors Ltd.	5771	Wall Magic Comb Rack Incorporated	5791
Design Collaborative Montreal Limited	5771	Woodcrest Construction of Quebec, Ltd.	5791
Dupuis (Gaston) inc.	5772		
Enseignes Fecteau limitée	5772	Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Entreprises Labonté ltée (Les)	5772	Alliance Credit Corporation	5792
Entreprises Miche Lyn ltée (Les)	5773	Amsel & Amsel (1962) Inc.	5792
Entreprises Thibault limitée (Les)	5789	Amsel & Amsel (1962) Inc.	5792
Erdick Inc.	5773	Ashetex Canada Ltd.	5792
Forestville 5. 10. 15. inc.	5773	Autobus Hébert inc. (Les)	5793
Garage Moisan inc.	5774	Bélangier, Garneau, Joron inc.	5793
Gigi (Valleyfield) inc.	5774	Boulevards du Québec ltée (Les)	5793
Granby Plaza inc.	5775	Calga inc.	5793
Grand Royal Asphalt Paving Inc.	5775	Colibri Company of Canada Ltd.	5793
Green Gable Estates Corporation	5775	Compagnie pharmaceutique Vita ltée.	5794
Habitations familiales de Saint-Bruno ltée (Les)	5776	De Laval Excavation Inc.	5794
Home Carpet Ltd.	5789	Dion Frères inc.	5794
Immeubles M. Mayer inc. (Les)	5780	Domon automobiles inc.	5794
Infranor Canada Inc.	5776	Dubois & Frères limitée.	5794
Isolation Kébec inc.	5776	Dynaworth Ltd.	5795
Laboratoires Halin limitée (Les)	5777	Fondation P. Rodolphe Baril	5795
Labrecque (Jean-Paul) inc.	5777	Gendron (Laurent) ltée.	5795
Laiterie Jacques-Cartier inc.	5777	Gordon Miner, Limited	5795
Laiterie Milot & Milot ltée.	5778	Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.	5795
Lavoie (J. et C.) inc.	5778	Hubert (Michel) inc.	5796
Locations Brault inc. (Les)	5778	Industrial Stampings Limited.	5796
Longpré (Yves) inc.	5779	Laurierville industries limitée	5796
Marvel Kote Distribution Inc.	5779	Lauzanne construction ltée.	5796
Mayer (M.) Realities Inc.	5780	Lightolier Canada Limited	5796
Mercerie Le Cavalier inc.	5780	Minoil Explorations Ltd.	5797
Meubles canadiens Forestville ltée (Les)	5780	Montroy Coat Company Ltd.	5797
Miche Lyn Enterprises Ltd.	5773	Pelletier Électrique ltée.	5797
Millaire & fils inc.	5781	Normandy Chibougamau Mines Limited	5797
Nav-Aids Ltd.	5781	Plamondon (N.) Auto ltée.	5797
Ora Ltd.	5781	Polycarpe Moreau inc.	5798
Ouellet (Ernest) inc.	5782	Produits Esto limitée	5798
Paquette (P.) Construction Ltd.	5782	Stern (A.) Corp.	5798
Paquette (P.) construction ltée.	5782	Viv Knit Corp.	5798
Pick (Jan) Tricot Company Ltd.	5782		
Placements Ronchar inc. (Les)	5783	Sièges sociaux	Head Offices
Placements Succès ltée (Les)	5783	Association Industrielle de la Mauricie (L')	5824
Plani-Tec Steel Products Ltd.	5783	Dieter Hugo Stinnes Inc.	5824
Plaza Granby Inc.	5775	Elysee Realities Ltd.	5825
Produits d'acier Plani-Tec ltée (Les)	5783	Enseignes Lafèche inc.	5825
Promofonds inc.	5784	Fontenay Inc.	5824
Quebec Floral Greens Ltd.	5784	Goco Knitting Ltd.	5824
Quebec Super Structure Inc.	5785	Lafèche Signs Inc.	5825
Quintal (Irénee) inc.	5785	Maes Dry Cleaners Ltd.	5824
Ranch Chez Hervé inc.	5785	Mobilier Canadien Ltée (Le)	5825
Renaissance nationale du Québec (La)	5786	New York Wine Works Limited.	5823
Repro-Graphie inc.	5786	St. Maurice Industrial Association.	5824
Restaurant Clair de Lune (Rimouski) inc.	5786	Sigouin (Claude) Auto Ltée.	5825
Restaurant Moonlight (Rimouski) Inc.	5786	Union Petroleum Corporation.	5823
Ronchar Holding Inc.	5783		
St Catherine musique inc.	5787	LIQUIDATION	WINDING
St-George Carpet Mills Ltd.	5790	Avis de	up Notices
Salaisons V. Courchesne & fils ltée (Les)	5787	Caisse Populaire Desjardins de l'Externat Classique St-Jean Eudes (La)	5825
Simard (Charles) inc.	5787	Rudberg Bros. Inc. (<i>Arrêt - Discontinuing</i>)	5826
		Westhill Construction Limited (<i>Arrêt - Discontinuing</i>)	5826

MINISTÈRES **DEPARTMENTAL**

Affaires municipales **Municipal Affairs**

Halifax-Nord, canton-township (*Publ.*) 5827
 Loranger, canton - township 5827

Industrie et Commerce **Industry and Commerce**

Avis de pêche aux coques 5827
 Shell fishing notices 5827

Terres et Forêts **Lands and Forests**

Cadastre: **Cadastre:**

Coaticook, village 5829
 Laprairie de la Magdeleine, par. 5829
 Cox, canton - township 5829
 Pointe-Claire, par. 5829
 St-Ambroise de la Jeune Lorette, par. 5829
 St-Hubert, par. 5829

Travail **Labour**

Industrie ou métiers de: **Industry or Trades of:**

Confection pour hommes et garçons, Province (*Mod.*) 5830
 Confection pour hommes et garçons, Province (*Mod.*) 5831
 Men and boys' clothing, Province (*Amend.*) 5830
 Men and boys' clothing, Province (*Amend.*) 5831

NOMINATIONS **APPOINTMENTS**

Divers 5840
 Miscellaneous 5840

PROCLAMATIONS **PROCLAMATIONS**

Coming into force of the revised cadaster of a part of the incorporated village of Pointe-à-Gatineau (part of the town of Pointe-Gatineau), registration division of Hull 5833
 Establishment of a Social Welfare Court for the judicial districts of Abitibi, Témiscamingue and Rouyn-Noranda 5832
 Établissement d'une Cour de Bien-Être Social pour les districts judiciaires d'Abitibi, Témiscamingue et Rouyn-Noranda 5832
 Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Repentigny au territoire de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermité 5834

Extension of the jurisdiction of the municipal Court of the town of Repentigny to the parish of Saint-Paul-l'Ermité 5834

Mise en vigueur du cadastre révisé d'une partie du village incorporé de Pointe-Gatineau, (partie de la ville Pointe-Gatineau), division d'enregistrement de Hull 5833

SOUMISSIONS **TENDERS**

Bromptonville, ville - town 5835
 Charlesbourg, cité - city 5836
 Gagnon, ville - town 5837
 Granby, c.s.c. 5838
 Ste-Geneviève-de-Berthier 5839

SYNDICAT **SYNDICATE**

Professionnel **Professional**

Association des enseignants de la Matapédia (L') (*Const. - Inc.*) 5831

VENTES **SALES**

Licitation **Licitation**

Colette *vs* D'Errico 5842
 Simoneau, Arthur 5841

Loi de faillite **Bankruptcy Act**

Forand, Gilles 5843

SHÉRIFS **SHERIFFS**

Nicolet **Nicolet**

Nicolet, ville - town *vs* Gauthier 5843

Québec **Quebec**

Caisse Populaire de Sainte-Anne de Beaupré (La) *vs* Giguère *et al.* 5844
 Rosco Metal & Roofing Products Ltd. *vs* Doyon 5844

St-Maurice **St-Maurice**

Vennes *vs* Perron 5845

Terrebonne **Terrebonne**

Germar Investments Inc. *vs* Ares Inc. 5845

Taxes **Taxes**

Montréal-Nord- North, cité- city 5846
 Saint-Laurent, cité- city 5847

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

